FAIRE LA DIFFERENCE
EN AFRIQUE DU NORD




“Like the hidden potential
of rough diamonds,
we must work to
fully unlock
Africa's potential.
Africa must sparkle.”
Akinwumi Ayodeji Adesina
President, African Development Bank

Faire la différence en Afrique du Nord présente une série de portraits et d'itinéraires de vie de bénéficiaires qui ont pu prendre un nouveau cap dans leur vie, grâce, entre autres, à l'action de la Banque africaine de développement.



Ce recueil d'histoires, illustré de dizaines de films et de centaines de photographies, saisit les instantanés d'une Afrique du nord en mouvement, d'un continent en devenir.

Bilan et fierté d'une action sans relâche depuis des décennies.

Bonne lecture.

Mohamed El Azizi
Directeur général
Banque africaine de développement pour l'Afrique du Nord

Remerciements à Fahd Belbachir, chargé supérieur de la communication et relations extérieures, qui a conçu et lancé ce projet.

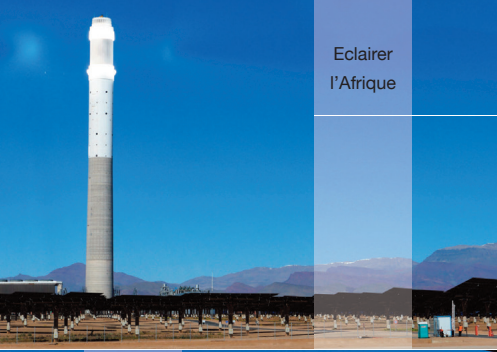
البنك الإفريقي للتنمية

Notre action en Afrique du Nord




Success
stories





Eclairer l'Afrique



Égypte : Benban, un modèle de production d'énergie propre pour tous



Au pays de l'or, près d'Assouan, le joyau du Nil, se trouve l'un des plus grands parcs solaires du monde : Benban. Ce n'est pas un hasard : située entre les latitudes 22 et 31,5 nord, l'Égypte est l'un des pays du globe avec le plus grand potentiel énergétique solaire. Benban est un village devant lequel s'étend le parc éponyme sur une superficie de 37 km2, à proximité de la « route du désert » entre Assouan et Le Caire.

Lancé en 2018 avec la mise en service d'une première centrale photovoltaïque, ce mégaprojet a été intégré à la stratégie élaborée par l'Autorité égyptienne des énergies nouvelles et renouvelables. Objectif : contribuer à porter à 42% la part des énergies renouvelables dans son mix électrique d'ici à 2035. À lui seul, Le parc permet de réduire les émissions de CO2 de deux millions de tonnes par an.

« La première fois que je suis venu ici, il n'y avait rien d'autre que du sable, se souvient Mostafa Abdellatah, un des responsables du projet. Mais le soleil m'est tout de suite apparu comme une chance formidable de produire de l'énergie propre. Benban est aujourd'hui l'un des plus grands parcs solaires au monde, avec des millions de panneaux photovoltaïques, qui fournissent de l'électricité à plus d'un million de foyers. »



Le parc solaire a bénéficié d'un soutien financier de la Banque africaine de développement à hauteur de 55 millions de dollars américains. À plein régime, la capacité de production du parc atteint 3,8 TWh d'électricité par an. Le site comprend la construction de 34 centrales solaires, d'une capacité de 50 MW chacune. En comparaison, l'énergie totale générée par le soleil équivaut à 90% de l'énergie électrique produite par le Haut barrage d'Assouan.

Pendant la période de construction, le projet a offert jusqu'à 20.000 opportunités d'emplois tandis que 6.000 postes permanents ont été créés par les entreprises participant à l'exploitation du parc.

VOIR FILM



Malgré des températures locales très élevées -pouvant atteindre 50° Celsius-, Hadeer Khalifa travaille sur le site depuis son démarrage en 2018. Elle y assure le suivi de performance des panneaux photovoltaïques. « Mes collègues m'avaient prévenue que je devrais travailler sous un soleil de plomb, dans des conditions difficiles à supporter. Mais je leur ai répondu que je voulais essayer… et je dois dire que je me suis beaucoup épanouie dans ce travail. Et ils en sont très fiers ! », raconte-t-elle en souriant.

« J'ai beaucoup appris ces quatre dernières années et acquis une expérience considérable grâce aux ingénieurs du site et aux différentes entreprises avec lesquelles j'ai collaboré. Et lorsqu'on se sent valorisé, que la direction apprécie votre travail, cela fait chaud au cœur », reconnaît la jeune ingénieure.

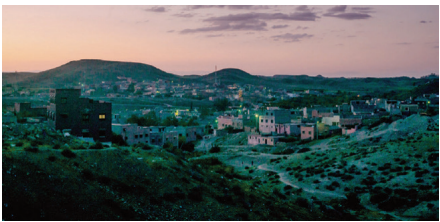
A Benban, l'Autorité égyptienne des énergies nouvelles et renouvelables a sélectionné 39 entreprises spécialisées dans la production d'énergie en leur accordant un droit d'usufruit de 25 ans.

Parallèlement, le ministère égyptien de l'Éducation a accueilli favorablement une proposition du gouverneur d'Assouan visant à transformer le lycée industriel de Benban en un établissement spécialisé dans l'énergie solaire. Le projet consiste à enseigner l'ensemble des métiers liés à l'énergie solaire et à l'activité des centrales électriques dans toutes leurs spécificités.



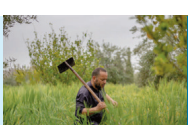
A l'avenir, le parc solaire de Benban est appelé à jouer un rôle central sur la carte énergétique du continent africain en tant que modèle de production d'énergie propre, qui est un des principaux enjeux de la stratégie de l'ONU dans le cadre des Objectifs de développement durable. Alors que l'Egypte a accueilli la 27e Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP27) en novembre 2022 à Charm el-Cheikh, les énergies renouvelables ont un avenir radieux au pays des Pharaons.

Maroc : l'électricité, une énergie qui illumine les territoires



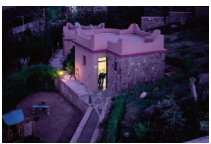
Le timbre du muezzin fait écho dans tout le village, encore endormi, de Douar Bouazza, à 20 kilomètres au sud-ouest de Marrakech. Ahmed Hassani, lui, roule déjà sur sa mobylette à travers ses luxuriants champs d'olives et d'orges. Agriculteur d'une quarantaine d'années, il se réjouit de l'arrivée de l'électricité dans le village. Comme tout le monde, ici. Le courant lui a permis de mettre en valeur le terrain aride de ses parents. Aujourd'hui, c'est une véritable terre de culture.

« Avant, l'activité était faible ici. L'électricité a permis de régler les problèmes liés à l'irrigation. Dans mon champ, il y avait des parcelles où rien ne poussait. Cela me demandait beaucoup d'efforts. Aujourd'hui, l'électricité me facilite les choses. Si la production n'avait pas augmenté, je n'aurais pas pu faire venir cinq personnes pour les récoltes. Sans électricité, j'aurais arrêté mon activité », explique Ahmed Hassani. « L'électricité est mon premier soutien », ajoute-t-il.



L'accès à l'électricité est donc le nécessaire préalable à toute forme de développement économique et social. Les autorités marocaines ont ainsi lancé, en 1995, le programme d'électrification rurale global (PERG) pour apporter le courant dans les zones jusque-là non desservies par le réseau électrique national. Soutenu par la Banque africaine de développement à hauteur de 155 millions d'euros, ce projet a permis, en seulement deux décennies, d'assurer une couverture quasi universelle du pays. Ce taux n'était que de 18 % lors du lancement du PERG au milieu des années 1990. En 2019, plus de 3 300 villages supplémentaires, soit environ 500 000 habitants, étaient raccordés au réseau électrique national uniquement grâce à l'appui de la Banque.

VOIR FILM



L'accès à l'électricité a enclenché un cercle vertueux pour ces villages. Des activités ont vu le jour et de nouvelles vocations ont pu s'exprimer. « Les impacts sont réels et mesurables, raconte Hassan Lissigui, responsable à l'Office national de l'eau et de l'électricité. Un soudeur, par exemple, ne peut opérer sans électricité. L'agriculteur, qui utilise aujourd'hui l'électricité, voit le rendement de sa production augmenter. Ses revenus s'améliorent. »

L'accès à l'électricité a un formidable effet multiplicateur. À différents niveaux, les conditions de vie dans les zones rurales se sont améliorées. À Dar El Ain, village situé dans la périphérie de Marrakech, l'arrivée de l'électricité a été, pour les femmes de la coopérative « Al Amal », synonyme de nouvelles possibilités. Dans leur local, elles transforment les récoltes, comme le couscous ou d'autres produits à base d'orge et de blé. Les femmes ont besoin d'électricité pour utiliser les équipements de production nécessaires : réfrigérateurs, trieuses, balances électroniques, etc. Plus largement, Al Amal a apporté sa contribution à la communauté avec une crèche ouverte aux enfants du village.

« La coopérative s'occupe de transformer, en produits à haute valeur ajoutée, les différentes récoltes locales. Grâce à l'électricité, les femmes sont beaucoup plus efficaces, et leurs produits de meilleure qualité. Cela crée de l'espoir », se félicite Fatima Zahra, assistante maternelle d'une vingtaine d'années à Dar El Ain. « Je suis éducatrice, j'habite à Dar El Ain. Je travaille à la crèche créée par l'association du village. Ce métier me tient vraiment à cœur. L'association aide énormément le village. Elle a créé la coopérative et aide les jeunes à réaliser leurs projets », ajoute la jeune femme, qui participe souvent aux travaux de la coopérative.



Au Maroc, des millions d'agriculteurs, d'artisans, de commerçants, d'entrepreneurs et d'associations reconnaissent que l'accès à l'électricité a changé leur quotidien. Éclairer l'Afrique, c'est améliorer durablement les conditions de vie de millions d'Africains. Depuis le début de ses interventions au Maroc en 1970, la Banque a financé 18 opérations d'investissement dans le secteur de l'énergie pour un montant total de plus de 1,5 milliard d'euros.

Egypt : Ain Sokhna power station lights up people's lives



It is sunset in Ain Sokhna, and the sky over the west coast of the Gulf of Suez is turning a beautiful shade of orange-tinged red. Looking toward the horizon, Ahmed Ali Mohamed pauses a moment to contemplate the view, just as the lights come on in the power plant where he has worked for years.

"I have been working at the Ain Sokhna power station as an engineer in the technical department since the beginning. This power station is different from the others in many ways, because it uses more efficient, more economical and more reliable technology," explains Mohamed, aged 40.



The power station, 120 kilometres from Cairo, has been in operation since 2015 and uses "supercritical" steam generation technology that combines heat and pressure in its two electricity production units. The plant, which generates 1,300 megawatts while also reducing fuel consumption and CO2 emissions, is supporting Egypt's transition to cleaner energy.

"Engineers are responsible for developing the country. If we get it wrong, we could destroy the environment and harm the country," says Mohamed. "To protect future generations, we need to protect the environment, at a time when the country needs greater electricity generation. For us, this is a big responsibility," he says with pride.

VOIR FILM



Despite having near-universal electricity coverage, Egypt expects demand to grow steadily. Demand has grown by around 6 or 7% in each of the last ten years, driven by a growing population, economic growth and urbanization. Ain Sokhna power station is not only helping to meet this demand, but also contributes to the country's sustainable energy vision, which includes renewable sources such as solar and wind.



Mustapha Salama Mohamed, Vice-President of the East Delta Electricity Production Company, which runs the power station notes: "Every country needs generation capacity appropriate to its needs. For a country that wishes to ensure the conditions for its development and foster progress in different sectors, electricity is essential."

The African Development Bank provided $390 million in funding for Ain Sokhna, and has been a partner in Egypt's efforts to develop its energy sector, a national priority.

"Given that this is a major project with significant investment, African Development Bank support has been very important. It has helped us take this project through to a successful conclusion," adds Mustapha Salama Mohamed. The power station is also creating well-paying, skilled jobs. "Workers, engineers, technicians and production staff from Suez and all regions of the country have been able to seize new employment opportunities generated by the project."

Dina Nasser, an executive assistant at Ain Sokhna, says: "I went through a difficult period when I completed my studies. I was looking for two years before I found this opportunity. Now, with my salary, I can help my mother. And I'm trying to save up in order to be more independent. What I want most of all is a better future for me and my children."





Maroc : Noor Ouarzazate contribue à la transition énergétique de l'Afrique



Le potentiel énergétique de l'Afrique est considérable. Mais ce potentiel doit être exploité pour répondre aux besoins énergétiques, de plus en plus importants sur le continent. Aujourd'hui, 650 millions d'africains n'ont pas accès à l'électricité, soit plus des deux tiers de la population. Le déficit en infrastructures énergétiques est considéré comme l'un des principaux obstacles au développement et au progrès en Afrique. Chaque année, les pénuries d'électricité coûteraient, selon les estimations, quelque 2 à 4 % du produit intérieur brut continental, ce qui altère grandement les perspectives de croissance économique, de création d'emploi et d'investissement.

Dans ce contexte, les pays africains ont progressivement renforcé leurs capacités de production et diversifié leur mix énergétique. Le Maroc a l'ambition de porter à 52 % la part du renouvelable dans son mix énergétique en 2030. Le pays a donc opté pour une transition énergétique centrée sur le développement des énergies renouvelables, avec pour objectif d'installer des capacités additionnelles de production d'électricité d'un total de 6 000 mégawatts de sources éolienne, hydraulique et solaire. En lançant le programme solaire marocain - NOOR - en 2009, le Maroc a planifié, pour 2020, une capacité additionnelle d'au moins 2 000 mégawatts pour la seule source solaire.

Le complexe solaire NOOR Ouarzazate, au Sud-est de Marrakech, a ainsi été le premier projet élaboré dans le cadre cette stratégie énergétique. Doté d'une capacité de 580 mégawatts répartie sur quatre centrales, ce complexe figure parmi les plus grands parcs solaires au monde. Il permet aujourd'hui d'alimenter près de deux millions de Marocains en électricité et d'éviter le rejet, dans l'atmosphère, de près d'un million de tonnes par an de gaz à effet de serre.



Structuré selon une approche de partenariat public-privé, le projet de complexe solaire NOOR Ouarzazate a été soutenu par la Banque africaine de développement, qui a été le tout premier contributeur financier à la mise en œuvre de la première phase du projet. Au total, la Banque a apporté 485 millions de dollars américains sur les différentes phases. En 2017, la Banque a mobilisé 285 millions de dollars pour financer la première phase du projet de complexe NOOR Midelt, d'une capacité minimale de 800 mégawatts. Ainsi, la contribution totale de la Banque au programme solaire marocain s'élève à 770 millions de dollars.

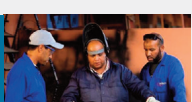
VOIR FILM



Le complexe NOOR Ouarzazate a impulsé une nouvelle dynamique de création d'emplois. Originaire de Ouarzazate, Nadia Ahansal est une ingénieure d'une vingtaine d'années, chargée des opérations et de la maintenance. « C'est, pour moi, un privilège de travailler au sein de la plus grande et la plus importante centrale solaire du monde, se réjouit-elle. Ce projet m'a permis de répondre à mes attentes professionnelles. Je peux contribuer au développement de mon pays, tout en restant dans ma ville natale, ici à Ouarzazate. »

L'installation de la centrale à Ouarzazate a également profité aux entreprises locales. Khalid Taoufiq Oujam, propriétaire trentenaire du restaurant « Habous », constate l'impact sur son activité quotidienne. « Avec l'arrivée de la centrale, notre chiffre d'affaires a augmenté de 20 % et nos effectifs ont presque doublé. La création d'un nouveau point de vente au sein du complexe solaire nous permet d'entrevoir des projets pour l'avenir », précise-t-il.





Aux côtés de Masen, les développeurs et partenaires, tels que le groupe ACWA Power, se sont activement engagés pour soutenir les jeunes. Des dizaines de stagiaires ont pu ainsi bénéficier de formations, qui leur ont permis de travailler au sein du complexe solaire. Certains d'entre eux ont même créé leur propre entreprise. Entrepreneur trentenaire à Ouarzazate, Mohamed Mournen en fait partie. « J'ai suivi une formation en soudure avant de travailler sur le site du complexe NOOR Ouarzazate pendant une année. J'ai ensuite créé ma propre entreprise et recruté deux employés. Aujourd'hui, j'ai la ferme intention de former des jeunes à ce métier, car peu d'entre eux disposent de cette expertise ici à Ouarzazate », raconte Mohamed.



Nourrir l'Afrique



À Kairouan, une meilleure mobilisation de l'eau porte le renouveau agricole



L'accès à l'eau est un défi en Tunisie, frappée depuis plusieurs années par une sécheresse intense. Les agriculteurs sont les premiers concernés. Les températures en hausse et la diminution des précipitations affaiblissent les rendements agricoles. Une situation qui affecte les cultures millénaires de l'olivier et du blé au pays du jasmin.

Face aux vestiges des bassins des Aghlabides, ses ancêtres, Abdelmajid Belghouti, agriculteur à Kairouan, contemple les ouvrages de rétention d'eau, témoins d'une époque révolue. « À la campagne, chaque foyer utilise un bassin pour recueillir l'eau de pluie, qui peut être consommée ou utilisée pour irriguer les terres. Héritée de nos ancêtres depuis des siècles, cette méthode est devenue essentielle ici, où les pluies se font de plus en plus rares », confie le quinquagénaire.



Abdelmajid cultive du blé et des oliviers sur cinq hectares dans le gouvernorat de Kairouan. Chaque jour, il parcourt à pied les quelques centaines de mètres qui le séparent de ses champs. Il se souvient de l'époque où l'irrigation était quasi impossible, conséquence de l'inégale distribution de l'eau de pluie, sur les différentes parcelles agricoles.

Dans ce contexte d'insécurité alimentaire croissante, la Banque africaine de développement a apporté 59 millions d'euros pour financer le projet de valorisation des périmètres irrigués. De la collecte à la distribution, l'objectif est d'améliorer les rendements agricoles en mobilisant à plus grande échelle les ressources en eau, grâce notamment à des systèmes de pompage à énergie solaire qui mobilisent désormais les eaux de barrage auparavant inexploitables.

VOIR FILM

Après quelques mois, la situation a radicalement changé pour Abdelmajid. L'eau, autrefois rare, est désormais à portée de main. Il peut ainsi cultiver ses champs de blé et augmenter significativement ses rendements. Aujourd'hui, un hectare lui rapporte 5 000 dinars, contre 1 500 avant le projet.

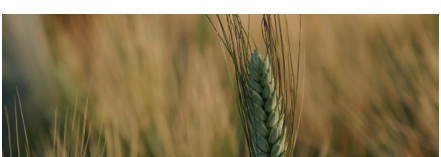




Cette initiative bénéficie également aux femmes de la région. Au total, 9 000 hectares ont été mis en valeur, créant de nouveaux emplois. Plus de 20 000 personnes bénéficient directement de cette opération, dont la moitié sont des femmes, qui ont gagné en autonomie et en qualité de vie. Imen Tahri, présidente d'un groupement de développement agricole à Sidi Bouzid, en est le parfait exemple. Avant ce projet, elle envisageait d'abandonner l'agriculture. Aujourd'hui, grâce à l'irrigation, elle a « multiplié par sept la production d'olives, avec des revenus suffisants pour couvrir les besoins de la famille », explique-t-elle.

Cette nouvelle approche de gestion de l'eau valorise les terres et sublime les paysages de Kairouan, au patrimoine mondialement connu. Une économie locale revitalisée, dont la croissance bénéficie à tous et fait la différence.

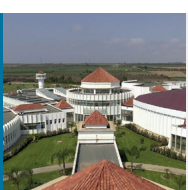




Agropole de Meknès : l'innovation au service de la souveraineté alimentaire du Maroc



« Ici, il y a tout ce dont a besoin une start-up en termes de prestations et de services. Que les jeunes entrepreneurs viennent avec des idées, ils en sortiront avec des clients ! », assure le directeur de l'Agriculture de la région de Fès-Meknès, Hidane Kamal, en désignant les imposants bâtiments qui abritent le Qualipôle et le Centre d'innovation agroalimentaire de Meknès. Hidane Kamal explique, avec force détails, les atouts de l'agropole située en périphérie de l'ancienne ville impériale : « un accompagnement en recherche et développement par une équipe de chercheurs, des ateliers pour faire des essais techniques, un hall technologique pour tester les produits innovants et un accès à un large panel d'agro-industriels et de producteurs de la région, organisés au sein de clubs sectoriels comme ceux des céréiculteurs ou des arboriculteurs fruitiers. »



L'agropole de Meknès offre un cadre approprié pour l'intégration de l'ensemble de la chaîne de valeur agro-industrielle, ajoute M. Kamal. L'Agroparc, à lui seul, s'étend sur un espace intégré de 400 hectares, composé d'une zone d'activités à vocation agro-industrielle, d'une zone logistique et de service, d'une plateforme commerciale et de distribution et d'un centre d'accueil. Le Qualipôle « Alimentation » quant à lui, concentre les compétences et mutualise les moyens et services pour renforcer la capacité d'innovation des acteurs et les accompagner dans l'amélioration de leur compétitivité.

« Nous avons le meilleur rapport qualité-prix à l'échelle nationale. Le prix du terrain est subventionné et des incitations sont proposées pour l'installation d'unités agro-industrielles », précise Hidane Kamal.

VOIR FILM

Le Qualipôle abrite plusieurs grands laboratoires : l'Office national de sécurité sanitaire des produits alimentaires pour les analyses phytosanitaires, vétérinaires et alimentaires, l'Établissement autonome de contrôle et de coordination des exportations (Morocco Foodex) pour les analyses et contrôles des produits agricoles de la région destinés à l'exportation, l'Institut national de la recherche agronomique pour les analyses physiques, chimiques et microbiologiques, la recherche et la formation et le Centre d'innovation agroalimentaire.



L'agropole de Meknès est la première structure créée dans le cadre du Plan Maroc Vert, parmi les sept agropoles des grands bassins de production. Depuis toujours, le Maroc a fait de l'agriculture, un des piliers de son développement économique. Hautement stratégique pour la souveraineté alimentaire du pays, le Plan Maroc Vert, soutenu par la Banque africaine de développement, a vu ses acquis consolidés à partir de 2020 par le programme de développement « Génération Green 2020-2030 ». Dans la région de Fès-Meknès (Centre-Nord du Maroc), les changements climatiques se matérialisent par des épisodes de grêle intenses et répétés, qui peuvent anéantir les cultures et la portée des investissements locaux.

« Imaginez des grêlons, gros comme une balle de tennis, qui tombent du ciel à plus de cent kilomètres par heure. Ils causent des dégâts très importants dans les vergers tant au niveau des arbres que des équipements et matériels d'exploitation », explique Moustapha Mhrani, chef du développement des filières agricoles dans la région de Fès-Meknès. « C'est pourquoi nous avons mis en place des systèmes d'alerte pour protéger les agriculteurs de la grêle et leur permettre de faire tourner leurs générateurs anti-grêlons aux moments opportuns. Cela permet de sauver des récoltes et des revenus. C'est l'agriculture de demain », ajoute-t-il.



Hidane Kamal a également confiance en l'avenir de l'agriculture marocaine : « le Plan Maroc Vert a donné naissance aux agropoles. Aujourd'hui, avec le programme « Génération Green 2020-2030 », les jeunes entrepreneurs marocains sont au centre des préoccupations. Et l'agriculture de précision ainsi que l'innovation sont les piliers les plus importants de cette nouvelle stratégie de développement agricole », conclut M. Kamal.



En Tunisie, les drones donnent des ailes aux agriculteurs



On voit les pales tourner, puis, l'on entend ce bourdonnement si particulier de l'envol du drone. Si l'intelligence artificielle devait avoir un son, ce serait bien celui-ci. D'un coup, s'envole vers le ciel une puissance phénoménale de calcul. En quelques fractions de seconde, elle génère quantité de données que même plusieurs ingénieurs, après des mois sur le terrain, ne peuvent livrer avec autant de précision. Ce bruit, à l'avenir, il faudra sans doute s'y habituer dans les campagnes tunisiennes.

« Nous avons entamé la quatrième révolution en Afrique, et ça commence ici, en Tunisie ». Télécommande à la main, casquette, combinaison et lunettes d'aviateur, Ridha Gabsi, docteur en climatologie et physique de l'environnement, dirige son drone au-dessus des champs expérimentaux du Centre technique de pomme de terre et d'artichaut (CTPA) à Jdeida, en périphérie de Tunis.



La quatrième révolution, dite 4.0, intègre dans l'économie des objets numériques et technologiques qui s'appuient, entre autres, sur l'intelligence artificielle.



Ici, c'est l'utilisation de drones dans le secteur agricole qui permettra, dans un futur proche, d'optimiser considérablement le travail des agriculteurs tunisiens. « Cet outil est fascinant ! grâce à lui, on estime un gain en productivité jour/homme de 80% ! », s'exclame Ridha qui poursuit : « cela va permettre aux agriculteurs de prendre des décisions fiables et pertinentes pour mieux gérer leur terre ».

Aujourd'hui, grâce à une caméra dotée de la technologie « RGB », le drone relève les niveaux d'azote émanant du champ de pommes de terre qu'il survole. Les données récoltées seront analysées puis interprétées. Ensuite, en concertation avec l'agriculteur, la décision sera prise de donner un coup de pouce à un ou plusieurs secteurs de la parcelle en disséminant les doses d'azote supplémentaires nécessaires à la photosynthèse des cultures et, donc, à leur croissance.

Ainsi, grâce au drone, une cartographie très précise des zones déficitaires en engrais permettra d'épandre l'additif avec une précision de quelques centimètres. En conséquence, l'agriculteur dopera son rendement et économisera quantités d'azote en ne ciblant que les zones déficitaires. Au final, l'augmentation du rendement de cette culture de pomme de terre est estimée entre 5 et 10%. Pour le directeur du CTPA, Adel Saied, « ce nouvel outil est la promesse d'un grand avenir pour les cultures maraîchères. Nous sommes prêts à approfondir leur utilisation pour davantage innover en matière de supervision des cultures »



Comme l'était le tracteur par le passé, ce nouvel « engin agricole » de précision est la nouvelle arme de l'agriculture moderne. Infinies sont les possibilités qu'il est en mesure d'offrir. S'il aide considérablement l'agriculteur, le drone jouera aussi un rôle essentiel dans la préservation de l'environnement. Les exploitants pourront, par exemple, doser avec une précision chirurgicale les traitements phytosanitaires qui leur permettront de préserver leurs cultures des différentes maladies.

Considérer la protection de l'environnement dans l'agriculture n'est désormais plus une option. C'est une responsabilité que les tunisiens, et plus largement les africains, prennent à bras-le-corps tant le continent est exposé au réchauffement climatique. En effet, les épisodes de sécheresse se multiplient depuis plusieurs années. L'optimisation de l'eau est donc un enjeu vital. Grâce à la reconnaissance d'image, l'algorithme du drone est aussi capable de topographier le terrain et de modéliser le réseau d'irrigation qui l'alimente. Il définit ensuite les options qui permettent d'équilibrer la répartition de l'eau, grâce, par exemple, à des sillons qui en optimiseront la vitesse d'écoulement. Conséquence, la consommation de la ressource est strictement réduite à l'essentiel. La aussi, un minimum de 10 à 15% d'économie en eau est estimé. L'agriculteur s'offre ainsi le pouvoir de maîtriser le rendement de sa culture, qu'il décomble de la pluviométrie, pour en renforcer la résilience aux épisodes de sécheresse.



illimitées, sont donc les possibilités d'application des drones et d'exploitation des données qu'ils collectent. Et cela, la Banque africaine de développement l'a bien compris. C'est pourquoi, en partenariat avec le gouvernement tunisien et le fonds économique Corée-Afrique (KOAFEC), un programme expérimental d'utilisation des drones agricoles a été lancé en 2018, dans une région où la polyculture domine.

A l'heure de l'agriculture 2.0

Nous sommes à Sidi Bouzid, à 250 km au sud-ouest de Tunis. Là-bas, a été lancé depuis trois années, le programme pilote d'utilisation des drones dans le secteur agricole. Ainsi, 42 opérateurs de drones tunisiens ont été formés grâce à un don de 1 million de dollars américains du KOAFEC qui a soutenu le transfert de cette technologie propre à l'agence sud-coréenne Busan Techno Park.

« Parmi les stagiaires, il y a des étudiants, des chercheurs, des agriculteurs, etc., les enjeux pour notre jeunesse sont immenses », confie Chokri Chabchoub, responsable du programme des drones qui a également en charge la direction générale de la Société nationale de protection des végétaux (SONAPROV).



Après plusieurs mois de théorie et de pratique, le programme a mis sur pied une véritable escouade prête à survoler les terres pour aider les agriculteurs à reprendre le contrôle de leur production.



Pour le Docteur Khaoula Abrougui, enseignante-chercheure en machinisme agricole et agriculture de précision, tout récemment diplômée en pilotage de drones agricoles, « l'ambition est d'augmenter les revenus de l'agriculteur tunisien tout en contribuant à la sécurité alimentaire en s'adaptant au changement climatique et en minimisant les émissions de gaz à effets de serre. Je souhaite aussi partager ces résultats avec mes étudiants et pourquoi pas créer de nouvelles vocations ! », lance la jeune enseignante.

Répliquer cette expérience à l'ensemble du continent est une ambition partagée par tous. « A court terme, je souhaiterais créer un centre panafricain de drones pour former nos frères africains. Nous voulons faire en sorte qu'ils puissent piloter des drones, acquérir les données et les interpréter pour prendre les décisions les plus optimales », explique Chokri Chabchoub. Avant d'ajouter : « Il faut regarder plus loin et mettre sur pied une brigade de drones capables de détecter les feux de forêt et les invasions de criquets. Ce sont ces deux fléaux qui menacent l'agriculture du pays et du continent ».



Grâce à ce projet qui établit un trait d'union entre l'Afrique et l'Asie, et portée par une génération qui innove, la Tunisie est en passe de devenir l'une des pivots de la prochaine révolution agricole.

Mauritanie : un projet agricole inverse l'exode et promeut les femmes



Y aller ? Ne pas y aller ? Entre le volant de son camion de transport et un lopin de terre agricole, Abdoul Seck était en plein doute. Finalement, il a choisi sa voie, l'agriculture, pour le plus grand bonheur de sa famille.

« Avant le lancement du projet hydro-agricole, raconte-t-il, j'étais chauffeur professionnel, épuisé par les va-et-vient incessants entre Louboudou, mon village, et ma zone d'activité. Depuis que je me suis reconverti dans le travail agricole, je suis tranquille, je n'ai plus de souci de fatigue et j'ai de quoi nourrir ma famille et même revendre sur le marché », raconte ce père de famille de 58 ans qui habite dans la région de Brakna, dans l'ouest de la Mauritanie limitrophe au fleuve Sénégal.

Son frère cadet, Atta Abdoul Seck, 44 ans, a embrassé plus tôt le travail de la terre en bénéficiant de l'extension des surfaces arables irriguées dans cette région meurtrie par les effets du changement climatique et une insécurité alimentaire endémique.



« J'étais à l'école coranique lorsque j'ai obtenu mon lopin de terre. Depuis, je poursuis mes études en parallèle à mon activité agricole. Et c'est formidable ! Je me nourris et je revends le surplus », se réjouit-il, ponctuant chaque phrase de grands gestes de la main.

Ces deux expériences heureuses, comme plusieurs dizaines d'autres, ont été rendues possibles grâce au Projet d'aménagement hydro-agricole du Brakna Ouest (PAHABO), lancé dans l'ouest de la Mauritanie, une région confrontée plus qu'ailleurs dans le pays à la pauvreté, aux défis du changement climatique et de l'insécurité alimentaire.

VOIR FILM

Cofinancé à hauteur de 12 millions de dollars américains par la Banque africaine de développement, le projet a permis d'augmenter par plus de vingt fois la superficie des terres irriguées dans la région passant de 300 à 7 000 hectares. Une avancée considérable réalisée au bénéfice des populations locales qui, jusque-là, s'aventuraient sur les chemins périlleux de la migration vers des destinations supposées plus clémentes.

Dans cette région, qui connaît un taux de pauvreté de 71% (contre une moyenne nationale de 55%), le PAHABO a contribué à restructurer les organes de représentation des agriculteurs en réorganisant leur structuration en coopératives : 43 coopératives rizicoles, 95 coopératives maraîchères féminines, sept coopératives de décrue, trois associations des usagers d'eau ainsi que deux Groupements d'intérêt économique (GIE).

En plus du renforcement de capacités, le PAHABO a construit de nombreuses infrastructures hydro-agricoles en achèminant, sur des dizaines de kilomètres, l'eau du fleuve Sénégal. Mieux, le projet a favorisé la diversification de la production agricole en encourageant les populations à associer les cultures de riz, de maïs, de sorgho aux produits maraîchers tels que les tomates, les choux, l'oignon et la salade.



En amont, le projet a introduit de nouvelles techniques agricoles, dont l'usage des motopompes qui ont permis d'améliorer le rendement à l'hectare du riz, du maïs et du sorgh

« Avant le projet, on n'utilisait pas les motopompes. Maintenant, elles sont dans chaque exploitation de notre périmètre agricole, se félicite Aboulmaleck Sy, un jeune producteur. Ici, chaque agriculteur a vu le volume de sa production fortement augmenter, doubler ou tripler. Masha Allah (Dieu soit loué) ! »

Priorité aux productrices

Succès le plus remarquable de cette opération, quelque 62 % de ses bénéficiaires se trouvent être des femmes dynamiques, bien impliquées dans la prise de décision en étant représentées dans les comités locaux dédiés à la concertation et à la coordination. Près de 150 productrices se sont ainsi regroupées dans une coopérative pour tirer de meilleurs dividendes de leurs exploitations agricoles.

« Je vis ici sur cette exploitation avec mon époux, mes enfants et mes petits-enfants. Je produis assez pour nous tous et aussi pour vendre le surplus sur les marchés, s'enthousiasme Oumou Salif Diop, présidente de la coopérative. »



L'amélioration des revenus des productrices participe à l'autonomisation des femmes mauritaniennes conformément à la stratégie de la Banque africaine de développement en matière de genre.

Le PAHABO, qui a clôturé ses activités en juin 2014, a été prolongé par une Facilité préparatoire de projet (FPP) afin d'amorcer la préparation du Projet d'appui à la transformation agricole en Mauritanie (PATAM). Les activités d'encadrement et de renforcement des capacités ont ainsi pu être poursuivies avant le démarrage du PATAM à la fin de l'année 2018.

En aval, le PAHABO a appris aux bénéficiaires à produire et à conserver le surplus de leurs récoltes pour ensuite l'écouler dans les marchés de la région en empruntant les routes aménagées lors

de la construction des infrastructures hydro-agricoles. Cette stratégie s'est traduite concrètement par la création de trois nouveaux marchés hebdomadaires dans les communes d'intervention du projet.

Au-delà du volet hydro-agricole, des efforts soutenus ont été fournis en matière d'accès à l'eau potable et de soins de santé au profit des populations.



Près de 11 000 personnes vivant dans une vingtaine de villages ont ainsi eu accès à l'eau potable grâce au projet. Une opération qui contribue, d'une part, au désenclavement de la région de Brakna et facilite, d'autre part, les évacuations sanitaires des malades et des femmes enceintes vers les centres médicaux environnants. Par ailleurs, le démarrage de l'activité pisicicole dans les marigots a suscité l'intérêt des jeunes et a contribué, avec le développement de l'élevage, à l'amélioration de l'état nutritionnel des ménages.

Signe de l'amélioration du cadre de vie depuis la mise en œuvre du PAHABO, plus de 1 500 familles, qui avaient quitté le Brakna, sont revenues dans la région.

« C'était un choix stratégique de venir implanter ce projet dans la zone du Brakna. L'enjeu était clairement de faire reculer la pauvreté, de permettre aux populations de vivre de leur travail tout en assurant leur sécurité alimentaire », explique Sidi Ould Ismail, coordonnateur du projet.



Dans le Sud tunisien, les palmeraies exportent leurs productions et créent de l'emploi



Avant le lever du jour, Karim Othmani est à pied d'œuvre. Dans un café de Salgou, village du Sud tunisien, à 300 kilomètres de la capitale Tunis, il retrouve ses employés autour d'un petit-déjeuner rapide. La cueillette commence tôt dans la palmeraie pour ces collecteurs de dattes.

Marié, père de deux enfants, Karim travaille depuis cinq ans en tant que collecteur de dattes prestataire de l'entreprise Nouri Dattes. « Avant, je travaillais seul, raconte-t-il. Je n'avais aucun moyen de transport, l'argent faisait défaut. Je ne pouvais pas exploiter pleinement la récolte de dattes car je ne disposais pas d'un capital conséquent. » Depuis, les choses ont bien changé pour Karim.



Karim fait partie des 60 000 exploitations agricoles vivent du commerce des dattes, au pays du Jasmin. Parmi les quelque 150 entreprises spécialisées à l'export, Nouri Dattes en écoule plus de 4 000 tonnes à l'étranger. Une réussite qui contraste avec une période moins prospère pour la société. « Il y a quelques années, l'entreprise rencontrait des problèmes de financement », confirme Najeh Nouri, directeur général de Nouri Dattes.

Les PME tunisiennes, qui désirent se lancer à l'international, font face à de nombreux obstacles, notamment d'ordre financier. Avant d'être payées par leurs clients, elles doivent pouvoir disposer d'un fonds de roulement suffisant pour couvrir leurs charges d'exploitation et financer leurs activités et investissements. Sur ce point, le rôle des banques commerciales est crucial mais les lignes de crédit peuvent être difficiles à obtenir.

VOIR FILM

Pour inciter les PME du pays à se lancer sur de nouveaux marchés porteurs, la Banque africaine de développement a accordé, en 2017, une ligne de crédit de 60 millions de dollars américains à la Banque tunisienne de l'habitat. La BH Bank a pu ainsi financer, en devises étrangères, le développement du commerce dans divers secteurs d'activité.



Nouri Dattes, comme 250 autres PME du pays, en a bénéficié : « après une série de réunions avec la BH Bank, nous avons obtenu un crédit qui nous a permis d'accroître le volume de nos approvisionnements, détaille Najeh Nouri. Mécaniquement, nos exportations ont augmenté et nos indicateurs financiers se sont améliorés. »

L'entreprise est désormais présente sur de nouveaux marchés comme les États-Unis, l'Australie ou encore le Brésil. Entre 2012 et 2018, le chiffre d'affaires de Nouri Dattes a bondi de plus de 50 %, passant de 13 à 20 millions d'euros. Ses effectifs se sont accrus de près de 40 %, passant de 280 à 400 employés.

« Depuis que nous sommes sous-traitants de Nouri Dattes, notre situation s'est améliorée. Nous avons plus de dépôts et le nombre des employés a augmenté avec une activité en hausse de plus d'un tiers. Nous créons de la richesse pour le pays et pour ma petite région ! », se réjouit Karim.

Ibtihel Chetioui, recrutée par Nourri Dattes, est une trentenaire qui se projette dans l'avenir : « je travaille avec ma sœur à l'emballage. Après mes études, je suis restée un an au chômage. Mes parents m'aidaient en me donnant un peu d'argent de poche. Aujourd'hui, j'ai un bon salaire chez Nouri Dattes, ce qui me permet à mon tour d'aider ma famille ». La jeune femme est aujourd'hui dans les préparatifs de son mariage. « Sans ce travail, je n'aurais rien pu faire », conclut-elle dans un grand sourire.



Pour Riadh Zitouni, directeur régional de BH Bank, « l'intervention de notre banque vise, pour l'essentiel, à créer de la richesse et stimuler la croissance. Nous voulons aider des sociétés d'autres secteurs d'activité à suivre le chemin de Nouri Dattes. Car à la fin, c'est toute la Tunisie qui réussit ! »

Dans un monde de plus en plus interconnecté, une devise s'impose à tout entrepreneur : agir local et penser global. Financer le développement à l'international de PME tunisiennes, c'est soutenir la croissance et l'emploi, et donc améliorer les conditions de vie des Tunisiens. Dans le cadre de sa stratégie des « High 5 », la Banque africaine de développement œuvre dans ce sens sur tout le continent afin d'impulser une dynamique de développement inclusive et créatrice d'emplois.

Maroc : vers une agriculture de précision, durable et inclusive



Au Maroc, des milliers de jeunes retournent à la terre. Leur ambition, faire de l'agriculture leur avenir. « J'ai débuté dans ce domaine très jeune en 1995. Les débuts ont été difficiles. Je n'avais pas de terre, je n'avais rien. Je partageais une parcelle avec d'autres agriculteurs, puis j'ai commencé à la louer…et j'ai vraiment commencé mon métier d'agriculteur ». A quarante ans, Abdelhak Boukhari a repris le travail de la terre, léguée par son père. Il produit des fraises qu'il exporte essentiellement sur le marché européen. Ce métier, il l'a repris à son père qui exploitait cette même terre, de manière plus traditionnelle.



Il pense aujourd'hui avoir mieux fait. Conscient de la nécessité de développer son activité, le chef d'entreprise qu'il est devenu, a loué plus de 25 hectares de terres cultivables, modernisé ses outils de travail et amélioré ses techniques de production. Il dispose également, grâce à l'appui de la Banque, d'un accès régulier à l'eau d'irrigation et aux conseils d'experts qu'il rencontre au besoin.

« J'ai vraiment l'impression d'être un champion, parce que mon père avait un ou deux ouvriers, alors que moi, j'en ai entre 40 et 50. Grâce à Dieu, j'ai beaucoup d'outils : le tracteur pour les labours, des machines agricoles, des serres, un goutte-à-goutte. J'ai vraiment à ma disposition des outils modernes ».

VOIR FILM



Hicham Mokadem, 30 ans, est lui ingénieur agronome avec une expérience en Amérique latine. Il a choisi, lui aussi, la terre pour se lancer dans la production de framboises dans la localité de Laouamra, située au nord-ouest du Maroc. Ses produits, il les exporte essentiellement vers l'Europe.

« A la ferme, on a 15 hectares. J'ai décidé d'investir dans les fruits rouges parce que c'est un secteur d'avenir. », dit ce jeune ingénieur. « Je suis confiant, je ne suis pas seul », souligne t il avec assurance. Lui qui constate que de plus en plus de jeunes de sa promotion reviennent au travail de la terre, encouragés par les incitations de la vision agricole du royaume.



Lancé en avril 2008 avec l'appui de la Banque, le Plan Maroc Vert a pour principale ambition de faire de l'agriculture un moteur de croissance. Il contribue ainsi à l'amélioration du revenu agricole et favorise la création d'emplois durables. Avec pour finalité de consolider l'intégration de l'agriculture marocaine dans les chaînes de valeur mondiales.

Au total, ce sont des dizaines de milliers d'agriculteurs qui ont bénéficié du projet. Abdelhak et Hicham, deux parcours qui illustrent, par leur réussite, la pertinence des 5 grandes priorités, appelées « high5 », poursuivies par la Banque afin d'améliorer les conditions de vie de millions d'Africains.



Intégrer l'Afrique





Maroc : à l'aéroport de Fès-Saïss, les destins se croisent, les carrières décollent





Deux destins croisés. Deux parcours de femmes. L'une, Zineb Amzil, est styliste de mode. L'autre, Fatima Zahra El Katib, travaille au contrôle aérien. Leur point commun : l'aéroport de Fès-Saïss. Pour la première, il constitue un point de passage fréquent pour faire décoller son activité. Pour la seconde, il est devenu son décor professionnel quotidien. Cet aéroport est à leur image : ouvert sur le monde.

Animée par sa passion pour la mode, Zineb Amzil crée des caftans - robes de cérémonie qui symbolisent l'excellence au Maroc - qui font le bonheur de ses clientes, notamment en Europe. La fondatrice et dirigeante de « Duchesse Couture », toujours dans les airs vers Paris, Amsterdam ou Bruxelles, connaît par cœur les couloirs de l'aéroport, dont elle loue les lignes « fluides et agréables ».





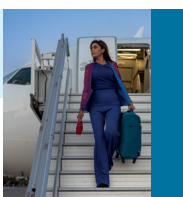
En effet, dès le premier regard, l'aéroport de Fès-Saïss séduit les voyageurs qui pénètrent dans son nouveau terminal inauguré en 2017. Ses larges baies vitrées rappellent les élégants « moucharabiehs », subtil mélange entre l'architecture ancestrale du Royaume chérifien et un art plus contemporain. Ici, les formes finement ciselées révèlent le savoir-faire artisanal tandis que les lignes épurées assument leur part de modernité.

VOIR FILM

Plus classique, une aile de l'aéroport abrite la tour de contrôle. C'est là que Fatima Zahra El Katib veille à la sécurité du ciel marocain. Elle compte parmi les douze contrôleurs aériens, répartis en quatre équipes paritaires, qui se relaient de jour comme de nuit à Fès-Saïss. Un métier qu'elle a découvert « par accident », raconte-t-elle, sourire aux lèvres. « Une amie à l'université m'invitait toujours à postuler mais ça ne me disait rien à l'époque. Quelques années plus tard, j'ai passé avec succès le concours de contrôleur aérien… Et voilà, je suis ravie d'être là ! » Aujourd'hui, elle assume fièrement ses responsabilités.

Doté d'un nouveau terminal, l'aéroport de Fès-Saïss offre une capacité additionnelle de 2,5 millions de passagers afin de répondre à l'attractivité croissante de la ville culturelle du Maroc. Entre 2016 et 2019, le trafic y a bondi de près de 60 %, passant de 890 000 à 1,4 million de voyageurs. Des destinations comme Lyon, Francfort ou encore Londres ont été ouvertes en 2017, illustrant sa nouvelle dimension internationale. « L'extension de l'aéroport a permis d'augmenter le trafic, et donc le nombre de destinations desservies. Fès est une ville qui attire beaucoup de touristes », se réjouit Fatima.

Avec Casablanca, Rabat, Agadir, entre autres aéroports, Fès constitue un maillon supplémentaire pour faire du Maroc un hub régional reliant l'Afrique au reste du monde. La Banque africaine de développement a mobilisé 240 millions d'euros pour soutenir les projets lancés par l'Office national des aéroports (ONDA) afin de moderniser les sites aéroportuaires marocains.



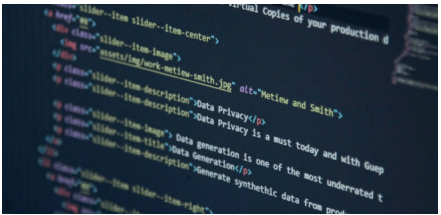
« Grâce à l'aéroport de Fès, je peux voyager facilement vers différentes destinations, ce qui me permet de rencontrer de nouvelles clientes, d'aller à des défilés de mode, d'exporter mes vêtements », explique Zineb Amzil, tout juste rentrée de Paris, où elle était chez une cliente pour lui présenter sa robe de mariée. « C'est toujours un moment très important lorsque je montre le caftan traditionnel à une cliente et à sa famille et que je les vois s'émerveiller devant le chef d'œuvre », confie-t-elle avec émotion.



Pour magnifier ses collections, Zineb Amzil travaille en étroite collaboration avec les artisans locaux. « un secteur important pour l'économie de Fès », selon la styliste. Confectionnés avec la technique traditionnelle Zwak al mâallem (travail manuel réalisé avec des fils torsadés et tressés), ses caftans aux couleurs chatoyantes sont composés de mousseline de soie et de satin duchesse, avec pour ornementation, des fils d'or et d'argent ou de soie.

De cet héritage culturel, Zineb tire sa force et son inspiration, mais « il est important de s'ouvrir au monde extérieur pour trouver de nouvelles idées », reconnaît-elle… avant d'attraper le dernier vol de la journée pour Paris, où l'attend un défilé de mode. Sous l'œil attentif de Fatima, qui, depuis la tour de contrôle, s'apprête à donner son feu vert au décollage de l'avion de Zineb.

Tunisie 2.0 : le code comme ligne de mire



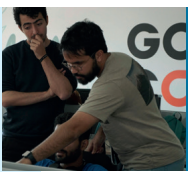
Au petit matin, le soleil baigne déjà Tunis de ses premiers rayons. Fraîchement débarqué de Londres, Yahya Bouhlel, 27 ans, s'apprête à enchaîner les rendez-vous professionnels pour propulser sa start-up, GoMyCode, vers de nouveaux horizons.

Une entreprise soutenue et financée par la Banque africaine de développement et l'Union européenne à travers la plateforme panafricaine d'investissement AfricInvest.

Le début d'une belle histoire

Dans sa jeunesse à Tunis, Yahya s'est découvert une passion pour l'informatique et le coding (programmation) à travers les jeux vidéo. L'automatisation du langage numérique, pour créer et développer toutes sortes d'univers, lui semble infinie.

C'est là que tout commence. Yahya, prodige des nouvelles technologies, s'envole ensuite vers les États-Unis et s'installe dans l'iconique Silicon Valley. Là-bas, le jeune Tunisien acquiert un savoir unique et des compétences particulières pour servir ses ambitions et « coder » sa propre destinée.



VOIR FILM

De retour dans sa ville natale à la saison estivale, Yahya suscite l'intérêt de ses amis qui s'intéressent de près à ses nouvelles connaissances. Ainsi naît l'école de formation numérique GoMyCode, d'abord sous la forme d'un camp d'été. Aujourd'hui, l'offre de formation n'a rien à envier aux plus prestigieux établissements internationaux.

« Nous proposons des dizaines de modules de formation couvrant des domaines tels que l'analyse de données, le marketing digital et le design. Nos programmes varient en durée, allant de 40 à 400 heures. Nos formations sont reconnues par la profession et nous sommes sur le point de décrocher une certification officielle.

Je suis vraiment fier d'avoir pu aider mes concitoyens. Savoir qu'ils peuvent avoir un impact dans l'économie tunisienne et dans le monde est, pour moi, une récompense inestimable », se réjouit Yahya.

L'aventure a débuté avec son frère, une maison, et quelques milliers de dinars en poche seulement. Mais grâce à l'engouement naissant autour du coding, GoMyCode s'est développée à toute allure. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : sept ans plus tard, la start-up est présente sur neuf pays à travers le monde et a formé plus de 30 000 étudiants. Parmi eux, Koutheir Chemi, lui aussi dans la fleur de l'âge.



Une histoire de transmission

Alors qu'il vient de fêter son 25e printemps, Koutheir a déjà fondé trois start-up. Actuellement à la tête de l'entreprise « Guépard », il travaille à automatiser le transfert de données pour gagner en efficacité. Ce dynamique entrepreneur a aussi bénéficié des conseils de son mentor, Yahya.

« J'ai rejoint GoMyCode en 2019. J'ai suivi leur cursus digital, et plus tard en 2020, je les ai rejoints pour déployer leur activité au Maroc. Avoir pu compter sur la confiance de Yahya, alors que j'étais très jeune, fût très gratifiant pour moi. En revenant du Maroc, j'avais acquis les connaissances techniques et managériales pour poursuivre mes propres rêves », confie Koutheir.

Aujourd'hui, les deux amis avancent avec confiance vers un avenir radieux. GoMyCode est en passe de s'implanter dans de nouveaux pays et d'ouvrir plus de bureaux en Tunisie pour former une jeunesse qui aspire à prendre le contrôle de sa vie. Cette réussite se traduit aussi



par une envergure financière plus importante. En 2017, la start-up de Yahya ne générait que quelques milliers de dollars par an. En 2023, quatre millions de dollars sont entrés dans les caisses de GoMyCode.

De son côté, Koutheir se prépare avec ses collaborateurs à lancer une mobilisation pour lever 2,5 millions de dollars et développer leur premier serveur de transfert numérique. Une solution très attendue par des dizaines d'entreprises.



Cet appui a véritablement impulsé une dynamique qui n'en est qu'à ses débuts. L'objectif est tout tracé : libérer le potentiel des start-up africaines qui innovent. Un pari sur celles et ceux qui osent, entreprennent et créent de la valeur sur le continent.



Au Maroc, la modernisation du rail est en marche



Il est 8h du matin. Le soleil se lève sur la vibrante métropole de Casablanca, bordée par l'océan Atlantique. D'un pas vif, Mohamed Al Mamoune en arpente les artères bondées. Il se dirige vers la gare ferroviaire direction Rabat, la capitale du Royaume, où un client l'attend.



Jeune trentenaire, d'origine sénégalaise, Mohamed est entrepreneur dans les métiers du numérique. Il accompagne des sociétés, réparties dans tout le Royaume, dans leurs stratégies de communication et les aide à développer leur identité visuelle.

Un métier qui l'amène à se déplacer régulièrement à travers le pays pour démarcher de nouveaux clients. Pour cela, il privilégie un mode de transport de plus en plus utilisé par les Marocains : le train.

« Pouvoir me déplacer facilement dans tout le pays, c'est important. La plupart de mes trajets, je les fais en train. Lorsque je compare avec le prix du transport routier, le train est beaucoup plus économique et beaucoup plus écologique. En plus, je gagne du temps. Le train me permet d'aller chercher de nouveaux clients », affirme Al Mamoune.

Comme lui, des millions de voyageurs au Maroc ont fait le choix de privilégier le transport ferroviaire. En 2020, plus de 38 millions de passagers ont emprunté le train, soit une hausse de 25% en une décennie, rendue possible par une ambitieuse politique de développement du réseau ferré. L'objectif est de répondre au besoin de mobilité des citoyens qui s'est accru avec l'essor économique, industriel et touristique du Royaume. Et surtout faire du train un véritable trait d'union qui rapproche les territoires.



VOIR FILM



L'Office national des chemins de fer (ONCF) a, durant ces dix dernières années, lancé des chantiers spectaculaires. Le plus remarquable d'entre eux est, sans conteste, la construction de la première ligne à grande vitesse du continent africain, reliant Tanger à Casablanca en un peu plus de deux heures.



Si le train à grande vitesse (TGV) est emblématique des ambitions du Royaume, c'est bien l'ensemble du réseau ferré qui a été modernisé et renforcé. La Banque africaine de développement y a contribué en apportant 300 millions d'euros à l'ONCF pour financer le projet d'augmentation de la capacité de l'axe ferroviaire Tanger-Marrakech. Ce financement a permis d'augmenter le nombre de voies ferrées, de moderniser la signalisation, de bâtir de nombreux ouvrages comme la gare dernière génération de Casa-Port ou encore de construire le poste central de commande de la signalisation.

La Banque ne se limite pas seulement à un simple financement, elle apporte aussi un accompagnement soutenu, salué par le directeur général de l'ONCF, Mohamed Rabie Khlie : « La Banque africaine de développement est un partenaire historique. Elle a toujours accompagné l'ONCF, dès les années 1990. Au-delà du financement à un taux préférentiel, nous avons bénéficié d'un accompagnement technique des équipes de la Banque qui sont à notre écoute. »





Les efforts déployés par le Maroc dans le secteur ferroviaire ont ainsi porté leurs fruits. Selon Ahmed Bouhaliit, directeur de l'ingénierie de l'ONCF, « le réseau a connu une révolution ces dix dernières années. Une ligne à grande vitesse, un dédoublement des voies vers Marrakech, un triplement des voies entre Kenitra et Casablanca, sans oublier la modernisation du système d'exploitation, aujourd'hui beaucoup plus intelligent, et beaucoup plus efficace. Pour le voyageur, c'est plus de confort, plus de sécurité et plus de ponctualité. C'est incomparable ! »

Si la mobilité des Marocains a fortement progressé grâce la modernisation du réseau ferré, ce n'est pas le seul objectif poursuivi par l'ONCF, selon son directeur général. « À travers ces projets, nous espérons doubler, voire tripler le nombre de passagers dans le réseau. Et au-delà, être dans une logique du développement du fret logistique pour accompagner le développement socio-économique de notre pays. »

Le développement de l'offre de transport de marchandises a favorisé l'émergence de nouveaux pôles industriels. En se dotant d'infrastructures ferroviaires modernes, le Maroc a su attirer de nombreux investisseurs, notamment dans le secteur automobile. Souhail Tantaoui, responsable « Flux Aval » au sein de la filiale marocaine du constructeur français PSA, le confirme.

« Le réseau ferroviaire est, pour nous, très important. Chaque jour, deux trains transportent, chacun, 280 véhicules. Cela nous permet d'évacuer notre production quotidienne vers le port de Tanger Med pour l'exporter ensuite vers l'Europe et à travers le monde. Le train est ponctuel et a des avantages en termes de délais. Il évite la circulation sur route de l'équivalent de 35 camions par jour pour acheminer nos véhicules. »





Écologique et pratique, le rail s'est rapidement imposé comme le mode de transport privilégié pour de nombreux acteurs économiques au Maroc. Depuis 2010, le réseau ferroviaire national a doublé sa capacité de transport de marchandises, passant de vingt trains par jour en 2010 à quarante en 2020.

« Le Maroc envisage d'élargir de plus en plus son réseau ferroviaire. C'est une bonne nouvelle car cela me permettra de développer mon activité, se réjouit Mohamed Al Mamoune. En tant qu'Africain, je pense que nos pays devraient faire la même chose : développer le train. Cela leur permettrait de tirer leur économie vers le haut. »

Aujourd'hui, le Maroc dispose d'un réseau ferré moderne, sûr et fiable. Une infrastructure, à la pointe de la technologie, qui renforce l'attractivité du Royaume et améliore les conditions de vie des populations. C'est l'objectif de la Banque africaine de développement, qui participe à une Afrique plus écologique, plus innovante et plus compétitive.


ONCF
P T L

Autoroute Gabès - Médenine - Ras Jédir, trait d'union entre la Tunisie et la Libye



Cinq heures, c'est le temps qu'il fallait à Fatima Meftah Abudhair et à son fils, Abdelmuen Salah, pour aller de Tripoli à Djerba avant février 2023. Depuis cette date, la durée du trajet en voiture a été divisée par deux grâce à la nouvelle autoroute qui relie Gabès, Médenine à Ras Jédir à la frontière libyenne. Un gain de temps de 3h également sur le trajet Tunis- Ras Jedir de 5h aujourd'hui contre 8h auparavant.

Abdelmuen, 27 ans, est l'un des six enfants de Fatima et son mari. Depuis sa naissance, le jeune homme est paraplégique, autiste, aveugle, sourd et muet. Des pathologies lourdes de conséquences pour la famille qui s'efforce, au-dela d'une attention constante, de lui apporter des soins médicaux réguliers- Mon fils est malade. Je dois faire attention à lui, je veille tard, c'est beaucoup de fatigue. Avant la mise en service de la nouvelle autoroute, le trajet était difficile. Maintenant, c'est plus facile de venir à Djerba pour qu'il reçoive les soins nécessaires -, raconte Fatima.





En raison de son handicap, le jeune homme est suivi plusieurs fois par mois par différents spécialistes, chiropracteurs, orthopédistes, spécialistes des nerfs à la clinique Echifa, à Djerba. La vétusté de l'ancienne route imposait jusqu'alors des trajets longs et éprouvants.

En 2012, le Groupe de la Banque africaine de développement apporte plus de 137 millions d'euros pour construire la section reliant Médenine à Ras Jédir, soit 104 kilomètres de tronçon autoroutier sur un total linéaire de 188 km (Gabès-Médenine-Ras Jédir) pour relier les zones enclavées aux métropoles tunisiennes des gouvernorats de Gabès et Médenine.

L'ouvrage, réalisé par la Société Tunisie Autoroutes, a été inauguré depuis 2023. La route désormais plus sûre et mieux entretenue permet de dynamiser les échanges et de réduire les temps de trajet. «J'aime venir à Djerba car les médecins sont réputés. Ils savent s'occuper de mon fils qui a besoin de soins particuliers. D'ailleurs, quand je suis à Djerba, je m'y repose, je m'y sens bien», reconnaît Fatima.

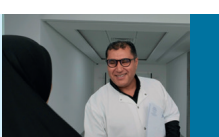


Dans la salle d'examen, le docteur Houicli Ali ausculte Abdelmuen. Il le manipule, contrôle ses réflexes moteurs, testent l'élasticité de ses muscles et la solidité de ses os. «C'est un rituel qu'il connaît bien maintenant, je m'occupe de lui depuis mon arrivée à Djerba il y a dix ans. Avant, je le voyais peut-être une ou deux fois par mois. Maintenant, grâce à l'autoroute, je peux m'occuper de lui deux fois par semaine, car c'est beaucoup moins contraignant pour ses parents », confie le médecin.

Un tourisme médical en plein essor

Djerba et la Tunisie étaient déjà reconnues pour leur expertise dans le domaine médical. Le développement des infrastructures routières change dorénavant la donne. Depuis que cette route existe, le nombre de personnes se rendant à Djerba pour raisons médicales a pratiquement doublé, selon le docteur Ali. Les patients se voient proposer un suivi médical plus régulier, car les conditions de circulation sont meilleures. «On s'occupe beaucoup mieux de nos patients. Certains font même l'aller-retour dans la journée maintenant. Avant, il fallait rester sur place. Même nous, médecins, passons moins de temps sur la route et dans les embouteillages. Par conséquent, nous sommes plus en forme pour nous occuper de nos patients », se réjouit le spécialiste.

Djerba est devenue non seulement une «destination médicale d'excellence» pour les Tunisiens, mais elle l'est aussi pour les pays voisins. À l'instar de Fatima, de nombreux Libyens empruntent la route depuis Ras Jédir pour consulter à Djerba. «Quasiment 50 % de nos patients sont des Libyens. Cela montre bien l'attractivité médicale de Djerba!», assure le docteur Ali.



Le secteur de la santé n'est pas le seul à bénéficier de cette nouvelle autoroute. Avec une circulation plus fluide et sécurisée pour les personnes, les biens et les marchandises, les investissements et les activités économiques s'intensifient et trouvent un nouveau souffle. Cette autoroute représente donc une véritable opportunité pour Djerba qui accueille un million de touristes par an sans oublier d'autres destinations comme Hammamet et Kairouan. Ces villes disposent enfin d'une infrastructure à la hauteur de leur réputation et de leurs ambitions.

Cette autoroute n'est peut-être pas le dernier maillon du réseau autoroutier trans-maghrébin. Elle connecte les peuples, stimule les échanges et renforce les liens pour faire la différence.

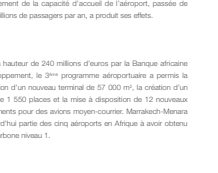


Maroc : l'aéroport de Marrakech-Menara prend son envol



Le jour se lève sur Marrakech, ancienne cité impériale de l'ouest du Maroc, au pied des montagnes de l'Atlas. Dans un appartement proche du centre-ville, une jeune femme se prépare. Ses matins suivent le même rituel : un petit-déjeuner en famille avant de se rendre à son lieu de travail, au volant de sa voiture. Elle fait route vers l'un des lieux les plus cosmopolites du Royaume, où se mêlent langues, cultures et couleurs : l'aéroport international de Marrakech, « la ville ocre ».

Zoubida Chambari, 35 ans, n'y prendra pas de vol, mais lèvera les stores de la boutique dont elle est la gérante. Depuis décembre 2016, elle est responsable de magasin dans la zone « Duty free » (hors taxes) de l'aéroport de Marrakech-Menara, fraîchement rénové. "Ils ont ajouté beaucoup de nouvelles destinations. Avec l'ouverture de ce nouveau terminal, cet aéroport est devenu international. Avant en 2014, on avait un seul magasin avec 12 salariés. Aujourd'hui, nous sommes environ 60 dans 3 magasins. J'ai senti que nous récoltions le fruit de notre travail", témoigne-t-elle.



Au sein de l'aéroport, l'activité commerciale prend un nouvel élan. Un dynamisme qui se retrouve au sein du nouveau terminal, avec un engouement certain pour sa nouvelle zone commerciale.

Le triplement de la capacité d'accueil de l'aéroport, passée de 3 à 9 millions de passagers par an, a produit ses effets.



Financé à hauteur de 240 millions d'euros par la Banque africaine de développement, le 3ème programme aéroportuaire a permis la construction d'un nouveau terminal de 57 000 m², la création d'un parking de 1 500 places et la mise à disposition de 12 nouveaux emplacements pour des avions moyen-courrier. Marrakech-Menara fait aujourd'hui partie des cinq aéroports en Afrique à avoir obtenu le label carbone niveau 1.

VOIR FILM

« Ça fait plus de 8 ans que j'ai commencé à travailler ici, raconte Zouhair Fraita, coordinateur aérien. Il y avait un petit terminal là-bas. Il y avait presque deux vols, trois vols c'est tout. C'est quelque chose de nouveau pour nous ici. Avec le nouveau terminal, bien sûr qu'il y a une opportunité ! On espère qu'on va continuer à travailler comme ça. On cherche à se stabiliser. Et puis avec la famille, les enfants, il y a des responsabilités. Donc, ce nouveau terminal, c'est quelque chose de bien pour moi », se réjouit-il.



Marrakech figure parmi les destinations touristiques phares dans le monde. Avec un aéroport flambant neuf, son attractivité est davantage renforcée. Cette dynamique profite à de nombreux secteurs de l'économie locale et régionale.

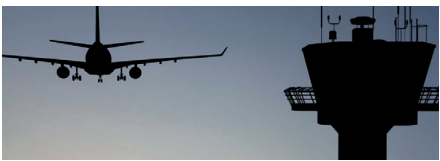


Amina Kachich, contrôleuse aérienne, l'a tout de suite noté : « J'ai constaté une hausse du trafic aérien ces dernières années, surtout après la rénovation du nouveau terminal. Cela a eu un impact très important, notamment économique, parce que tout le monde travaille, et particulièrement les hôtels, les taxis, les transports touristiques », souligne-t-elle.

Renforcer l'intégration des pays africains en stimulant l'économie locale est une priorité de la Banque. En soutenant l'expansion et la mise à niveau du secteur des transports, la Banque africaine de développement contribue à faire du Maroc un véritable hub régional et international.



Au Maroc, le ciel est plus sûr



Dans la salle de contrôle, l'atmosphère feutrée est entrecoupée, par instant, de chuchotements et des grésillements d'une communication radio. Les yeux rivés sur leurs écrans de dernière génération, les contrôleurs aériens scrutent le trafic dans le ciel marocain.



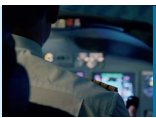
Une multitude de routes où se croisent, chaque jour, des centaines d'avions. Tout repose sur leurs épaules : les contrôleurs aériens donnent le cap, la vitesse et l'altitude à respecter. Ils peuvent accélérer le trafic, comme le ralentir si besoin. Sans leur feu vert, aucun aéronef ne peut décoller.

Younes Janah, responsable de la salle de contrôle du Centre régional de contrôle de la sécurité de la navigation aérienne d'Agadir, est particulièrement fier de ses équipes de contrôleurs et d'électroniciens. Cinq équipes se relaient dans la salle de contrôle et cinq autres dans la salle technique. « Notre mission principale, c'est la sécurité des vols qui passent dans l'espace aérien marocain. Nous avons maintenant doublé notre capacité. Nous avons quatre secteurs et nous conservons un potentiel allant jusqu'à dix positions de contrôle », précise-t-il.



VOIR FILM

Le Centre régional de contrôle de « la capitale du Souss » est bâti sur une superficie de trois hectares, à proximité de l'aéroport Agadir Al-Massira. Il comprend une salle de contrôle, une salle technique et une salle de coordination entre le civil et le militaire ainsi qu'un simulateur de contrôle aérien, un bâtiment administratif, des locaux techniques et des installations sociales : salle et terrains de sport, cantine, buvette et salle de repos.



Les nouvelles infrastructures sont très appréciées des contrôleurs aériens. « Nous avons mis à leur disposition toutes les facilités pour leur permettre de se reposer, de rester concentrés et d'être en pleine possession de leurs moyens afin d'assurer la sécurité du trafic aérien », souligne Younes Janah.

« Nous avons obtenu également un taux de satisfaction très élevé de la part des pilotes du fait que nous leur donnons des plans de vol optimaux, ce qui leur permet d'aller vite, tout en consommant moins de carburant », ajoute-t-il.



Le Centre régional d'Agadir est venu s'ajouter à celui de Casablanca pour renforcer la supervision du ciel marocain. Il permet de décentraliser le service de contrôle aérien et d'augmenter la capacité d'accueil de l'espace aérien du Maroc en matière de survol.

« Quand nous avons migré au Centre régional d'Agadir, nous avons enregistré 2 000 vols pour la journée la plus chargée. Cela représente une augmentation de capacité de l'ordre de 30 % environ par rapport au trafic normal. Pour ce qui est de l'impact environnemental, nous avons atteint des objectifs très honorables, avec une réduction des émissions de CO2 de 27 000 tonnes en 2019 pour le centre. Et nous avons permis d'économiser jusqu'à 176 000 tonnes de kérosène, ce qui contribue à la durabilité de l'écosystème du transport aérien », énumère Younes Janah.

Au cours des dix dernières années, le Groupe de la Banque africaine de développement a contribué à moderniser les aéroports marocains en mobilisant des financements à hauteur de 240 millions d'euros. Les aéroports de Casablanca, Fès et Marrakech ainsi que le Centre régional de contrôle de la sécurité de la navigation aérienne d'Agadir ont bénéficié de ce financement.



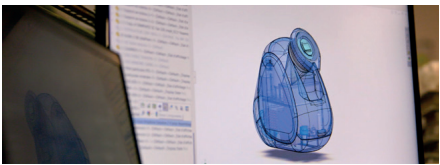
Industrialiser l'Afrique



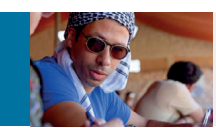




Kumulus : de l'air, du soleil… et de l'eau !



Produire de l'eau potable à partir de l'humidité présente dans l'air. En moins de deux ans, le rêve un peu fou d'Ineb Trikí est devenu réalité. L'idée a germé dans l'esprit de ce jeune ingénieur tunisien lors d'un voyage avec ses amis dans le désert tunisien. Un matin au réveil, il remarque que leurs tentes sont recouvertes de rosée. « Des gouttelettes partout, en grande quantité ! Le désert est donc rempli d'eau. Alors comment capter toute cette humidité pour produire de l'eau potable dans des régions qui en sont dépourvues ? », s'interroge-t-il. De fait, le désert du Sahara peut atteindre des taux d'humidité élevés. Plus globalement, l'atmosphère contient six fois plus d'eau que toutes les rivières du monde, selon le Programme des Nations unies pour l'environnement.



Lauréat de la prestigieuse École polytechnique française, Ineb et son camarade de promotion, Mohamed Ali Abid, créent une start-up en 2021. Leur projet consiste à développer une solution qui permettrait de répliquer le phénomène de la rosée du matin. « Nous avons passé de longs mois à modéliser et tester, à connaître des échecs aussi… Et nous avons réussi à mettre au point notre premier prototype, le Kumulus », raconte-t-il.

Grâce à un système alimenté à l'énergie solaire, l'air est brassé par la machine, passe par différents filtres puis l'humidité est extraite, et transformée en eau potable. Le Kumulus qui ressemble à une amphore, pèse 60 kilos, est facile à transporter dans un pick-up et à installer.

Il produit de l'eau fraîche, potable et minéralisée. Environ 20 à 30 litres d'eau par jour. On le branche au réseau électrique ou à des panneaux photovoltaïques.

Le premier Kumulus est mis en route dans une école primaire, à Bayadha, à la pointe ouest de la Tunisie. Le projet prend corps. Le rêve devient réalité !

Plusieurs récompenses et prix viennent confirmer le potentiel de cette start-up : gagnante du premier prix Vivatech(le lien est externe) 2022 des start-up spécialisées dans le secteur de l'eau, elle a également été sélectionnée parmi les quinze start-up « GreenTech » les plus prometteuses d'Afrique.

VOIR FILM

En octobre 2022, à Paris, Iheb Triki est invité à participer à la 8e édition de « BIG » (Bpifrance Inno Génération), le plus grand rassemblement d'entrepreneurs d'Europe. Un rendez-vous annuel qui réunit start-up, porteurs de projets, investisseurs, étudiants, le grand public et de nombreux dirigeants de grands groupes industriels.





Devant le public et, les journalistes qui l'interpellent, Iheb martèle : « l'entrepreneariat, c'est comme courir un marathon. Il vous faut être endurant et résilient pour le réussir. Nous n'étions que quelques-uns à démarrer l'aventure, avec un apport de moins de 20 000 dollars américains. Nous avons travaillé très dur pour améliorer notre produit, et il nous a fallu convaincre les investisseurs que notre idée était une solution d'avenir. »

Tous ces efforts ont été payants : Kumulus a levé un million de dollars américains pour développer son potentiel, et la start-up s'est étoffée de talents, dont des développeurs informatiques, des ingénieurs en mécanique et des directeurs des opérations. La suite ? Développer et soumettre des brevets, mettre au point un équipement entièrement autonome et continuer à développer la technologie afin de la rendre plus accessible.

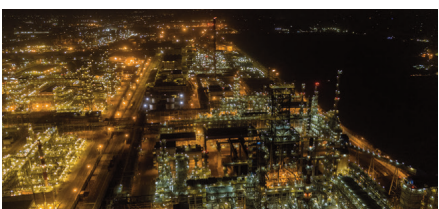
Avec sa technologie intelligente, Kumulus entend résoudre le problème de l'accès à l'eau potable en Afrique du Nord et contribuer à lutter contre les effets des changements climatiques sur l'épuisement des ressources en eau. Kumulus ambitionne désormais de se déployer sur le continent africain et l'ensemble du bassin méditerranéen.





« Mon rêve est que chaque famille ait sa propre source d'eau, une source durable, son propre Kumulus. Nous sommes en train d'y arriver », affirme Iheb, très déterminé. Soutenu par la Banque africaine de développement, le ministère tunisien de l'industrie a mis en place la stratégie « Industrie et Innovation 2035 » qui vise à créer un environnement favorable à l'éclosion d'entreprises à fort potentiel comme Kumulus.

Egyptian Refining Company unlocks industrial potential and uplifts communities



Eyes glued to screens and flashing lights in the control room, Mohamed Said Amer, a 32-year-old operations field engineer at the Egyptian Refining Company (ERC), a greenfield petroleum refinery, reflects on the path that led him to achieve his professional and personal goals. "I have witnessed this impressive industrial project being built from the ground up. I have seen ERC come to life and I've been fortunate enough to hold positions with Petrojet, the subcontractor for the project, Korea's GS Engineering & Construction Corporation, the construction company on the project, and finally with EPROM, the operating company that runs the refinery." Mohamed has done all this since graduating from Assuit University's Faculty of Engineering in 2012.

"From the outset, we knew that we would need to call not just on our own financial resources, but on a deep network of international investors, banks and guarantors to transform a $4.4 billion megaproject into a reality," said Ahmed Heikal, chairman and founder of Qalaa Holdings. "From day one they were able to see that this project, which has been 12 years in the making, was going to have a transformative effect on Egypt's economy" added Ahmed Heikal.



In operation 24 hours a day, every day of the year, ERC, which is a subsidiary of Qalaa Holdings, stands on 850,000 square meters of land in Mostorod, in Qalyoubia governorate, 40 km from central Cairo. ERC was born from a desire to ease reliance on imports and to produce cleaner fuels, a cornerstone of Egypt's energy security policy. Today it is one of the largest industrial units of its kind in Africa.

"I can truly say that every day at ERC, I have learned something new. The knowledge transfer that we received working alongside

Dutch, Korean, French, Serbian and American engineers and technicians during the different phases of the project lifecycle has helped me to learn and translate my academic skills into practical knowledge, and I in turn have passed those skills on to others," said Mohamed, who sees no need to emigrate in order to achieve his dreams. With a production capacity of 4.7 million tons of refined products and high-quality oil derivatives per year, the refinery has helped reduce imports and reducing the country's balance of payments deficit. With nearly $222 million in funding from the African Development Bank, the project meets Egypt's growing demand for refined petroleum products.

ERC today enables the conversion of lowest-value fuel into medium and light distillates that are meeting domestic consumption needs and eliminating 186,000 tons of sulphur dioxide and 96,000 tons of sulphur annually and improving the quality of the national petrol supply. It has created more than 15,000 jobs at peak construction and 1,000 permanent local job opportunities.



ERC also provides social development programs, including Takaful, a partnership with local community associations that has benefited many local residents. Ahmed Mahmoud, who is deaf, is one of them. "I not only perform in local theater productions with my peers, I am also creating and producing my own shows for the community." Takaful has sponsored three childcare centers, serving more than 2,000 children, and provided assistance to over 5,400 individuals with special needs.

The refinery also works to boost the local economy. Through Tamkeen, a women's economic empowerment program financed by ERC, young entrepreneur Amal Mohsen has launched her own business.

Tamkeen has sponsored hundreds of small projects for local women and set up four employment centers to link 30,000 local youths to the job market. "Tamkeen helped me to open my own beauty salon and as a result I have been able to financially support myself and my family," said Amal, who has since married and had kids. Her business now employs two people.



From the start the project has made a difference, said Alaa Heikal, deputy chief financial officer of ERC. "We have been planning, working, and talking about the transformative nature of this project for years. Since the start of operations in early 2019, ERC has effectively reduced imports, made a positive environmental impact and created thousands of jobs," Alaa said. "We are also proud that our initiatives in education, economic empowerment, youth capacity building and special needs programs have been making a positive social impact on the surrounding community in Mostorod."

Mauritanie : les biscuits Oasis s'exportent et renforcent l'inclusion sociale



Des milliers de sablés aux formes arrondies qui défilent sur un tapis roulant. Jetant un coup d'œil circulaire sur ses « petits protégés », Salek Sidi a l'air satisfait du produit fini, dont il détaille les différentes variétés.

Directeur technique de la Société Biscuiterie de Mauritanie (SIBM), le quinquagénaire est très attentif à toutes les étapes de fabrication : d'abord, l'unité de pétrissage de la pâte, pressée entre deux gros rouleaux pour son calibrage ; ensuite, le moule qui découpe la pâte et donne sa forme au biscuit ; puis, la cuisson à 500 degrés pendant cinq minutes dans un four long d'une trentaine de mètres ; et enfin, le refroidissement des gâteaux dans des conditions d'hygiène très strictes.





Salek Sidi n'est pas peu fier de son outil de production, qui comprend deux lignes automatisées, financées par la Banque pour le commerce et l'industrie (BCI). Cette institution financière est une des principales banques d'importation et d'exportation mauritaniennes, qui fournit des services bancaires aux particuliers et soutient l'activité des petites et moyennes entreprises (PME) comme la Société Biscuiterie de Mauritanie (SIBM).

« Grâce à ce financement, notre usine a pu se doter d'équipements performants pour augmenter ses niveaux de production, avoir un atelier plus compétitif et augmenter ses effectifs », salue Salek Sidi.

Afin de renforcer ses activités de financement du commerce international en faveur des PME dans des secteurs stratégiques, la Banque pour le commerce et l'industrie a obtenu, en 2021, une ligne de crédit pour le financement du commerce de 10 millions de dollars américains de la Banque africaine de développement.

L'opération approuvée par la Banque africaine de développement avait pour but de faciliter la croissance des PME mauritaniennes, promouvoir le développement du secteur privé et accélérer le développement économique et social du pays. Elle a permis à la Banque pour le commerce et l'industrie de disposer de liquidités en devises pour préfinancer l'acquisition de machines, d'intrants, d'équipements, de biens de consommation, de denrées alimentaires et de matériaux au profit des secteurs de la santé, de l'agriculture, de l'industrie, de la construction, de la transformation du poisson et des aliments et de l'artisanat.

Implantée à Nouakchott, la Société Biscuiterie de Mauritanie compte une soixantaine d'employés, parmi lesquels de nombreux jeunes sans qualification. Dans un objectif d'inclusion sociale, elle leur donne ainsi l'occasion de « mettre le pied à l'étrier » et de se former à un métier porteur dans la filière agroalimentaire.

Dynamique à l'exportation, notamment avec ses marques Oasis et Nomade, la SIBM a su tirer profit de cet appui financier pour valoriser ses différentes variétés de biscuits, appréciés des consommateurs de plusieurs pays limitrophes de la Mauritanie.





Dans un monde de plus en plus interconnecté, une devise s'impose à tout entrepreneur : agir local et penser global. Financer le développement à l'international de PME mauritaniennes, c'est soutenir la croissance et l'emploi, et donc améliorer les conditions de vie des populations. Sur l'ensemble du continent, la Banque africaine de développement œuvre dans ce sens pour impulser une dynamique de développement inclusive.

Commerce et biodiversité marine : les moules et huîtres de Bizerte, un potentiel chéri des eaux





Au nord de la Tunisie, face à la mer Méditerranée, le soleil fait miroiter l'eau du port de Bizerte. Il est tôt le matin, les mouettes survolent les bateaux et il sent bon l'air marin. Tandis que les pêcheurs à la ligne s'animent près de la promenade du port, la lagune de Bizerte se prépare à accueillir un autre type d'espèces marines. Lieu exceptionnel de biodiversité, elle s'est révélée être l'un des rares berceaux en Tunisie pour l'élevage conchylicole, la production d'huîtres et de moules.

« Depuis ma tendre enfance, la mer est une passion. Et puis j'ai eu le déclic pour créer ma propre entreprise d'élevage d'huîtres et de moules », explique Malek Talbi, 37 ans, technicien supérieur en agronomie et gérant passionné de l'entreprise « Délices de la Mer ». Depuis 2009, celle-ci exploite un parc conchylicole de la lagune de Bizerte avec, comme base arrière, le port de pêche de Zarzouna, où son unité de purification assure le contrôle phytosanitaire. « D'une simple idée, j'en suis arrivé aujourd'hui à diriger une entreprise qui emploie une vingtaine de personnes ! », ajoute fièrement Malek.

Sa ferme en mer, ce sont plus de 20 hectares de plateformes flottantes où s'agrippent moules et huîtres, élevées naturellement. L'intervention humaine s'y limite à la simple gestion de l'espace et à certaines tâches techniques qui accompagnent la croissance des coquillages. À l'issue du cycle, la production est envoyée à l'unité de purification, où la qualité des mollusques est scrutée avant de les déclarer aptes à la consommation.





La filière jouit d'un vrai potentiel : les huîtres de Bizerte atteignent leur calibre commercial en neuf mois seulement, contre presque trois ans en France. Bien qu'elles aient traversé quelques difficultés passagères il y a plus d'une décennie, les fermes conchylicoles s'avèrent être une filière prometteuse.

Pour fructifier son idée et développer son entreprise, Talbi Malek a choisi de recourir à l'aide de la Banque tunisienne de financement des petites et moyennes entreprises (BFPME), qui bénéficie de l'appui de la Banque africaine de développement. « L'objectif n'est pas la rentabilité à tout prix, c'est de trouver l'équilibre, explique le directeur général de la BFPME, Lebid Zlaftrane. La priorité, c'est surtout d'aider les entreprises à créer de la valeur et des emplois ».



Une stratégie qui est précisément celle de la Banque africaine qui, via son Fonds d'assistance au secteur privé africain (FAPA), a mobilisé près de 1 million de dollars américains pour renforcer l'engagement de la BFPME auprès des entreprises en difficulté.

À son tour, la banque tunisienne a ainsi pu accompagner, sur l'ensemble du pays, une cinquantaine d'entreprises dans des secteurs aussi variés que l'industrie, l'éducation, le textile ou la pêche.



« Avec l'aide de la BFPME, j'ai pu développer mon affaire, installer une unité de purification et augmenter de 40 % la capacité de production de mon parc conchylicole », détaille Malek Talbi, qui précise : « Mon chiffre d'affaires a augmenté de 30 %. Cette croissance, je vais l'accompagner en recrutant un ingénieur, un technicien, deux responsables commerciaux et un administratif ».

La conchyliculture fait partie de ces activités à fort impact sur l'environnement. Nouha Ben Sald, ingénieure en génie halieutique et environnement, est la responsable de la station de purification. C'est elle qui réceptionne les lots de coquillages puis assure le contrôle sanitaire et la traçabilité des bivalves avant leur mise en vente. « J'adore les coquillages, tout ce qui est en rapport avec la mer. Je viens du village de Metline en bord de mer alors je ne peux travailler qu'avec la mer ! », lance cette passionnée.





« Les coquillages filtrent l'eau et augmentent sa transparence, ce qui permet au rayonnement solaire de mieux pénétrer les fonds sous-marins. Ce processus favorise la présence d'algues, ce qui améliore la qualité de l'eau », explique la jeune ingénieure. Avant d'ajouter : « Cette filière favorise le développement d'une biomasse remarquable dans la lagune qui a permis de développer de nouveaux organismes marins. La protéger est essentiel ».

S'il écoule aujourd'hui sa production de moules et d'huîtres sur les marchés locaux, Malek voit même plus loin que le marché national : « Mon ambition est d'aller au-delà de Bizerte. Je veux investir de nouveaux marchés et développer ma production d'huîtres à l'export ».



En Tunisie, ce jeune entrepreneur plein de projets est un exemple parmi d'autres. A leurs côtés, la BFPME permet au secteur privé tunisien en quête d'opportunités de se repositionner pour créer plus de valeur ajoutée et d'emplois. Venue l'appuyer, la Banque africaine de développement offre, à toutes ces femmes et à tous ces hommes engagés, l'opportunité d'oser, d'entreprendre et d'avancer.



Au Maroc, Novacim cimente les acteurs du territoire pour créer de la valeur



Dans les couloirs du lycée Massira, à Ouled Ghanem, au sud de Casablanca, la peinture est encore fraîche sur les murs, à l'heure de la rentrée des classes.

À 17 heures précises, la sonnerie marque la fin des cours et libère les élèves qui se ruent vers la sortie. Au milieu de l'allée centrale, la voix d'Abdel Hadi Sabioui résonne : « en 2021, les trois quarts de nos élèves ont obtenu le baccalauréat. C'est 35% de mieux que l'année précédente ». Le proviseur voudrait encore s'épancher sur cette réussite, mais il retourne aussi vite à sa tâche. Pour la deuxième année consécutive, l'établissement connaît une forte augmentation de ses effectifs.



Durant l'été, le lycée Massira a fait sa mue : internat et réfectoire rénovés, pavage de la cour ; aucun détail n'a été laissé au hasard. « En créant un environnement propice aux études, nous stimulons les élèves et les enseignants. Notre internat est aujourd'hui plus propre et plus sûr. Nous encourageons les parents à y inscrire leurs enfants, en particulier les filles », explique le proviseur.

VOIR ITW



Dans la bibliothèque, au pied des colonnes de manuels scolaires, des ordinateurs meublent le décor. Pour Abdellah Zenjari, directeur général délégué de la cimenterie Novacim, en visite dans l'établissement, ce n'est pas suffisant. Il promet de financer l'acquisition de nouveaux équipements : « en aidant le lycée à se moderniser, nous voulons favoriser un environnement bénéfique aux élèves. On ne peut pas s'implanter dans un territoire sans considérer sa dimension sociale et humaine. »

Depuis juillet 2019, à proximité de cette commune de 22 000 habitants, la cimenterie Novacim sort petit à petit de terre. Sur ce vaste gisement de calcaire et d'argile, situé entre les villes de El Jadida et Safi, soudeurs, tuyauteurs et conducteurs de travaux s'activent pour tenir les délais : l'exploitation doit démarrer en 2023.





Le maître d'ouvrage, la Société générale des travaux du Maroc (SGTM), leader national dans la construction, a recruté près de 700 employés (hommes et femmes), dont deux tiers habitent la région. Pour ce territoire en pleine mutation, les travaux génèrent d'énormes opportunités d'emploi.

Rachid El Moussafir, chef de projet de Sphinx Electrique, un et recruté sur lelong terme car, une fois l'exploitation prestataire de services local de la SGTM, se réjouit de lancée, la cimenterie aura toujours besoin de suivi et de ce chantier : « Nous avons augmenté notre chiffre d'affaires maintenance. »

La durabilité est justement l'un des enjeux du développement de ce territoire, auquel répond ce chantier. Grâce à des formations, la reconversion des employés du chantier a été anticipée pour leur permettre d'assurer le fonctionnement opérationnel de la cimenterie. « Pour lancer l'exploitation, nous avons l'intention de recruter 200 personnes. Nous nous appuierons sur les compétences acquises lors de la phase de construction », confirme le directeur général délégué de la cimenterie, Abdellah Zenjari. Sur le long terme, le visage tout entier de la région est amené à se transformer.



Soutenir des projets industriels à fort impact humain est l'une des priorités de la Banque africaine de développement. L'Institution a accordé un prêt de 45 millions d'euros pour la construction de cette usine.



Cette nouvelle cimenterie complète la chaîne de production de la SGTM, composée notamment de multiples carrières et usines à béton, qui comptent plus de 16 000 employés à travers le Maroc. Elle lui permettra de renforcer son avantage comparatif dans le secteur extrêmement concurrentiel de la construction en Afrique.

Cette usine représente surtout une opportunité pour le territoire, les communautés et les acteurs locaux. Aujourd'hui, les hommes et femmes de la région sont pleins d'espoir, comme Zara El Hanafi, responsable de l'association Zakhrafati : « avec l'appui de la cimenterie, nous soutenons les femmes et les jeunes filles en les formant à la broderie ». En majorité divorcées, ces femmes apprennent un métier artisanal et espèrent pouvoir en vivre. Dans l'atelier, l'ambiance est studieuse car chacune sait bien qu'au bout de l'aiguille, se profile un heureux destin.







Libérer le potentiel de la jeunesse tunisienne au service de l'innovation



Quelques coups de peigne dans les cheveux après le maquillage. Et voilà Maroua Khemiri préparée pour une journée qui s'annonce pleine. Jeune ingénieure, elle a décroché un contrat chez Elecone-Tech en Tunisie. Après avoir gravi les échelons, elle occupe désormais le poste de responsable du système d'exécution.



« Lorsqu'une société est stable, elle vous donne un environnement favorable pour travailler. C'est rassurant parce qu'on trouve les moyens et l'opportunité de s'épanouir, de grandir petit à petit. Cela donne envie d'avancer et de mettre la barre un peu plus haut », résume fièrement Maroua. Elle réside à Bizerte au Nord-Ouest de la Tunisie avec ses parents.

Dans ce pays nord-africain, Maroua assure qu'être femme ingénieure « n'est pas chose commune, surtout dans le domaine industriel ». « A la fin de mes études, je ne trouvais pas d'emploi. Cela m'a frustrée au point de penser à m'expatrier. Aujourd'hui, je suis cheffe de projet. C'est la première fois qu'une femme occupe ce poste dans le groupe. Je me sens très fière et épanouie et très heureuse d'être responsabilisée. Cela m'a redonné confiance », affirme-t-elle, à haute voix.

Soutien d'un secteur privé moteur de croissance et de développement en Tunisie, la Banque africaine de développement a accompagné le développement et l'émergence d'entreprises technologiques dans le pays. Ces dernières procurent des opportunités d'emplois à une nouvelle génération de jeunes tunisiens, à l'image de Maroua. Environ 2 500 emplois ont été créés depuis 2011.



VOIR FILM



« Nous croyons énormément au talent de ces jeunes, souligne Slim Sellami, directeur général d'Eleone Tech. C'est grâce à leurs qualités que nous avons pu nous développer et assurer une belle croissance ces dernières années. Nous avons un groupe jeune et grâce à leurs talents, nous avons pu développer et fabriquer des produits de haute technologie et de bonne qualité ».

Avec un investissement conséquent au cours de la dernière décennie, Eleone Tech ambitionne de porter l'innovation à un niveau supérieur en recrutant les jeunes talents tunisiens. Permettant à l'entreprise de passer de la production de câbles à celle de composants électroniques. Une spécialisation qui occupe la majorité de ses 4 200 employés.



Ce virage vers l'innovation, associé à la volonté de créer des emplois, a été soutenu, à travers une participation dans le fonds Africinvest, par la Banque africaine de développement et ce, afin de promouvoir le développement du secteur privé et de l'innovation, de stimuler l'emploi et de créer des opportunités.



« Notre entreprise travaille avec EleoneTech. C'est notre fournisseur historique de cartes électroniques pour les compteurs d'énergie. Appartenir à un écosystème aussi puissant, aussi efficace, nous permet de croître, d'innover et d'offrir de nouvelles opportunités d'embauche afin de résorber le chômage des jeunes diplômés des universités tunisiennes », explique Mongi Jelassi, directeur de Siama, une société industrielle d'appareillage et de matériels électriques.

Modèle de réussite en Tunisie, Eleone Tech, comme de nombreuses autres entreprises tunisiennes, envisagent désormais d'exporter son expertise sur tout le continent africain. « J'ai vu des clients qui ont décidé de venir investir en Tunisie, après des visites sur sites. Cela a permis de donner une nouvelle image au pays qui ne se limite plus au secteur touristique ou textile. Nous sommes confiants et nous sommes en train de progresser. Nous avons des atouts et des compétences qui vont nous permettre d'assurer la transition vers le futur et vers des horizons prometteurs en Afrique », assure Slim Sellami.

En soutenant les entreprises performantes en Tunisie, la Banque favorise les conditions d'un développement durable et inclusif.

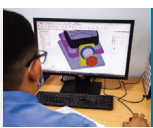
Face à la pandémie, la Banque impulse la relance des PME en Tunisie





Costume gris, cravate rayée et chaussures cirées, Yassine Jaballah porte sur lui toute la panoplie du businessman. Le quadragénaire tunisien dirige Clevertek Plus, une entreprise de mécanique générale dont l'aventure a débuté en 2009 avec cinq employés. Ingénieurs, opérateurs et commerciaux, ils sont aujourd'hui 28 employés dans cette PME installée dans la zone industrielle d'El Agba, en banlieue de Tunis.

Pendant de nombreuses années, la vie de cette entreprise ressemblait à un long fleuve tranquille. Les commandes affluaient de toutes parts. Des multinationales lui sous-traitaient la conception et la fabrication de mécanismes et de composants qui s'imbriqueront dans un produit final. Symbole de cette réussite, la création d'un automate qui, grâce à la reconnaissance d'image, facilite le contrôle qualité sur ligne de production industrielle.



VOIR ITW

Ainsi, durant ses premières années, la start-up filait un mariage parfait avec les industries aéronautique, automobile et pharmaceutique. Son chiffre d'affaires ne cessait alors de croître.



Mais, petit à petit, sa croissance s'étiolait, les commandes baissaient et les dettes s'accumulaient : « Avant 2019, nous étions déjà en crise, car nous n'avions pas vu grandir la concurrence, analyse le patron de Clevertek Plus, Yassine Jaballah. La pandémie a accentué notre chute. Nos concurrents, eux, avaient des activités complémentaires qui leurs permettaient de tenir ».

Face à la menace de la faillite, Yassine Jaballah s'est donc tourné vers la Banque de financement des petites et moyennes entreprises (BFPME).

Cet établissement, fondé en 2005, accompagne les PME dans leurs investissements sans se limiter à leur unique financement. En effet, ses experts ne cherchent pas « la rentabilité à tout prix, explique Lebid Zlaafrane, son directeur général, mais à aider les entreprises à créer de la valeur et des emplois ».

Cette vocation est l'essence même de la Banque africaine de développement qui soutient le secteur privé tunisien. Via le Fonds d'assistance au secteur privé africain (FAPA), la Banque a mobilisé près d'un million de dollars américains en faveur de la BFPME afin de financer une assistance technique pour accompagner les entreprises en difficulté. À son tour, la banque tunisienne a accompagné une cinquantaine d'entreprises dans des secteurs comme l'industrie, l'éducation, le textile et l'artisanat entre autres.



« Avec la Banque africaine de développement, nous partageons le même ADN, nous vivons la PME, nous sommes près de la PME, nous sommes dans la PME », soutient Lebid Zlaafrane.

Grâce à ces ressources, la BFPME soutient les entreprises en crise afin de renforcer leur résilience aux chocs et consolider leur viabilité financière pour contribuer au développement et au rayonnement du pays.

Pour Clevertek Plus, le programme d'aide aux entreprises en difficulté a été une véritable opportunité de relancer l'activité. Deux experts ont ainsi été dépêchés pour évaluer la situation, établir un diagnostic et définir une série de recommandations. Parmi celles-ci, le lancement d'une nouvelle activité de maintenance qui, en augmentant la productivité, a permis un retour à l'équilibre financier. « Avec la maintenance, on réalise le même chiffre d'affaires mais avec moins de charge de travail, donc moins de dépenses, explique Yassine Jaballah. Le tout dans une niche où il y a moins de concurrence ».





En parallèle, toujours sur les conseils de la BFPME, Clevertek Plus s'est fait certifier « ISO 9001 », une norme internationale qui permet de confirmer l'aptitude d'un organisme à fournir un service, un produit ou un système conforme aux meilleurs standards. Résultat, de nouveaux clients, notamment étrangers, ont été séduits et de nombreux marchés se sont alors ouverts pour Clevertek Plus.

Aujourd'hui, les fraiseuses comme les logiciels 3D de Clevertek Plus tournent à nouveau à plein régime. Cela s'est traduit par une augmentation de 7,5% du chiffre d'affaires et a surtout permis de maintenir l'ensemble des emplois et d'en créer de nouveaux. Le directeur général de la PME ne compte pas s'arrêter là : « Nous voulons aller plus loin avec des nouvelles technologies comme les imprimantes 3D ou la découpe au laser, explique Yassine Jaballah. Pourquoi pas intégrer un centre de formation spécialisé dans la fabrication de pièces mécaniques ».





En Tunisie, le cas de Clevertek Plus est un exemple parmi d'autres. L'appui de la BFPME permet au secteur privé en quête d'opportunités de se repositionner pour créer plus de valeur ajoutée et plus d'emplois. A ses côtés, la Banque africaine de développement offre, à toutes ces femmes et à tous ces hommes engagés, l'opportunité de participer à l'amélioration des conditions de vie de chacun.

Améliorer la qualité de vie





En Tunisie, la Banque africaine de développement insuffle un nouvel élan aux jeunes entrepreneurs



A l'abri de la clameur de Tunis, à Gammarth, la soufflerie Sadika promet à ses visiteurs un instant de sérénité. En traversant sa cour intérieure, le promeneur s'offre une dernière respiration avant de s'envoler vers une constellation d'étoiles, car, ici, la boutique brille de mille feux. Le soleil tunisien y fait étinceler verres, lustres, vases avec une myriade d'autres créations.

Faites à la main par des souffleurs de la région du Cap Bon, ces pièces artisanales se cueillent, une à une, avec une extrême délicatesse dans un four en fusion. Elles font le bonheur de celles et ceux qui souhaitent apporter tradition et éclat à leur intérieur. Des maisons tunisoises au Vatican, en passant par le Rockefeller Center à New York, Sadika est une référence mondiale du design et de la pâte de verre.



VOIR FILM

En Tunisie, cette soufflerie est une institution. C'est surtout l'emblème d'un art de grand raffinement que l'on se passe génération après génération. Elle est le fruit de la ténacité d'une femme, Sadika Keskes, qui, depuis 1984, sublime l'un des arts du feu : le verre soufflé.





En trois décennies, contre vents et marées, cette artiste a bâti un univers de grâce où se côtoient arts et culture. Dans ce métier d'hommes, et à force de persévérance, Sadika s'est fait une place en apprenant, au début des années 80 à souffler le verre sur l'île de Murano, près de Venise en Italie. Dans sa lignée, elle entraîne ses deux filles, Fatma et Zeineb. Cette dernière gère aujourd'hui l'entreprise familiale avec 30 employés : « J'y ai grandi, j'y ai baigné. C'est mon ADN », lance-t-elle fièrement.

Si le tableau semble idyllique, quelques menaces ont néanmoins plané sur les épaules de la jeune femme, architecte de formation. La révolution du jasmin en 2011 et les crises successives les ont accentués. Mais pour Zeineb « voir l'entreprise disparaître relève de l'inimaginable ». Avec les siens, elle alors choisi de se battre pour la sauver avec l'aide de la Banque tunisienne de financement des petites et moyennes entreprises (BFPME).





Pour le directeur général de cette banque de développement pas comme les autres, Lebid Zâafrane « l'objectif n'est pas la rentabilité à tout prix, c'est de trouver l'équilibre. Et la priorité c'est surtout d'aider les entreprises à créer de la valeur et des emplois ». Cette subtilité est l'essence même d'une institution comme la Banque africaine de développement qui aide à porter la contribution du secteur privé tunisien au développement du pays tout entier. Via le Fonds d'assistance au secteur privé africain (FAPA), la Banque a ainsi mobilisé près de 1 million de dollars américains afin de financer une assistance technique pour renforcer l'engagement de la BFPME envers les entreprises en difficulté.

A son tour, la banque tunisienne a accompagné, sur l'ensemble du pays, une cinquantaine d'entreprises dans des secteurs aussi variés que l'industrie, l'éducation, le textile et, bien sûr, l'artisanat.

Dans le cas de Sadika, la BFPME a aidé à insuffler un nouvel élan. Le processus s'est alors fait en trois étapes raconte Asma Bouzaouache, la responsable du projet d'assistance technique à la BFPME : « Des diagnostics stratégique et financier ont été conduits débouchant sur un plan de restructuration, que nous avons décliné en objectifs opérationnels », explique Asma. La BFPME a également aidé l'entreprise à breveter un procédé de fabrication à l'international afin de mieux se positionner sur de nouveaux marchés porteurs.



Quelques mois après avoir suivi ces consignes, les effets se ressentent. Les fours ont ravivé leurs flammes et les premiers échantillons d'une nouvelle collection ont été expédiés un peu partout en Europe et aux Etats-Unis d'Amérique. Venue d'Oslo, une première commande ferme transcende Zeineb d'optimisme. « Sans ces conseils, c'est sûr que nous n'aurions pas pu tenir pendant la pandémie. C'était primordial. Autrement nous aurions dû licencier. »



En Tunisie, l'emploi est un enjeu crucial. Comme partout ailleurs en Afrique du Nord, les jeunes diplômés sont confrontés au chômage. Donner l'envie d'entreprendre est donc le leitmotiv que partagent les deux banques de développement. Pour Lebid Zlaifrane, l'entrepreneuriat est une « philosophie, une culture » qui doit doucement infuser l'esprit de chaque tunisien. « La Banque africaine nous a beaucoup aidés. Elle nous a apporté beaucoup de satisfaction. Nous partageons le même ADN, celui d'accompagner les PME dans leur croissance », affirme avec vigueur le directeur général de la BFPME.

Eco Nubia : faire revivre le patrimoine égyptien, tout en préservant l'environnement



À quelques encablures du célèbre barrage d'Assouan, sur l'îlot d'Agulkya, le temple de Philae plonge les promeneurs dans l'histoire de l'Égypte antique. Dédié à la déesse protectrice Isis, ses bas-reliefs, ses fresques et ses chapiteaux en font l'un des plus beaux sanctuaires du pays.

À bord de son petit bateau à moteur, Ahmed Yehia navigue tranquillement en direction de ce trésor du patrimoine égyptien, niché au cœur des anciennes terres nubiennes.

> « Juste à côté, j'ai découvert Bigeh, une île magique, abandonnée par ses habitants il y a des années. J'ai voulu les aider à la réhabiliter et à la repeupler, tout en créant de la valeur de manière durable », raconte le fondateur-dirigeant d'Eco Nubia, le premier écolodge d'Assouan.



Né en janvier 2018, le projet a reçu le soutien de l'initiative « Tanmia wa Tatweer », financée par le Programme de partenariat dano-arabe et pilotée par la Banque africaine de développement. Objectif : faire revivre la culture nubienne et créer un nouveau lieu d'écotourisme en Égypte, au service d'une clientèle locale et internationale. En recourant à des matériaux naturels provenant de plusieurs régions du pays, la réhabilitation de Bigeh a même créé des emplois pour la communauté population locale.

« En partenariat avec la communauté nubienne, nous avons placé Bigeh sur la carte de l'écotourisme égyptien, se félicite Ahmed Yehia. Nous avons un lodge ouvert toute l'année, qui surplombe le temple de Philae. Une salle peut accueillir des événements, un restaurant sert une cuisine typique nubienne, préparée par du personnel nubien et élaborée à partir de produits bio locaux. »



Eco Nubia a redonné vie à l'île abandonnée de Bigeh. Sa structure emploie désormais une trentaine de personnes, dont un tiers sont des femmes.
Sous son impulsion, cinq maisons nubiennes ont été reconstruites et meublées dans la tradition nubienne depuis 2018, un réseau intégré d'électricité, d'eau et d'égouts a été créé pour les insulaires, dans le respect de l'environnement.

La structure de M. Yehia, qui attire des touristes du monde entier, a reçu les éloges de l'Organisation mondiale du tourisme des Nations unies et du ministère égyptien du Tourisme pour ses réalisations exceptionnelles en matière de développement durable. L'écolodge a également suscité l'intérêt des médias locaux et internationaux, dont la chaîne américaine CNN, qui lui a consacré une émission spéciale.



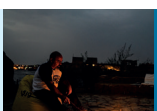
Ce projet de développement autour de la culture nubienne a reçu un accueil chaleureux de la communauté locale.

« Nous avons notre propre ferme, qui produit ce que nous consommons, précise le directeur d'Eco Nubia. Nous avons ouvert un restaurant nubien sur l'île, construit un centre communautaire, conçu et mis en place des postes de travail en faveur de l'artisanat nubien, respectueux de l'environnement. De nouveaux emplois sont destinés à une cinquantaine de familles nubiennes plus modestes, en particulier aux femmes. »

« Nous voulons aussi aider les habitants de Bigeh à reconstruire leurs maisons en utilisant des matériaux de construction traditionnels et les mêmes techniques anciennes de l'architecture nubienne, tout en préservant l'environnement naturel de l'île », poursuit-il.

Un nouvel espace fédérateur est également sorti de terre : « les Nubiens sont célèbres pour leurs centres communautaires qu'on appelle Gameya (rassemblement). Notre projet était de construire le Nubian Gameya, un lieu de rassemblement pour les insulaires, qu'il serait possible de louer pour des événements », explique ainsi Ahmed Yehia.

D'une superficie de 80 m2, le centre communautaire est construit, selon les principes de l'architecture nubienne, des plus écologiques. Il trône désormais au sommet d'une petite montagne, avec une vue panoramique sur les alentours, qui portent en eux une partie de l'histoire de l'ancienne Nubie.



À Zagora, l'accès à l'or bleu en abondance relance l'activité touristique



Au sud de l'Atlas marocain, le Drâa serpente à travers de luxuriantes palmeraies avant de s'effacer dans les dunes du Sahara. La vallée du plus long fleuve du Royaume, qui abrite une des plus belles oasis, possède un patrimoine culturel unique, avec ses kasbahs en pisé et ses anciens ksours berbères.

Zagora, chef-lieu de la province éponyme, surplombe l'oued et l'immense palmeraie. Ici, la montagne ocre décline ses belles couleurs au coucher du soleil. Carrefour commercial, la ville était jadis une étape importante sur la route des caravanes chargées de sel et d'or en provenance de Tombouctou.

Aujourd'hui, son économie est principalement portée par le tourisme. Aux portes du désert, Zagora est le point de départ des aventuriers du monde entier qui s'évadent dans les paysages étourdissants du désert pour explorer l'exceptionnel patrimoine culturel de la province.



Pour autant, ce sublime décor de carte postale ne peut faire oublier une préoccupation majeure : les ressources en eau baissent de plus en plus pouvant potentiellement mettre en péril le bien-être des habitants et le développement socio-économique de la province. Ainsi, la question du stress hydrique s'installe durablement dans l'esprit des habitants.

Pour le secteur touristique notamment, la rareté de l'eau est une menace. Said Elberkaoui, gérant depuis cinq ans du Riad Lamane, assure que « l'eau est un trésor ; mais il y a deux ans, elle commençait à se raréfier. Si la situation s'était éternisée, intensifiée, ça aurait pu affecter le tourisme ».





Niché au cœur de la palmeraie, ce riad offre des prestations de qualité. Des chambres au jardin, en passant par le restaurant, tout doit être parfait pour satisfaire les clients. Or, si l'eau était devenue de plus en plus rare, cela aurait pu entraver le bon fonctionnement de l'établissement : « Je craignais qu'à terme, les touristes ne viennent plus et que mes employés perdent leur travail ».

Des investissements qui changent la donne

Heureusement, il y a quelques années, le Maroc a su prendre la mesure du problème. Pour sécuriser et renforcer l'alimentation en eau potable, le Royaume a accéléré ses investissements dans les infrastructures.

Dans la province de Zagora, l'Office national d'électricité et d'eau potable (ONEE) a récemment achevé la construction d'une station de traitement d'eau et d'une adduction d'eau potable de 127 kilomètres. Coût total : plus de 55 millions d'euros financés par un prêt de la Banque africaine de développement.





Associée à des mesures d'économie et d'optimisation de l'eau, cette politique avant-gardiste a bénéficié à près de 300 000 personnes. Zagora, Agdez et les villages environnants ont aujourd'hui accès en abondance et en qualité à cette précieuse ressource.

VOIR FILM



Pour Firdaous Allouli, cuisinière au Riad Lamane, la donne a changé. « Ma cuisine fonctionne mieux, nous sommes plus efficaces et nous répondons mieux aux demandes des clients. Nous avons plus d'opportunités », se réjouit-elle.

L'assurance d'avoir de l'eau quotidiennement stimule le secteur touristique dans son ensemble. Libérés de cette menace, les acteurs du secteur peuvent croire en leur avenir. Pour Saïd, « c'est une motivation supplémentaire pour développer le riad et, pourquoi pas, même recruter du personnel ».

Si les habitants de la province de Zagora voient leur situation s'améliorer, le Maroc continue néanmoins de subir un inéluctable fléchissement de ses ressources en eau. C'est pourquoi les pouvoirs publics rassemblent et fédèrent, autour du Programme national pour l'approvisionnement en eau potable et l'irrigation (PNAEPI 2020-2027),(le lien est externe) tous les acteurs en capacité d'aider à résoudre cette complexe équation.



Depuis la fin des années 70, la Banque africaine de développement travaille en partenariat avec l'ONEE. Elle a ainsi contribué à réaliser de grands projets structurants de renforcement et de sécurisation de l'accès à l'eau, qui ont permis l'amélioration des systèmes d'eau dans une trentaine de villes marocaines, couvrant ainsi les besoins en eau de plus de 15 millions d'habitants.

Au total, le Royaume a investi 1,2 milliard d'euros. Pour Achraf Hassan Tarsim, responsable-pays de la Banque africaine de développement pour le Maroc, le partenariat est appelé à davantage prospérer. « L'urgence aujourd'hui, c'est d'être là où l'eau commence à manquer. (...) Nous étions, nous sommes et nous resterons aux côtés du Maroc pour l'aider à relever le défi hydrique avec notre partenaire historique, l'Office national d'électricité et d'eau potable », assure-t-il.

En Mauritanie, la clinique « Guérison » facilite l'accès aux soins pour tous



« La santé est primordiale dans la vie », lance le docteur Mohamed Mahmoud Lafdhal, en souhaitant la bienvenue dans son établissement. De l'extérieur, le bâtiment ne paye pas de mine, mais une fois franchie la porte d'entrée, la clinique « Guérison » présente un standard élevé en termes d'équipements médicaux.

Située dans un quartier excentré de la capitale mauritanienne, Nouakchott, la clinique porte un ambitieux projet social. Son credo : rendre les soins accessibles et à des prix très abordables pour tous.

Née dans l'esprit de ce radiologue humaniste, la clinique « Guérison » a vu le jour notamment grâce à un prêt de la Banque populaire de Mauritanie (BPM) qui a servi à couvrir l'achat du terrain et à acquérir le matériel nécessaire au bon fonctionnement de l'établissement.





Aujourd'hui, grâce à ses appareils de dernière génération, dont un système de radiographie panoramique, « Guérison » se distingue parmi les établissements de santé privés les plus prisés de la capitale. Au moins une quarantaine de médecins, généralistes, pédiatres, cardiologues, urologues et autres ophtalmologues, y exercent jour et nuit.

VOIR FILM

Non sans satisfaction, le fondateur et directeur de « Guérison » raconte le chemin parcouru depuis des débuts difficiles : « Quand la clinique a ouvert, aucun médecin ne voulait y travailler. Tous trouvaient le quartier trop excentré, avec une population qui n'avait pas les moyens. Aujourd'hui, les médecins sont nombreux à vouloir y exercer », se souvient Dr Lafdhal.



La Banque africaine de développement a appuyé la Banque populaire de Mauritanie en lui accordant en 2017 une ligne de crédit de sept millions de dollars pour une durée de cinq ans. Cette opération s'inscrit dans le cadre du Programme de la Banque africaine de développement pour les PME en Afrique qui soutient les activités de prêts d'intermédiaires financiers locaux. La clinique « Guérison », comme d'autres établissements, a ainsi bénéficié de cette facilité de crédit à travers la Banque populaire de Mauritanie.

« Avec plus de 200 consultations par jour, nous sommes aujourd'hui victimes de notre succès », se félicite Dr Lafdhal qui se projette déjà vers l'avenir : « Pour le futur, nous voulons créer un pôle dédié à la mère et à l'enfant. »

Miser sur ceux qui innovent, c'est miser sur l'avenir de l'Afrique. La Banque africaine de développement soutient des milliers d'Africains comme Dr Lafdhal qui ont l'audace d'entreprendre. En le faisant, elle contribue à faire du continent une véritable terre de création, de progrès et d'innovation.



En Égypte, Banlastic un acteur social à la fibre verte



« Les sacs plastiques ont une utilité moyenne de cinq minutes… et une durée de vie de 400 ans », interpelle Ahmed Yassin. Partout dans le monde, ces emballages affectent l'environnement, en particulier la biodiversité marine.

Originaire de la ville portuaire d'Alexandrie, Ahmed et deux de ses amis ont décidé d'agir et d'apporter leur contribution à la réalisation des Objectifs de développement durable à l'horizon 2030. En 2018, ils cofondent Banlastic Egypt, une entreprise à impact social qui milite pour l'extinction du plastique à usage unique.





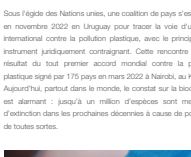
Banlastic a reçu le soutien de l'initiative « Tanmia wa Tatweer », financée par le Programme de partenariat dano-arabe et pilotée par la Banque africaine de développement. Constituée à 80 % de femmes, ses leviers d'action sont pluriels : offrir des produits alternatifs respectueux de l'environnement, sensibiliser le plus largement possible les populations à travers des ateliers interactifs, donner des formations et organiser divers événements environnementaux, organiser des opérations de nettoyage des plages publiques, avec un mot d'ordre décliné en trois dimensions : « réduire, réutiliser, recycler » et dialoguer avec les décideurs politiques pour trouver des solutions aux questions environnementales.

Qui dit collecte des déchets, dit recyclage pour les matériaux qui s'y prêtent. Banlastic a noué des partenariats avec des entreprises privées, dont le savoir-faire industriel permet de donner une seconde vie à ces déchets. De son côté, Banlastic n'est pas en reste : la société a par exemple développé des sacs en coton et des boîtes à repas à partir de produits recyclables, et a installé des distributeurs automatiques à Alexandrie pour récupérer les bouteilles en plastique usagées.



Avec une astuce à la clé : « les personnes qui alimentent ces machines reçoivent en échange des cadeaux, par exemple des bons de réduction pour aller au cinéma ou d'autres choses sympathiques », précise Ahmed, le fondateur de Banlastic.

Et d'ajouter : « nous ne faisons pas que sensibiliser aux méfaits de la pollution plastique, nous proposons aussi une alternative tangible aux produits en plastique à usage unique. »



« L'activité de Banlastic Egypt est en pleine expansion », se félicite Ahmed Yassin. À ce jour, la société compte 25 organisations publiques ou privées partenaires, nationales et internationales, parmi lesquelles figurent les ambassades du Danemark et du Royaume-Uni en Égypte, la Banque du Caire, la délégation de l'Union européenne en Égypte, l'organisme Sustainable Ocean Alliance, l'institut Goethe ou encore Lions International.

Sous l'égide des Nations unies, une coalition de pays s'est réunie en novembre 2022 en Uruguay pour tracer la voie d'un traité international contre la pollution plastique, avec le principe d'un instrument juridiquement contraignant. Cette rencontre était le résultat du tout premier accord mondial contre la pollution plastique signé par 175 pays en mars 2022 à Nairobi, au Kenya. Aujourd'hui, partout dans le monde, le constat sur la biodiversité est alarmant : jusqu'à un million d'espèces sont menacées d'extinction dans les prochaines décennies à cause de pollutions de toutes sortes.

De quoi renforcer Ahmed Yassin et ses co-équipiers dans leur volonté de militer, par tous les moyens, pour le respect de l'environnement car, selon lui, « chaque geste compte pour un avenir plus vert. »

De quoi renforcer Ahmed Yassin et ses co-équipiers dans leur volonté de militer, par tous les moyens, pour le respect de l'environnement car, selon lui, « chaque geste compte pour un avenir plus vert. »



Maroc : Maison Malake, la coopérative sociale qui révolutionne la noix de cajou



Le soir est tombé sur la médina de Marrakech. Des lanternes en fer forgé éclairent les rues étroites du souk, l'air ambiant dévoile des odeurs de safran et de menthe tandis que le bruit métallique des cymbales des porteurs d'eau se mélange joyeusement à l'effervescence des labyrinthes des rues commerçantes.

C'est ici, dans ce site classé au patrimoine mondial de l'Unesco, que Zineb Iraqi, entrepreneure sociale et co-fondatrice de la coopérative Maison Malake, vient chercher l'inspiration pour développer ses produits. Carrefour de civilisations et de routes commerciales depuis des siècles, Marrakech la fascine. « J'y vais souvent avec mes associés pour essayer de nouvelles saveurs et développer de nouvelles recettes », raconte-t-elle.







Depuis l'an dernier, Maison Malake produit des pâtes à tartiner à base de noix de cajou provenant de Guinée Conakry et d'ingrédients 100 % naturels, issus de l'agriculture biologique. Riche en protéines, en antioxydants, en cuivre et en magnésium, la noix de cajou est un aliment de choix avec un potentiel énorme mais encore peu connu.

L'idée de valoriser et de transformer la noix de cajou est venue à Zineb et à ses partenaires, Ali Akdim, Aïcha Bammoun, et Said Abdelkader El Figuigui, lors d'une visite d'une plantation d'anacarde - l'autre nom de la noix de cajou - en Guinée Conakry. Convaincus du potentiel de cette noix, les quatre amis ont alors décidé de fonder ensemble une coopérative sociale et lui ont donné le nom de « Malake », qui signifie « l'ange » en arabe classique.

Fiers de représenter une Afrique riche et diverse dans ses origines, ils ont ainsi voulu lui rendre hommage.

« Nous aimons l'Afrique et nous avons voulu donner du sens à notre action », explique Zineb.



Maison Malake s'applique à développer des partenariats durables sur l'ensemble de sa chaîne de valeur, depuis son réseau de producteurs et fournisseurs jusqu'à ses distributeurs et clients. La coopérative œuvre à la préservation et au développement des écosystèmes, tout en poursuivant une exploration continue vers l'innovation. Répondant à une démarche de « qualité pour tous », les produits de Maison Malake sont dorénavant disponibles sur l'ensemble du territoire marocain.



VOIR FILM



Si Maison Malake a pu rapidement se déployer au Maroc, c'est notamment grâce à Eden Souk, la première marketplace du pays dédiée aux produits bio et naturels. Une plateforme soutenue par la Banque africaine de développement à travers le fonds d'investissement Azur Innovation Fund(le lien est externe). Eden Souk veille à ce que les producteurs soient mieux rémunérés car le commerce équitable leur garantit de meilleures marges. Les consommateurs, qui recherchent des produits contrôlés, authentiques et de bien-être, sont rassurés par l'origine et la qualité des produits vendus en circuit court, ce qui limite de surcroît l'empreinte carbone. Azur Innovation Fund investment fund.



En Mauritanie, l'entreprise ATD s'illustre par sa dimension sociale



Du mythe de l'« American Dream » au rêve mauritanien. L'histoire de Lehbib Mohamed El Kory est celle d'un self-made-man qui a bâti sa réussite à force de travail. Parti de rien, il est aujourd'hui directeur général d'une société de 132 employés. Un joli parcours qui n'est dû ni à la chance ni au hasard.

Lehbib a grandi dans un quartier excentré de Nouakchott, la capitale de la Mauritanie. Sans travail ni ressources, le jeune homme propose à quelques amis de s'occuper du ramassage des déchets dans les rues avoisinantes.

« Nous avons commencé avec un âne et une charrette », raconte-t-il, sans se départir de son éternel sourire.





À l'issue d'un petit contrat de services avec la mairie, il enregistre son entreprise à la Chambre de commerce de Nouakchott : l'Agence des travaux divers (ATD) était née.

De la collecte des ordures, ATD étend son activité aux services de nettoyage et d'entretien de bureaux, dont ceux de la Banque populaire de Mauritanie (BPM), qui lui accorde son premier prêt de 700 dollars pour acquérir un véhicule et le matériel nécessaire, ouvrant la voie à une belle histoire d'entreprise.

VOIR FILM

Lehbib Mohamed El Kory répète à l'envi que sa réussite est due au travail et au soutien de la BPM qui lui a fait confiance et l'a aidé à exploiter au mieux son potentiel en lui accordant des crédits successifs, sans lesquels il n'aurait pas pu développer son entreprise.

Dans le but d'appuyer les efforts de la BPM, la Banque africaine de développement lui a accordé, en 2017,une ligne de crédit de sept millions de dollars sur cinq ans et, ce, dans le cadre de son Programme pour les PME en Afrique visant à soutenir les activités de prêt d'intermédiaires financiers locaux.



Le programme octroie des lignes de crédit standard à des intermédiaires financiers qui les rétrocèdent à leur tour aux petites et moyennes entreprises. Les ressources de la ligne de crédit sont notamment utilisées par la BPM pour financer des dizaines de projets dans l'industrie, les mines, la pêche, le commerce, le transport, les services, etc. Comme d'autres entreprises mauritaniennes, ATD, qui a bénéficié de ces facilités de crédit, a connu un succès remarquable.

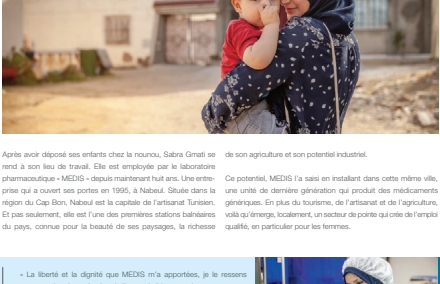
Conscient de sa responsabilité en tant que chef d'entreprise, Lehbid veut « donner du travail au plus grand nombre, tout en préservant l'environnement. » Il contribue au bien-être de sa communauté en employant des femmes, des jeunes, des personnes sans diplôme et en leur apprenant un métier. « ATD est comme une grande famille », se réjouit Lehbib, en prenant la pose avec ses employés devant un camion de la société.



Animé par la dimension sociale de son entreprise, bien plus que par le profit, le jeune dirigeant avance pas à pas, toujours à l'écoute d'opportunités susceptibles de consolider et développer son activité.

Entreprise aujourd'hui reconnue à Nouakchott, ATD est financièrement équilibrée et a presque entièrement remboursé ses emprunts. Parmi ses actifs, elle dispose de camions, d'outils et d'équipements pour la collecte des ordures, mais ce qui fait surtout la fierté de son directeur général, c'est qu'elle a pu offrir de l'emploi à des jeunes et des femmes. Car depuis le début de son aventure, Lehbib Mohamed el Kory est convaincu du que le travail donne de la dignité à chacun.

Tunisie : soutenir des entreprises locales pour renforcer l'attractivité des territoires



Après avoir déposé ses enfants chez la nounou, Sabra Gmati se rend à son lieu de travail. Elle est employée par le laboratoire pharmaceutique « MEDIS » depuis maintenant huit ans. Une entreprise qui a ouvert ses portes en 1995, à Nabeul. Située dans la région du Cap Bon, Nabeul est la capitale de l'artisanat Tunisien. Et pas seulement, elle est l'une des premières stations balnéaires du pays, connue pour la beauté de ses paysages, la richesse de son agriculture et son potentiel industriel.

Ce potentiel, MEDIS l'a saisi en installant dans cette même ville, une unité de dernière génération qui produit des médicaments génériques. En plus du tourisme, de l'artisanat et de l'agriculture, voilà qu'émerge, localement, un secteur de pointe qui crée de l'emploi qualifié, en particulier pour les femmes.

« La liberté et la dignité que MEDIS m'a apportées, je le ressens parce que je suis payée. Je suis libre car je fais ce que je veux avec mon argent. J'ai ma dignité car je ne tends pas la main et ne demande rien à personne. S'il n'y avait pas MEDIS à Nabeul, ou une entreprise équivalente, je serais sans emploi et je resterais à la maison. » explique Sabra Gmati.

Sur un tout autre plan, ce sentiment de fierté est partagé par le directeur général de MEDIS, Nabil Saadaoui. Son entreprise a été financée par la Banque africaine de développement, à travers le fond de capital développement AfricaInvest. « Ça nous a permis de développer nos activités, de devenir le premier laboratoire en Tunisie et d'être un des premiers employeurs de la région. Et ça a permis de donner de nouvelles perspectives aux enfants de la région. » explique Nabil Saadaoui. Entre 2005 et 2017, le nombre des employés du laboratoire a bondi de 150 %.

VOIR FILM



Et l'impact va au-delà la ville de Nabeul. Car grâce à cette production locale, la Tunisie a réduit sa dépendance aux importations de produits pharmaceutiques. Produire sur place est donc un réel avantage pour le pays. A l'Hôpital - Habib Tameur -, l'un des plus importants de Tunis, les effets se ressentent.



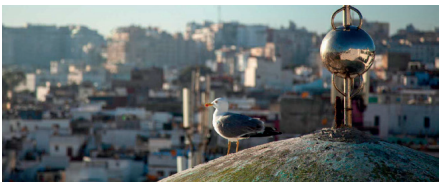
« Je suis responsable du service de neurologie dans cet hôpital. L'avantage d'avoir des laboratoires tunisiens, c'est d'abord l'accessibilité des produits. Le coût du traitement est aussi un avantage. Troisièmement, ce sont des médicaments qui sont aussi efficaces que les médicaments importés » conclue Dr Maher Chtourou, chef de service à l'hôpital « Habib Thameur ». Avant d'ajouter : « Je suis optimiste pour l'avenir de la santé publique en Tunisie parce qu'il y a plus de laboratoires qui font de la recherche et de l'innovation médicale. Cela contribue au développement du pays ».

Pour MEDIS, de nouvelles perspectives se sont ensuite dessinées pour ajouter encore plus de valeur ajoutée aux produits. "Le développement chez MEDIS passe bien évidemment par la production. [...] particulièrement dans les domaines d'activité de haute technicité et de valeur ajoutée et nous avons, fin 2017, inauguré la nouvelle unité d'oncologie et de bio similaire" se réjouit Nabil Saadaoui.

En appuyant les entreprises performantes, la Banque contribue à asseoir les conditions d'une croissance durable et partagée.



De l'eau pour demain : Tanger se mobilise pour l'or bleu



Aux premières lueurs du jour, Tanger la blanche s'éveille doucement. Les écoliers arpentent les artères de la vieille ville, la Médina, et croisent sur leur chemin la foule qui rejoint les bureaux et les quelques touristes matinaux.
Surplombant le détroit de Gibraltar, à la pointe nord du Maroc, Tanger est un espace cosmopolite, la porte d'entrée d'un grand continent, l'Afrique. Intemporelle, son ambiance attire, chaque année, des millions de touristes qui viennent sillonner ces ruelles pavées.



Au cœur de la Médina, la maison d'hôtes « Riad Saba » accueille les vacanciers avec le plus grand soin. Sur la terrasse, les hôtes profitent de la vue surplombant le port, en dégustant le savoureux petit-déjeuner préparé par Ibrahim Jalloul.

Originaire d'Oujda, ce jeune chef cuisinier est venu à Tanger, conscient des possibilités que la ville pourrait lui offrir. « Je suis arrivé ici car c'est une grande ville pleine d'opportunités, qui attire des touristes du monde entier avec son patrimoine culturel et gastronomique », relève Ibrahim Jalloul.



Pour ce jeune professionnel, les services essentiels y sont assurés, en particulier la disponibilité de l'eau. « Dans mon métier, l'eau est essentielle. Je l'utilise tous les jours, que ce soit pour la cuisine, la boisson ou pour nettoyer les aliments.

Elle est indispensable. Pourtant, je suis conscient qu'avoir de l'eau chaque jour, en permanence et au quotidien, est un véritable défi au Maroc. »

Comme de nombreux citoyens du Royaume, Ibrahim s'inquiète des effets des changements climatiques sur cette ressource vitale. Soumis à un climat chaud de type méditerranéen, la région bénéficie d'influences océaniques offrant un climat humide et tempéré.



Toutefois, depuis plusieurs décennies, ce profil météorologique est perturbé : les températures augmentent et les précipitations baissent, affectant la disponibilité de l'eau pour des millions d'habitants de la métropole.

La région, en pleine expansion économique, attire de nombreuses industries, et connaît aussi une véritable explosion démographique. Les besoins en eau augmentent et font peser une forte pression sur les gestionnaires de la précieuse ressource.

L'État marocain a pris la mesure de cette nouvelle donne il y a déjà plusieurs années en lançant le Programme national pour l'approvisionnement en eau potable et l'irrigation (PNAEPI) 2020-2027.



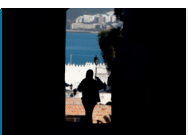
À travers l'Office national d'électricité et de l'eau potable (ONEE), le gouvernement investit dans de nombreuses infrastructures pour sécuriser, renforcer et optimiser la ressource en eau, avec le soutien de la Banque africaine de développement. La métropole tangéroise en a bénéficié avec un ouvrage réalisé en 2023 : une prise d'eau brute au niveau du barrage d'Ibn Battouta.

VOIR FILM

Construite à la fin des années 1970, cette retenue d'eau a vu son niveau baisser depuis plusieurs années. Les prises d'eau brute diminuant en volume, il s'agissait d'optimiser la ressource. En effet, jusqu'à présent, l'eau brute du barrage s'écoulait jusqu'à la station de traitement de Mharhar en empruntant le lit de l'Oued éponyme. Ce parcours, à ciel ouvert, entraînait des pertes, notamment à cause de l'évaporation. Pour remédier à cette situation, une conduite d'eau de onze kilomètres a été construite afin d'optimiser la ressource.

Le message est clair : il faut préserver, à tout prix, l'eau au Maroc, dans les conditions climatiques actuelles et à venir. Cette philosophie est partagée par la Banque africaine de développement qui soutient le Maroc à poursuivre son élan. La première institution de financement du développement en Afrique a ainsi appuyé l'ONEE en finançant ce projet à hauteur de dix millions d'euros. Une somme qui vient s'ajouter à l'enveloppe globale de 1,2 milliard d'euros déjà investie au Maroc dans le secteur de l'eau.





Ces investissements sont indispensables pour améliorer les conditions de vie des populations bénéficiaires et porter le développement socio-économique de la région sur le long terme. Comme se plaît à le rappeler Ibrahim, notre jeune chef, « Pour moi l'eau, c'est la vie. S'il n'y avait pas d'eau, il n'y aurait pas de vie. »

Ce projet, parmi de nombreux autres, révèle la vision avant-gardiste du Maroc dans le domaine de l'eau : une vision de progrès et de croissance partagée.

L'eau pour tous en Mauritanie



Le doux murmure de l'eau qui coule dans les sillons du petit jardin de Binetou Essid, est un son jadis rare à El Menzah. Dans ce village du sud de la Mauritanie, pays sahélien au climat particulièrement rude, cultiver des légumes était mission impossible pour Binetou. Au bruit se joint le geste : celui d'arroser quelques plants d'aubergines, de haricots, de piments et d'oignons.

Il y a encore quelques mois, cette jeune mère de trois enfants devait marcher de longues heures pour trouver de l'eau. Et s'il se trouvait que le puits était inexploitable ou avait tari, il fallait parcourir des kilomètres supplémentaires. « L'eau était si rare que je ne pouvais donner des bains réguliers à mes enfants, soupire-t-elle. Boire cette eau leur causait souvent des maux de ventre et des diarrhées. »

Mais, depuis un an et demi, Binetou dispose d'un robinet d'eau courante devant sa maison. Elle a désormais de l'eau potable en « abondance » et n'a plus de crainte pour la santé de ses enfants. Sereine, elle peut consacrer de l'énergie à sa maison ainsi qu'à son jardin potager. Parfois, elle vend même son surplus de légumes au marché et engrange de petits revenus. Ces « quelques seaux d'eau ont changé ma vie », se réjouit-elle.



VOIR ITW



À El Menzah, une centaine de robinets ont été installés depuis 2019. Pour puiser l'eau, le sol a été foré jusqu'à 120 mètres de profondeur. Une pompe à énergie solaire a ensuite été installée pour acheminer « l'or bleu » jusqu'à un château d'eau flambant neuf, qui le redistribue à de nombreuses familles.

Dans ce petit bourg, où la population vit de l'agro-pastoralisme, c'est un véritable soulagement après plusieurs années de sécheresse. D'autant plus que des stations hydrauliques pastorales ont émergé pour abreuver le bétail, sans conflit d'utilisation avec l'eau potable.

Depuis 2013, dans les trois régions mauritaniennes du Brakna, de Gorgol et de Tagant, 17 forages, 34 réseaux d'adduction d'eau potable et plusieurs châteaux d'eau ont été construits ou rénovés dans le cadre des activités du Projet national intégré pour le secteur de l'eau en milieu rural (PNISER).

Mis en œuvre grâce à un financement de près de neuf millions de dollars américains de la Banque africaine de développement, ce programme améliore la qualité de vie des populations rurales. Alors que le projet s'achève, plus de 120 000 personnes ont désormais accès, en abondance, à une eau de qualité.

Mettre fin à la défécation à l'air libre

Afin d'améliorer les conditions d'hygiène, le PNISER intègre également un volet dédié à l'assainissement. Son objectif : accompagner les populations à mettre fin à la défécation à l'air libre par le biais de campagnes de sensibilisation et la construction de toilettes individuelles et collectives. Ainsi, 140 villages ont été labellisés « FDAL » (Fin de la défécation à l'air libre). Les maladies liées à l'eau, comme la diarrhée, qui auparavant affectaient les enfants, sont maintenant de vieux souvenirs.

Une fois l'eau disponible et les infrastructures installées, la priorité a consisté à libérer le potentiel économique, en particulier celui des femmes, alors soumises à la corvée d'eau.

En créant vingt périmètres maraîchers alimentés par des forages, le projet a incité les femmes à se regrouper pour cultiver en collectivité. À Mbahé, village situé dans la vallée du fleuve Sénégal, plus de 260 femmes ont ainsi créé la bien nommée coopérative « Pellital » - (la « détermination » en dialecte pular).





Là, sous une chaleur accablante, les femmes transportent seaux, bassines et arrosoirs, remplis d'eau à ras bord, pour y cultiver de quoi offrir à leurs enfants une alimentation variée et équilibrée. « Quand il y a un surplus, nous le vendons au marché, précise Kadiata Youssouf Ba, la vice-présidente de la coopérative. Ce petit revenu nous permet d'acheter des habits et des fournitures scolaires pour nos enfants et de construire nos maisons pour vivre décemment. »

Cet espace est aussi devenu un lieu de convivialité et de solidarité. Souvent, les femmes profitent d'un moment de répit, à l'ombre du grand acacia, pour se projeter : « ce forage renforce notre détermination. Dans l'avenir, nous voulons faire plus, cultiver le reste du périmètre », ajoute Kadiata.



Multidimensionnel dans son approche, le PNISER a contribué, sur le plan institutionnel, à définir la Stratégie nationale pour la mobilisation des ressources en eau. Le gouvernement mauritanien ambitionne de fournir de l'eau à l'ensemble de la population à l'horizon 2030 dans le but d'améliorer les conditions de vie et de libérer le potentiel dans les zones rurales.

L'eau n'est pas seulement nécessaire à la vie. Essentielle pour le développement humain, elle est l'une des conditions les plus élémentaires à tout type de développement durable. En assurant un accès à l'eau à des millions d'Africains, la Banque africaine de développement consolide les bases d'une croissance inclusive et durable.

DataPathology : l'intelligence artificielle pour lutter contrel e cancer du col de l'utérus



Le soleil se lève sur El Jadida, cité fortifiée du sud-ouest du Maroc baignée par l'océan Atlantique. Hicham El Attar, médecin pathologiste, est déjà au travail. Co-fondateur de DataPathology(le lien est externe), il analyse et diagnostique des images 3D pour détecter la moindre cellule qui indiquerait un cancer du col de l'utérus.

Il y a quelques années, la mère de Hicham El Attar a été emportée par un cancer du col de l'utérus, le deuxième le plus fréquent chez les femmes. Une perte tragique qui l'a décidé à agir pour déployer un service efficace et accessible aux praticiens et aux patients afin de lutter contre ce fléau de santé publique.

En collaborant avec Mohammed El Khannoussi, consultant en systèmes d'information et en data, il parvient à concevoir une solution. Ensemble, ils fondent DataPathology en 2020, une start-up « Medtech » spécialisée en pathologie médicale. Alliant diagnostic pathologique et numérisation des données, la société utilise l'intelligence artificielle et les technologies de traitement d'images afin d'analyser les échantillons de tissu et de détecter avec précision les signes de cancer.



Permettant d'accélérer le processus de diagnostic et de réduire les risques d'erreur humaine, DataPathology lutte contre le manque ou la détection tardive du cancer du col de l'utérus chez les patientes, au Maroc comme sur le continent, grâce à des systèmes de dépistage de dernière génération et un réseau de laboratoires connectés.

VOIR FILM



DataPathology a mis en place la solution « AI-PAP », un processus complet allant de la distribution d'un kit médical de prélèvement à une plateforme numérique. Cette solution vise à enregistrer, analyser et diagnostiquer les résultats dans l'un des nombreux laboratoires connectés au réseau.

Facile d'accès et d'utilisation, le service offre aux gynécologues, médecins généralistes, sages-femmes ou aux laborantins, la possibilité de faire le prélèvement eux-mêmes et d'augmenter ainsi le nombre de patientes testées. Grâce au kit fourni, ils effectuent le prélèvement cervico-vaginal sur place, inscrivent le code patient associé sur la plateforme numérique développée par DataPathology et transmettent les prélèvements. S'ensuit alors une batterie de tests avant que le diagnostic final soit partagé avec le médecin traitant. Le tout réalisé en l'espace de deux à trois jours.

« La plateforme que nous utilisons peut traiter jusqu'à 250 tests par jour, ce qui est extraordinairement plus important. Par le passé, seulement une dizaine de cas par jour pouvaient être traités. Nous pouvons le faire grâce à l'intelligence artificielle et la numérisation des données », explique docteur El Attar.



Travaillant avec de nombreux partenaires, DataPathology s'efforce continuellement de rendre le test de dépistage le plus accessible possible. « Il y a un impact à la fois économique et un impact de survie car un test de dépistage qui coûte 100 dollars peut vous éviter de traiter un cancer qui vous coûterait bien plus que ça, dans les 10 000 à 20 000 dollars. Nous espérons que ce test sera un jour gratuit », avance Hicham El Attar

Toutefois, avant le recours au dépistage que les femmes peuvent effectuer dès l'âge de 25 ans, la vaccination demeure une étape déterminante. L'Organisation mondiale de la santé (OMS), dans le cadre de son plan d'élimination du cancer du col de l'utérus d'ici à 2030, s'est fixée l'objectif de vacciner 90 % des jeunes filles, de dépister 70 % des femmes actives et de traiter 90 % des femmes atteintes d'un cancer établi.



Cependant, si un vaccin existe afin de prévenir le cancer du col utérin lié au papillomavirus, son diagnostic fait face à des contraintes en Afrique. Pour le docteur El Attar, « mettre en place des stratégies intégrant à la fois les secteurs public et privé, la Banque africaine de développement, les banques privées comme les assurances, c'est-à-dire tous les acteurs, serait la direction la plus efficace à prendre ».

Grâce à son approche novatrice, DataPathology travaille actuellement à l'implantation de laboratoires connectés sur l'ensemble du territoire marocain mais aussi à Kinshasa, en République démocratique du Congo et à Dakar, au Sénégal.

Pour favoriser son expansion en Afrique, la start-up a, en juin 2023, levé un million de dollars auprès du fonds Azur Innovation(le lien est externe) soutenu par la Banque africaine de développement.



Plus que déterminé, Hicham El Attar veut « continuer à renforcer l'accès aux soins de qualité et à sauver des vies en diagnostiquant plus tôt les cancers ».

Égypte : la station de traitement d'eaux usées d'Abou Rawash, modèle de développement durable



À 8 km au nord-ouest des pyramides de Gizeh, la rive occidentale du Nil abrite le site archéologique d'Abou Rawash. À deux pas, se trouve l'une des plus grandes stations de traitement des eaux usées du monde, un modèle en termes de respect de l'environnement au regard des Objectifs de développement durable des Nations unies.



Paknam Mohamed est diplômée en ingénierie civile de l'université Ain Shams du Caire. Chargée de superviser la construction des installations de la station, elle se dit « honorée » de participer à ce grand projet : « Ici, nous protégeons la santé des Égyptiens, nous nous assurons que le Nil n'est pas pollué, nous préservons la biodiversité et fournissons de l'eau propre aux agriculteurs », explique-t-elle. Et d'ajouter : « Je suis fière de contribuer à un avenir propre pour les générations futures. »

Dans le cadre de sa stratégie de développement durable « Vision 2030 », lancée dès 2015, le gouvernement égyptien définit la réutilisation des eaux usées comme une priorité stratégique pour sécuriser les ressources en eau du pays. Traiter les eaux usées permettrait, notamment, de s'en servir pour l'irrigation (arboriculture) et de répondre aux besoins en eau de l'industrie.

VOIR FILM

Pour ce faire, tout en respectant l'environnement, l'Égypte, pays hôte de la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP27) en 2022, a lancé un mégaprojet, la station de traitement d'Abou Rawash (ARWWTP). Sa construction a été soutenue par la Banque africaine de développement à hauteur de 150 millions de dollars américains.

« Ici, nous avons la deuxième plus grande station de traitement d'eaux usées du pays et l'une des dix premières au monde, assure Esam Awad, son directeur général. Aujourd'hui, elle fournit une eau dix fois plus propre qu'elle ne l'était auparavant. Elle couvre les besoins en assainissement de neuf millions d'habitants du Grand Caire, en traitant 1,6 million de mètres cubes d'eaux usées par jour. »

La mise en service de la station a, non seulement amélioré les conditions de vie des habitants du Grand Caire, mais aussi créé près de 150 emplois sur site et des opportunités pour de nombreuses entreprises opérant dans différents secteurs d'activité.

L'Égypte est l'un des pays africains à la croissance démographique la plus rapide, ce qui entraîne – entre autres – une forte hausse du volume d'eaux usées à traiter, notamment dans la mégalopole du Caire. La quantité d'eaux usées que doit traiter la station d'Abou Rawash a même dépassé 1,6 million de mètres cubes par jour et devrait atteindre les 2 millions m³ dans les prochaines années. Selon l'étude d'impact environnemental et social publiée par la Banque africaine de développement, il faudrait augmenter la capacité moyenne de la station ARWWTP de 400 000 m³ par jour dans les activités de prétraitement, traitements primaire et secondaire, et chloration des eaux usées.

« Les changements climatiques n'attendent pas, il faut donc agir à grande échelle », affirme Esam Awad, qui souligne l'importance d'un tel projet pour l'Égypte, qui offre une solution dans la lutte contre les effets des changements climatiques.

Le projet d'Abou Rawash s'inscrit dans le cadre stratégique de la Banque africaine de développement en faveur d'un développement efficace, inclusif et durable, qui mise sur une gestion intégrée des ressources en eau. Il répond également aux "High 5" de la Banque (les cinq priorités stratégiques), puisqu'il contribue au développement d'infrastructures indispensables pour nourrir une croissance inclusive et verte, accroître la production agricole et améliorer la qualité de vie de la population.





L'Égypte et le Groupe de la Banque africaine de développement sont partenaires depuis plus d'un demi-siècle. Une centaine d'opérations ont été déployées sur le territoire égyptien depuis, mobilisant plus de 6 milliards de dollars dans de nombreux secteurs stratégiques.

En Tunisie, le tout numérique ouvre un nouveau champ des possibles pour le renouveau du service public



Dans la grande salle d'attente de la Caisse nationale de la sécurité sociale (CNSS), au centre de Tunis, le silence règne. Les sièges en plastique vert sont à moitié occupés, tout comme les guichetiers qui attendent patiemment la venue du prochain assuré.

La CNSS, c'est l'institution publique en charge des prestations sociales pour les employés et les travailleurs non salariés. Des pensions de retraite aux prestations de soins, en passant par les allocations familiales, ce service public est au cœur des préoccupations des travailleurs et des employeurs.



Habituellement grouillante, l'ambiance ici a changé. Quelque chose d'inhabituel semble s'être produit. Ce calme inédit n'est pas un hasard et n'est pas non plus une conséquence de la crise sanitaire. Nabil Henchir, ingénieur en charge de la planification, des méthodes et de la veille technologique à la CNSS décrypte : « en 2019, la caisse a fait un grand pas dans la digitalisation. Avant, un artisan devait passer au bureau pour payer sa cotisation en espèces ou en chèque, ce qui nécessitait plusieurs semaines avant la prise en charge de sa demande. Mais maintenant, en seulement deux minutes, il règle sa cotisation par carte bancaire sur notre site web ».



Voilà la raison pour laquelle, le lieu s'est, petit à petit, mis à sonner creux : le numérique. Désormais, les assurés et les entreprises peuvent à la fois payer et consulter en ligne leurs prestations sociales. Ils peuvent également télécharger leur attestation via un QR code incorporant le sceau électronique de la CNSS. « Avant, il fallait plusieurs semaines pour saisir, contrôler et valider. Le numérique n'est plus un confort, c'est une nécessité », poursuit Nabil.

Ces mots font écho aux ambitions de l'administration publique, qui, depuis 2016, a pris le virage du numérique en lançant le plan « Tunisie Digitale 2020 ». Ce projet a pour objectif de placer la Tunisie comme référence internationale dans le domaine du numérique en faisant des nouvelles technologies de l'information et de la communication un important levier de développement socio-économique du pays à travers le déploiement, à grande échelle, de l'administration électronique.

Pour Sanâa Haouari, directrice générale au ministère tunisien des Technologies et de la communication et experte en transformation digitale, cela passe par « la mise en place de services administratifs en ligne, de systèmes d'information sectoriels, d'un système d'identifiant numérique unique et d'une plateforme d'échange de données, ainsi que l'amélioration de la connectivité dans les établissements publics ».



Avec un financement de 71 millions d'euros déployé par la Banque africaine de développement en 2018, le projet « Tunisie Digitale », poursuit son chemin. Cela représente plus de la moitié du budget total. Conscient que cette transformation améliorerait à la fois l'économie et les conditions de vie des tunisiens, la Banque souhaitait libérer le potentiel du numérique pour améliorer davantage le service public rendu à la population sur l'ensemble du territoire. Paradoxalement, le numérique rapproche l'État des citoyens. Il leur facilite l'accès à leurs droits. C'est le cas de Karim Essifi, gérant d'un magasin de pièces de rechange : « maintenant que tout se fait en ligne, nous avons gagné en sûreté et en efficacité. Le temps que nous perdions dans l'administratif, nous le consacrons maintenant à notre activité ».

Numériser les services publics est un projet complexe, un chantier d'envergure. Durant la pandémie, il fut ainsi mis à l'épreuve du feu : alors que le confinement se prolongeait, le gouvernement soutenait les citoyens et les entreprises par le versement d'aides sociales. Mais comment parer à une telle urgence quand il faut se déplacer pour toucher ses aides ? Impossible sans une administration numérique. « Notre transformation digitale a généré une vaste base de données que nous avons partagée, en début de pandémie, avec les autorités en charge des aides aux entreprises. Sans cette rapidité d'exécution, beaucoup de firmes auraient mis la clé sous la porte », s'exclame le responsable de la CNSS.



Le pays du jasmin a ainsi choisi la voie de la modernité et de l'innovation. À court terme, les services publics vont continuer d'ouvrir le chemin : « bientôt, nous allons mettre en ligne de plus en plus de services comme l'immatriculation et l'affiliation des entreprises, le suivi des pensions, etc. Le numérique, c'est l'avenir. Tout le monde y adhère et il n'y pas d'autre option. Nous devons passer par là », nous confie Nabil, enthousiaste. Et il n'a pas tort. En montrant l'exemple, les services publics simplifient les tracas du quotidien et améliorent le vivre ensemble en favorisant un nouvel état d'esprit : celui de l'innovation que porte la Banque africaine de développement pour faire la différence.

En Mauritanie, l'inclusion financière libère le potentiel des entrepreneurs



« Je suis sortie de la pauvreté. Je n'ai plus peur de retomber dans la précarité car, comme on dit chez nous : celui qui a été mordu une fois par le serpent, la corde lui fait peur. » Devant son salon de beauté, dans le quartier historique du Ksar à Nouakchott, la gérante, Khadijetou Diallo, se plaît à évoquer les épreuves qu'elle a dû surmonter pour en arriver là aujourd'hui : « J'ai été mariée jeune et j'ai eu cinq enfants, à qui j'ai consacré tout mon temps… si bien que je n'ai jamais fait d'études. » Alors, quand elle a divorcé, elle a dû assumer une partie des charges de la famille.

Elle a enchaîné les emplois précaires avant de gagner sa vie comme coiffeuse à domicile et de créer sa propre affaire. Aujourd'hui, onze ans ont passé après sa séparation, et sa petite boutique fourmille de clientes en quête de la dernière coiffure à la mode ou d'un cosmétique de qualité. Le futur ne lui fait plus peur. Au contraire, elle se projette dans l'avenir et rêve de s'agrandir.

Pour arriver à une telle réussite, la jeune femme s'est battue, portée par l'espoir de jours meilleurs pour ses enfants. Mais dans l'entrepreneuriat, la volonté seule, parfois, ne suffit pas. Alors, elle a trouvé auprès du Groupement féminin d'épargne et de crédit (GEFEC) l'aide dont elle avait besoin : « Grâce au groupement, j'ai pu faire cinq petits emprunts à un taux avantageux. J'ai acheté du matériel et de la marchandise. Sans eux, je n'aurais jamais pu obtenir de crédit car je ne présentais aucune garantie solide. »





Le GEFEC fait partie de la famille des institutions de microfinance (IMF). Ces organisations offrent presque exclusivement des services financiers de proximité, afin de promouvoir l'activité économique des populations à faible revenu, qui n'ont généralement pas, ou peu, accès au secteur bancaire formel. Cette institution a soutenu quelque 5 000 entrepreneurs jusqu'à présent. Entre 2008 et 2014, sur l'ensemble du territoire mauritanien, les IMF se sont multipliées. La raison est simple : la volonté partagée du gouvernement mauritanien et du Groupe de la Banque africaine de développement de renforcer le secteur privé en donnant aux entrepreneurs un accès au crédit, en particulier, des jeunes et des femmes cheffes de ménage. La Banque a ainsi financé le Projet de renforcement des capacités des acteurs de la Microfinance (PRECAMF) à hauteur de 5,7 millions d'euros via le Fonds africain de développement, le guichet de financement concessionnel du Groupe.



Grâce au projet, l'histoire de Khadijetou Diallo n'est pas isolée. On estime à plus 270 000 le nombre de personnes qui ont pu bénéficier d'un emprunt via une IMF. C'est un chiffre conséquent, dont on peut multiplier les impacts directs et indirects sur l'emploi. « Ces micro-entrepreneurs sont insérés dans une population active, pérenne, productive », nous confie Zeidane Moulay Zein, coordinateur du projet. « Ils nourrissent un écosystème dynamique et aident à changer les mentalités. Ainsi, ils participent au développement social et économique du pays. »

En améliorant l'environnement de la microfinance et en renforçant un système de financement décentralisé, le PRECAMF a permis l'émergence ou la consolidation de 70 IMF, en zones urbaines et rurales. Résultat : en quelques années, une myriade de nouvelles microentreprises ont vu le jour, de la transformation de produits agricoles en passant par les services à la personne, tous les secteurs d'activité ont été concernés.

Aujourd'hui, ces entreprises sont, pour la plupart, toujours sur pied et continuent de croître. Le secret de cette durabilité ? La formation. En effet, l'un des avantages de ce projet est d'avoir associé à l'accès au crédit des formations en gestion. « Le plus

important que j'ai retenu de ces formations, c'est que je dois investir l'argent que je gagne dans la famille et dans l'entreprise », souligne Khadijetou Diallo.

Et le reste constitue l'épargne de la jeune entrepreneuse au sein du GEFEC. Elle espère, dans un avenir proche, pouvoir offrir des études à ses enfants : « mon aîné passe le bac, il veut devenir médecin. Les cadets veulent aider les autres, travailler dans l'humanitaire ou dans la santé. Je suis fière et heureuse car je leur ai donné l'envie de réussir. Sans prêts, sans formation, ça aurait été plus difficile, j'aurais pu me retrouver à la rue. »

Aujourd'hui, Khadijetou Diallo emploie deux coiffeuses à temps plein et recrute souvent des intérimaires qu'elle forme et qui, peut-être un jour, à leur tour, décideront de créer leur petite entreprise.

En Mauritanie, avec le soutien de la Banque africaine de développement, c'est donc un véritable défi qui est en passe d'être remporté : celui de l'inclusion financière des petites et moyennes entreprises, de leur croissance pour plus d'emplois et de progrès social.

Pour Khadijetou Diallo, l'avenir est en construction et il commence, dès l'an prochain, avec l'organisation de son mariage.



Au Maroc, la start-up EdenSouk valorise les produits du terroir dans une logique de développement durable



Du conseil à l'entrepreneariat. En 2017, le fondateur d'EdenSouk (le lien est externe), Amine Slimani, réalisait des missions de conseil auprès de coopératives agricoles lorsqu'il a eu l'idée de créer une plateforme en ligne pour leur ouvrir la vente directe aux consommateurs sans passer par des intermédiaires. « D'une part, les producteurs sont mieux rémunérés car le commerce équitable leur garantit de meilleures marges. D'autre part, les consommateurs, qui recherchent des produits contrôlés, authentiques et de bien-être, sont rassurés par l'origine et la qualité des produits vendus en circuit court, ce qui limite en plus l'empreinte carbone », souligne Ayoub Mesbahi, directeur informatique et co-fondateur d'EdenSouk.

Fondée il y a six ans à Casablanca sous le nom « Épicerie Verte », la jeune entreprise est la première marketplace dédiée aux produits bio et naturels au Maroc. Elle prend également en charge l'acheminement des produits vers les clients. « En incluant la logistique, notre marge est de 20 à 25%, et le revenu du petit agriculteur est, lui, multiplié par huit ! », ne manque pas de préciser Flavia Galloni, directrice générale d'EdenSouk. Près de 95% des producteurs qui travaillent avec la start-up sont des petits producteurs marocains.



La start-up a un modèle de développement basé sur la promotion des produits du terroir et la possibilité offerte aux coopératives locales de commercialiser leurs produits en ligne, au Maroc et à l'étranger, sous la bannière « Made in Morocco », dans un modèle de développement durable et responsable. Fort de cinq collaborateurs à l'origine, le projet démarre véritablement en février 2018 avec les premières livraisons effectuées à partir d'une plateforme simple d'accès car intuitive. « Epicerieverte.ma ». Six mois plus tard, l'offre s'élargit aux produits frais, en partenariat avec des fermes de culture organique.

La livraison de légumes et fruits est réalisée à Casablanca et Marrakech dans un premier temps. Entre 2019 et 2020, la start-up

VOIR FILM

lance des applications mobile Android et IOS téléchargeables gratuitement. Le chiffre d'affaires de la start-up progresse 2023, notamment grâce au lancement du site web à l'international, en commençant par le marché français. L'effectif d'EdenSouk est aujourd'hui de 13 collaborateurs.



En mai 2021, la jeune entreprise lève l'équivalent de 810 000 dollars en ouvrant son capital au fonds d'investissement Azur Innovation Fund(le lien est externe) soutenu par la Banque africaine de développement. Objectifs : répondre à la croissance de son activité et faire face aux défis technologiques, logistiques et environnementaux.

« Azur Innovation nous a permis, entre autres, d'être accompagnés par des experts, notamment pour notre croissance à l'international. Puisque nous livrons dans l'ensemble du territoire marocain, notre ambition est d'exporter les produits agricoles du terroir comme l'huile d'argan et le miel qui marchent le mieux, ainsi que les produits de l'artisanat. Nous avons d'abord pensé aux pays européens car il y a une demande identifiée, et nous étudions les perspectives d'élargissement à d'autres zones géographiques », explique Flavia Galloni.





Soucieuse de limiter son impact environnemental, EdenSouk favorise les circuits courts, opère en tant que dépôt-vente avec les vendeurs de la marketplace afin de réduire la logistique, et a mis en place des systèmes de consigne avec les producteurs et les clients qui reçoivent en retour des bons d'achat.

Une logique de développement durable récompensée à plusieurs reprises : EdenSouk a reçu, en 2018, le prix du projet « Green Logistics » aux Moroccan Logistics Awards(le lien est externe), concours organisé par l'Agence marocaine du développement de la logistique, avant d'être classée troisième meilleur projet logistique européen lors des European Logistics Awards 2019. Entre-temps, l'entreprise a remporté le prix du « Future Agro Challenge Maroc 2019 (le lien est externe)», la consacrant start-up la plus innovante dans le secteur agricole au Maroc.



Egypte : Gabal El-Asfar, un projet modèle de développement durable



La lueur rosée de l'aurore a laissé place aux éclats du soleil. Abel Gaber, lui, ne profite pas du spectacle qu'offre le Caire en cette matinée de printemps. Ingénieur agronome, la cinquantaine, il est bien trop occupé à gérer son exploitation agricole de 130 hectares et à superviser les employés qui y travaillent.



Dans le paysage égyptien, sa ferme est singulière, située au Caire, dans le gouvernorat de Al Qalyubia. Elle est expérimentale. Lui-même l'explique: « Cette ferme est irriguée au moyen d'eaux usées traitées. L'eau provient de la station d'épuration voisine », celle de Gabal El-Asfar, qui est mitoyenne.

Conçue pour protéger les écosystèmes et les ressources en eau, la station d'épuration de Gabal El Asfar a été financée à hauteur de 58 millions de dollars américains par la Banque africaine de développement. Chaque jour, elle traite 2,5 millions de m3 d'eaux usées au bénéfice de 12,5 millions d'habitants. Dans sa catégorie, elle est aujourd'hui la plus importante en Afrique et au Moyen-Orient.

VOIR FILM

La station a ainsi contribué au développement de l'activité économique, notamment de l'agriculture. « Les eaux usées sont perdues si elles ne sont pas traitées. Cette eau traitée, nous en tirons une réelle opportunité en l'utilisant pour irriguer des terres agricoles, créer des engrais biologiques et produire de l'électricité en exploitant le gaz émanant des boues d'épuration », énumère Heba Moustafa, responsable de la maintenance électrique à la station.



Ce système innovant réduit l'empreinte carbone de la station ainsi que sa consommation en électricité. Cette dernière « comporte cinq générateurs alimentés par ce type de gaz qui produisent jusqu'à 60% de l'électricité nécessaire au fonctionnement des installations », précise la trentenaire.



Pour Abel Gaber, l'expérience est un franc succès. « Nous prévoyons de créer une nouvelle exploitation dans une autre région car cette expérience est une réussite. La production annuelle sur un demi-hectare est de 9 tonnes de fruits. Nous voulons économiser de l'eau. Aussi, nous souhaiterions voir plus de stations d'épuration comme celle-ci afin de rendre l'eau accessible aux exploitations à travers le pays », se réjouit-il.

« Ce projet est unique car il s'agit de la première station de traitement de boue en Égypte. De nombreuses stations tentent de suivre cet exemple en traitant la boue et en produisant du gaz, pour finalement produire de l'électricité », témoigne Abdel Wahab Helmy, chef de projet, qui a travaillé à l'élaboration et à la mise en place de la station de Gabal El Asfar. « Ce projet est très complexe. Nous avons reçu de la Banque africaine de développement à la fois l'assistance technique et le soutien financier dont nous avions besoin. Nous regardons dans la même direction », conclut-il.

L'eau est le préalable à toute forme de développement économique et social en Afrique. Protéger cette ressource rare en préservant l'environnement est une priorité de la Banque qui œuvre à améliorer les conditions de vie de millions d'Africains sur le continent.





En Tunisie, l'horizon s'ouvre aux jeunes femmes qui ont l'audace d'entreprendre



Marchant en silence dans le désert, Safa Jaouadi va à la rencontre d'un monde infini, où changer de perspective redevient possible. Elle embrasse du regard les dunes de Tozeur, ville symbole du Grand Sud tunisien, aux portes du Sahara. Safa rêve simplement d'eau, une ressource rare dans un paysage à la beauté fascinante, qui rayonne en silence. Cette rareté, la jeune ingénieure en hydraulique a réussi à la capter pour permettre aux habitants de sa région d'y avoir accès, grâce à son savoir-faire.





Face à ces terres qui ont vu naître son aventure, elle se souvient de ses premiers pas, fruits, selon elle, d'un heureux hasard. « Tout a commencé quand une cliente, rencontrée par hasard, a sollicité mes conseils pour trouver de l'eau dans sa parcelle. Son mari avait commencé à creuser un puits mais s'était arrêté à mi-chemin, concluant qu'il ne donnerait absolument rien », se remémore Safa.

VOIR FILM

Après une série de calculs précis sur son ordinateur, elle a pu localiser la nappe phréatique. Le site qu'elle a identifié a donné de l'eau, en abondance et de qualité. « Depuis cette première mission réussie, le foreur recommande systématiquement à ses clients de me consulter avant de lancer les forages », sourit la jeune femme. Ainsi, petit à petit, le bouche-à-oreille a fait son chemin et Safa a commencé à décrocher des projets dans les régions voisines.



Safa fait partie des milliers d'entrepreneures bénéficiaires de « Raeda », un programme national de promotion de l'entrepreneuriat féminin en Tunisie, piloté par le ministère de la Femme et soutenu par la Banque africaine de développement, en partenariat avec la Banque tunisienne de solidarité (BTS).



Safa Jaouadi a réussi à concrétiser son projet sans avoir à quitter Tozeur, sa belle région natale. Elle poursuit aujourd'hui son parcours professionnel et compte faire davantage prospérer son activité : « J'aspire à développer mon projet. Je veux remporter des marchés publics et élargir mon offre de services en proposant de nouvelles prestations comme le carottage, entre autres », affirme-t-elle.

L'ambition, c'est aussi le trait de caractère de Rym Amri. Après des études en biologie et plusieurs expériences dans des laboratoires à Tunis, elle revient en 2018 dans sa ville natale, Sidi Bouzid. Motivée également par l'ambition et la volonté de revenir aux côtés de sa maman, qui vit seule. « Compte tenu de mon expertise et du caractère agricole de ma région, mon idée initiale était de me lancer dans une activité d'extraction d'huiles essentielles.

Mais en sondant un peu plus ce marché, j'ai changé d'avis, raconte la jeune biologiste. J'ai finalement décidé de combiner mon activité de produits bio avec de la parapharmacie et l'idée a été bien accueillie par les clients ».





En 2018, Rym ouvre le tout premier magasin spécialisé dans la vente de produits parapharmaceutiques bio. Le succès n'a pas tardé et la jeune femme a vu la demande pour ses articles monter en flèche, notamment celle en provenance d'Algérie, pays voisin. Sidi Bouzid est en effet, située au centre-ouest de la Tunisie, frontalier de l'Algérie. « Aucun obstacle n'a pu me freiner. Au contraire, j'ai vu les portes s'ouvrir à moi petit à petit. Et avec la demande croissante venant de l'Algérie, j'ai l'intention, grâce au e-commerce, de m'ouvrir davantage au marché africain », s'enthousiasme Rym.



Symboles d'une jeunesse tunisienne déterminée à réaliser ses rêves, Safa et Rym ne sont pas les seules jeunes femmes à avoir bénéficié du soutien du programme « Raeda ». Depuis son lancement, quelque 4 500 femmes, dont quasi 30 % de diplômées du supérieur, ont pu lancer leur entreprise, créant plus de 7 000 nouveaux emplois. Au total, une enveloppe de 40 millions de dinars tunisiens a bénéficié à de nombreuses jeunes femmes de différents horizons et dans plusieurs secteurs. « Raeda » couvre notamment l'agriculture, l'artisanat et les services, en particulier dans l'ouest et le sud du pays.



Lancer son entreprise est sans doute l'une des aventures les plus risquées et les plus audacieuses. Mais, avec de la volonté, on peut aller loin. Safa et Rym l'ont démontré. Elles sont aujourd'hui les visages de cette jeunesse africaine qui ose, entreprend et crée. Une jeunesse au cœur des priorités de la Banque africaine de développement qui, chaque jour, agit pour faire de l'Afrique une terre de progrès et d'innovation.



En Mauritanie, la Banque africaine de développement donne de l'élan aux jeunes et femmes entrepreneurs pour réussir l'après-crise



Au pied des dunes qui entourent Nouakchott, hommes et femmes se retrouvent, chaque soir, autour d'une viande grillée et d'un thé, pour un moment de détente. Les dernières lueurs du jour viennent caresser le toit des khalmas, ces tentes traditionnelles emblématiques de la Mauritanie. Aujourd'hui, le mode de vie nomade, jadis ancré dans certaines communautés du pays, a évolué. Les populations se sédentarisent de plus en plus et habitent désormais dans des maisons plus conventionnelles. Malgré tout, ces tentes restent un symbole : elles résistent au temps et ont même le vent en poupe auprès des touristes, des commerçants et des travailleurs qui aiment s'y prélasser après une longuejournée de travail.

> C'est justement dans la confection de ces abris traditionnels que Chay-a Abdawa, 38 ans, mère de six enfants et présidente de la coopérative « El Wihda », a décidé d'investir. « C'est notre culture, la culture de notre peuple », confie la jeune entrepreneure, qui a su saisir les opportunités que lui offrait ce marché.



Sa petite entreprise, créée en 2000, n'avait pu atteindre son plein potentiel, malgré un marché très porteur. Mais en 2018, Chay-a Abdawa reçoit cinq machines à coudre. « Ces machines nous ont permis d'améliorer la productivité et de diminuer la fatigue. J'ai alors embauché neuf femmes, en privilégiant celles qui assument l'essentiel des charges familiales. »

VOIR FILM



Destinés à la confection des tentes, ces équipements lui ont été fournis par le Projet d'appui à la promotion des micro, petites et moyennes entreprises et à l'emploi des jeunes (PAMPEJ). Une opération financée à hauteur de 3,5 millions de dollars américains sous la forme d'un prêt et d'un don de 714 000 dollars du Fonds africain de développement. En 2017, le PAMPEJ succède ainsi au Projet de réduction de la pauvreté et au Projet de renforcement des capacités des acteurs de la microfinance.

Ce programme vient aider les jeunes et les femmes à concrétiser leur envie d'entreprendre car ce ne sont pas les initiatives qui manquent en Mauritanie. Et pour les aider à avancer, l'accès au financement est primordial. En réponse, le PAMPEJ contribue à lever les dernières barrières en dotant les bénéficiaires d'équipements grâce à une formule de crédit-bail. Il facilite aussi l'accès au micro-crédit et dispense des formations aux bénéficiaires.

A mi-parcours de la mise en œuvre du projet, le succès est au rendez-vous puisque 600 micros, petites et moyennes entreprises (MPME) ont vu le jour et que plus de 1 200 emplois ont été créés. « Cette coopérative m'a permis d'avoir un revenu stable et durable pour scolariser les enfants, leur acheter des habits. J'ai espoir que mon revenu s'améliore encore et que la coopérative continue de grandir », espère Chay-a Abdawa.

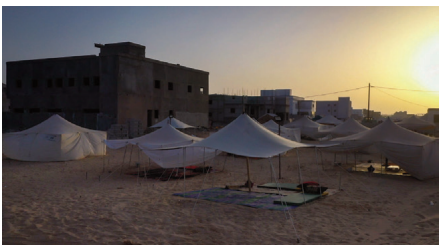
En Afrique, les MPME représentent la majeure partie des entreprises et des emplois créés. Consolider cet important pan de l'économie est essentiel pour contribuer au développement du continent. En Mauritanie, la Banque a ainsi favorisé un environnement propice à la création d'entreprise en appuyant les institutions de microfinance. Elle soutient également les structures d'accompagnement et renforce les organismes de tutelle.





Pour Benina Bint Yahya, mère de huit enfants, la situation n'a pas toujours été simple. Avec les modestes revenus de son mari, elle arrivait difficilement à joindre les deux bouts. Mais, en 2018, elle décida, avec neuf autres femmes de se regrouper dans la nouvelle coopérative « Fais ton business à côté de chez toi », pour fonder la pâtisserie « Tassamouh Lihalawiyat ». Le projet leur a ainsi fourni fours, réfrigérateurs et autres ustensiles decuisine. « Nous avons ensuite fait une collecte de fonds pour acheter les matières premières. Et ça a vite démarré. Nous sommes sur la bonne voie », se réjouit la jeune entrepreneure.

Grâce à ses revenus, Benina offre désormais une éducation de qualité à ses filles. Mais ce n'est pas tout. Chaque membre de sa coopérative cotise mensuellement à des caisses solidaires, conçues par les femmes elles-mêmes. L'argent ainsi épargné est ensuite reversé ponctuellement, et sans contrepartie, pour répondre aux besoins de ses membres. Benina a profité de cette épargne collective pour investir dans sa maison, là où d'autres, par exemple, ont pu honorer d'inattendues dépenses de santé. « Je subviens aux besoins de ma famille. Je fais en sorte d'éduquer mes enfants et d'améliorer les conditions des femmes autour de la coopérative. Je me sens heureuse et utile pour mon entourage », se réjouit Benina.



Au-delà de ce projet, c'est donc une mentalité qui change en Mauritanie pour laisser libre cours à un entrepreneuriat plus solidaire. En soutenant des millions d'Africains entrepreneurs, la Banque africaine de développement contribue à faire du continent une véritable terre de création, de progrès et d'innovation.

Egypt : the furniture industry generates jobs and wealth in Damietta



As the early morning sun lights the roofs of Damietta, the Egyptian city's streets begin to come alive. Children are off to school, motorbikes fill the avenues, and shop doors begin opening to welcome their first customers.

It is early in the morning, but the excitement can already be felt in the "Masoud Elkholy Furniture" workshop. Forty people work in the 3,000 m² building, starting up machinery to create wooden furniture. Along with his two brothers, Elsaied Elkholy runs Masoud Elkholy Furniture, the brand founded by his father.

"My father started this workshop. Today, my two brothers and I manage the company. Business has never been better. We've progressed a lot over these past ten years," general manager Elsaied explains.



VOIR FILM



Since 2009, this furniture brand has grown considerably, and its revenues have literally quadrupled. This growth is due in part to the support program for micro, small and medium enterprises (MSMEs) financed by the African Development Bank. "The Bank has let us participate in three trade exhibitions. That's given us the opportunity to show our work and opened doors for new sales," says Elsaied Elkholy. "We are faced with many challenges, and the biggest is the lack of experience in design. I build a product that meets my clients' needs. I have to be up on the latest trends to increase my ability to market my products …" he continues.



And as for design, thanks to the project, local skills have become available. Twenty-year-old Mena Elgalmi, a graphic artist, says, "Because of this project, I've been able to participate in a workshop and learn more about woodworking. One day, I hope we reach the stage where we can supervise our own creations.

My daughter already likes designing and looking at the images of what we've created … I think she has a future in this field."

In Egypt, the vast majority of the private sector consists of MSMEs. They employ nearly 80% of the country's working population. "Damietta represents one of the largest groups in the Middle East and North Africa. Ninety percent of its population works in the furniture industry. Our goal is to sustain these businesses and develop this industry in Damietta," emphasizes Mohamed Rashad, local representative of the Egyptian Development Agency for MSMEs.



Entrepreneurs in Damietta are among many. Working alongside the Egyptian authorities since 2003, the Bank has contributed by offering consulting services, financing and technical assistance to Egyptian entrepreneurs. The goal is to free up the private sector's potential to create wealth and jobs.





Jobop, la start-up marocaine qui bouscule le marché de l'intérim en Afrique



Des bancs de l'école maternelle au lancement d'une start-up quelques décennies plus tard, l'histoire de Jobop se confond avec celle de trois amis d'enfance qui ont grandi à Marrakech. Et qui, après des parcours professionnels étoffés, se retrouvent pour fonder la toute première -et la seule pour l'instant- agence d'intérim 100% digitale en Afrique. L'un, Salim Merrassi, a fait carrière dans la banque privée ; l'autre, Adil Zghaoui, exerce ses talents dans le marketing et la communication et le troisième, Mehdi Berrahou, détient un savoir-faire technologique en tant qu'ingénieur.

« L'idée de Jobop a germé au printemps 2020, en pleine pandémie de Covid, raconte Salim. Nous étions confinés à Barcelone. Nous réfléchissions à une solution pour le frère de Adil, patron d'un hôtel à Marrakech, qui passait tout son temps à éplucher des candidatures en vue de recruter du personnel pour la saison touristique à venir. Sans aucun serveur, ni aucune transparence sur l'historique des candidats. »



En Afrique, l'intérim reste l'un des derniers secteurs d'activité à ne pas être encore digitalisé. Les agences classiques n'offrent que peu de souplesse et des tarifs inadaptés aux entreprises. Fort de ce constat, Jobop voit le jour en 2021 à Casablanca.

La start-up propose de mettre en relation les entreprises et les travailleurs temporaires, peu ou pas qualifiés, par le biais d'une plateforme numérique fonctionnant à partir d'un algorithme qui fait correspondre, en temps réel, les demandes des entreprises et les compétences des intérimaires. De nombreux secteurs sont concernés comme l'hôtellerie, la construction, le transport et la logistique, ou encore l'industrie. Jobop met également en place un système d'analyse et de classement des données, dont, par exemple, une notation de la part des employeurs.



C'est en février 2022 que la jeune entreprise prend véritablement son envol : Jobop lève un million de dollars pour asseoir son modèle de développement et le fonds d'amorçage marocain, Azur Innovation, entre dans son capital, soutenu par la Banque africaine de développement. L'objectif de ses fondateurs est de digitaliser le secteur de l'intérim en Afrique, qui représente 65% des emplois dans un marché estimé à environ 100 milliards de dollars par an.

« Nous avons commencé par le Maroc qui concentre aujourd'hui la totalité de notre activité, essentiellement autour de Casablanca et Marrakech. Nous visons d'autres marchés, dont l'Egypte dès cette année, et d'autres grandes métropoles du continent comme Lagos, Nairobi ou Johannesburg. Nous avons un vivier de plusieurs milliers de travailleurs et nous enregistrons une croissance à deux chiffres, au-delà de 30% par an », énumère Adil. De trois associés à l'origine, Jobop compte désormais une dizaine de personnes, réparties de façon paritaire.



Pour se développer sur le continent et proposer de nouveaux services à leurs clients, les dirigeants de la start-up casablancaise préparent une prochaine levée de fonds auprès du fonds Azur Innovation, qui joue un rôle clé en tant qu'actuel premier partenaire financier : « Azur nous apporte des services, des formations, de l'assistance technique, et pilote des réunions pour renforcer notre modèle économique et nous aider à prendre des décisions stratégiques », tient à préciser Salim.



Pour se démarquer de la concurrence des agences traditionnelles, Jobop accompagne les travailleurs intérimaires vers des emplois pérennes. La start-up leur propose des contrats à durée indéterminée, des services bancaires ou d'accès au logement ainsi que des formations pour faire évoluer leurs compétences.

« Le drame de l'intérim, c'est le manque de formation des travailleurs. À terme, nous voulons créer des écoles de formation par secteur pour les accompagner à se sédentariser en entreprise et les sortir de la précarité », assure Adil, tout en gardant à l'esprit le rêve commun des trois amis d'enfance : « devenir l'une des premières licornes d'Afrique du Nord sur ce marché ».

Au Maroc, Blink Pharma accélère la numérisation des professionnels de la santé



En ces tout premiers jours de juin 2023, Marrakech accueille la première édition du GITEX Africa, le plus grand rendez-vous de l'innovation technologique et des start-up en Afrique.

Dans les allées du salon, grand public et professionnels se pressent avec ferveur au-devant des 900 exposants, start-up, investisseurs et délégations du monde entier.

Sélectionnée par l'Agence de développement du digital, Blink Pharma compte parmi les jeunes entreprises les plus prometteuses du Royaume, présentes à cette occasion dans la « ville rouge ». Une chance unique de présenter sa solution digitale, conçue pour les professionnels de la santé. Première plateforme de ce genre au Maroc, elle met en relation les pharmaciens avec les grossistes et laboratoires afin de fluidifier leurs transactions.

En donnant la possibilité aux pharmacies de passer directement leurs commandes via une plateforme d'échange de données, elle permet d'éviter ainsi les ruptures de stock ou les retards de livraison de médicaments en assurant une continuité de la chaîne logistique, dans le cadre de la loi n° 17-04 qui définit le circuit légal du médicament au Maroc.



Les deux fondateurs de Blink Pharma, Sami Ali et Adil Bertul, tous deux issus du milieu de la santé, ont bâti leur projet sur leur connaissance précise de l'environnement scientifique et réglementaire.

Créée en 2020 à Casablanca, la start-up a développé, dans un premier temps, des applications mobiles gratuites, disponibles sur Android et iOS. Quelque 4.000 pharmacies -sur 10.000 environ dans le pays- se sont ainsi connectées à plus de 40 grossistes et une vingtaine de laboratoires.

Le modèle économique de Blink Pharma repose sur les commissions reçues des laboratoires pour gérer leur programme de fidélité ainsi que sur la gestion des transactions.



Le lancement de la start-up en pleine période de Covid-19 aurait pu relever du défi impossible. Pourtant, le confinement a ouvert une fenêtre d'opportunité : « avec la pandémie, nous avons connu une accélération de la digitalisation de l'activité des pharmaciens qui aurait pris six ou sept ans de plus s'ils n'avaient pas été contraints de travailler à distance », explique Sami Ali, le président-directeur général de Blink Pharma, médecin de formation qui a travaillé pendant une vingtaine d'années dans l'industrie pharmaceutique dans différents pays.

La start-up appuie la numérisation du secteur par la mise au point d'un logiciel de gestion 4.0, qui gère l'activité mais aussi la performance et améliore les prévisions des pharmacies. La prochaine étape de son développement consiste à amener le plus grand nombre de pharmaciens à utiliser sa nouvelle plateforme, payante dans sa version premium.





En trois ans, la jeune pousse a bien grandi : de quatre employés en 2020, elle compte désormais 17 salariés, notamment pour asseoir son développement commercial. En mai 2022, Blink Pharma connaît un tournant en réalisant une première levée de fonds auprès d'Azur Innovation Fund, soutenu par la Banque africaine de développement. Ce fonds public-privé d'amorçage non seulement finance des start-ups innovantes au Maroc mais il fournit, en complément, des services de mentorat, de coaching, d'assistance technique et de monitoring.

« En plus de son apport en capitaux propres, Azur nous a très bien accompagnés sur le plan stratégique et technique et nous a permis d'échanger avec d'autres start-ups sur des problématiques similaires. Azur nous a bien sûr donné de la crédibilité vis-à-vis de nos clients et des banques traditionnelles. Quand on a le soutien d'un fonds comme Azur, on est fier de le dire ! », se réjouit Sami Ali.



VOIR FILM

Dans les prochaines années, Blink Pharma espère établir des ponts avec les organismes payeurs pour mieux servir les patients, dans le cadre de la couverture sociale qui se généralise au Royaume du Maroc. Sa technologie, qui a la capacité de vérifier la véracité d'une transaction, peut lui permettre de sécuriser le tiers payant. Une fois sa présence consolidée au Maroc, la start-up compte se lancer à l'international, en commençant par une quinzaine de pays en Afrique, dont le Nigeria et le Sénégal.

D'une nature résolument optimiste, Ali Sami voit le Maroc comme « un pays d'opportunités, parce que beaucoup de choses sont encore à faire. La transformation numérique du secteur pharmaceutique s'inscrit dans le sillage plus général de l'émergence du pays. »

Car l'innovation, soutenue par la Banque africaine de développement sur le continent, est bien au cœur du développement économique et social du Maroc en tant que vecteur de création d'emplois et moteur pour l'entrepreneriat des jeunes.



A Casablanca, une première mondiale met en lumière le secteur de la santé soutenu par la Banque



A l'aube du 4 mai 2021, une symphonie de notes aigues envahit doucement les couloirs du service de néonatalogie de la Clinique Ain Borja Casablanca, au Maroc. Lumière crue, visages masqués et gestes précis, une nuée de médecins et d'infirmières s'active au bloc opératoire pour accueillir des nouveau-nés qui livrent leurs premiers cris.

Ce jour-là, une jeune mailenne a donné la vie à des nonuplés, une véritable première mondiale. La clinique, située dans la capitale économique du Maroc, vient d'entrer dans la cour des grands. Pour relever ce défi, une équipe de gynécologues, pédiatres, cathétériseurs, réanimateurs-anesthésistes, cardiologues et des puéricultrices et plus de 20 paramédicaux, furent mis à l'épreuve. La pression était considérable : il fallait à la fois maintenir en vie la maman et sauver neuf grands prématurés au pronostic vital engagé pour la plupart.

« C'est un sentiment extraordinaire, une immense fierté. Encore aujourd'hui, quand j'y pense, j'ai chaud au cœur », se rappelle, non sans émotion, l'infirmière en chefte du service néonatalogie, Soumia Arkoubi.



VOIR ITW



Le professeur Youssef El Alaoui, directeur médical de l'établissement, a géré, d'une main de maître, cette intervention complexe. Chaque geste avait été répété, chaque scénario anticipé et chaque soignant minutieusement préparé. Et la vie a fini par triompher : les neuf bébés ont vu le jour et ont été suivis jusqu'à ce que leur vie ne soit plus en danger.

Pour le chef d'orchestre, ce succès n'est pas une surprise : « on nous perçoit comme un pays en voie de développement alors que nous avons les compétences et les équipements aux normes internationales. Bref, tous les ingrédients pour réussir », explique le professeur El Alaoui.

La Clinique Ain Borja Casablanca est un des fleurons d'Akdital, un groupe de santé privé qui gère neuf établissements à travers le Maroc. Il développe une offre pluridisciplinaire de soins dans des domaines très spécialisés, notamment la réanimation adulte et pédiatrique, la chirurgie cardiaque ou encore l'oncologie.





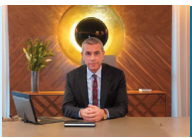
Faire de l'accès aux soins une priorité, telle fût l'ambition, en 2011, de son fondateur, le docteur Rochdi Talib, en inaugurant le premier établissement de santé du groupe. Complémentaire du service public, il répondait alors à une hausse de la demande des services de santé, stimulée par une forte croissance démographique. Très vite, ces établissements étofferont leur offre : « le secteur privé offre environ un tiers des lits. Parmi ces lits, 10% viennent du groupe Akdital et, dès 2022, nous allons doubler notre capacité pour passer de 1.000 à 2.000 lits », précise le docteur Talib.

C'est à son fondateur que le groupe Akdital doit son essor mais également à l'ouverture de son capital au fonds d'investissement Mediterrania Capital Partners (MCP), soutenu par la Banque africaine de développement.

Ce véhicule financier investit dans des petites et moyennes entreprises au fort potentiel qui cherchent à se développer sur le continent dans des secteurs aussi variés que la santé, l'industrie, l'agriculture ou l'éducation.

En 2017, la Banque a ainsi pris une participation de 15 millions d'euros, contribuant à l'expansion du groupe Akdital, qui ouvrira ensuite sept nouveaux établissements.

Si l'offre de santé se développe, ces nouveaux établissements créent des opportunités d'emplois et suscitent de nombreuses vocations. La naissance d'Hawa et de ses huit autres frères et sœurs confirme l'attractivité du secteur marocain de la santé, comme se plaît à le rappeler le docteur Talib : « mon rêve est de rayonner dans mon pays et sur le continent africain en rendant service aux miens, les Africains, car notre histoire reste africaine et notre avenir est africain. Et on a tout intérêt à être solidaires les uns envers les autres. On veut partager notre réussite avec nos frères d'Afrique. »





Le secteur de la santé est un enjeu majeur pour le développement du Royaume, en particulier dans le contexte actuel de pandémie mondiale. Pour aider à y faire face, la Banque africaine de développement a soutenu en urgence le Maroc en apportant plus de 380 millions d'euros à travers le programme d'appui à la réponse au Covid-19 (PARC-19) et le financement additionnel du programme d'appui à l'amélioration de la protection sociale (PAAPS-FA Covid-19).

D'importants moyens ont été mobilisés en faveur du secteur public : 54 services d'urgences hospitalières ont ainsi été réhabilités, près de 670 nouveaux lits de réanimation installés, et plus de 30 nouveaux centres de dépistages rendus opérationnels. « Avec le Maroc, nous avons été en première ligne pour lutter contre le virus et sauver des vies. Nous en sommes fiers », affirme Achraf Hassan Tarsim, le responsable-pays de la Banque africaine de développement pour le Maroc.



C'est aussi un enjeu pour le continent. Les défis à relever sont à la taille de l'Afrique, dont la population triplera d'ici à la fin du siècle pour atteindre environ 4,5 milliards d'habitants. Alors que les luttes contre le SIDA, le paludisme et les maladies diarrhéiques chez l'enfant se poursuivent, l'établissement de passerelles sanitaires entre les pays du continent est un recours évident. La Banque africaine de développement le favorise en soutenant ce processus d'intégration via des acteurs publics mais également privés.



Naître, guérir, se relever, soigner, favoriser la vie relève parfois de l'épreuve mais aussi de l'exploit, comme ce fut le cas de cette jeune Malienne.

Car chaque vie compte. Car chaque destin compte.

Tunisie : Souk At-Tanmia soutient les entrepreneurs face au Covid-19



Le regard tourné vers l'horizon, Sondos Bannouri est plongée dans ses pensées. Sur les hauteurs de la montagne de Bargou, elle contemple le tracé des collines de sa région natale, Siliana.

Au nord-ouest de la Tunisie, ce site historique regorge de vestiges antiques, témoins de l'une des batailles puniques les plus importantes : celle qui a opposé le roi Syphax au mythique Hannibal.

Sondos se souvient des premiers moments de la pandémie de Covid-19 en Tunisie, en particulier lorsqu'avec ses équipes, elle s'est retrouvée en première ligne face au virus, traitant les déchets sanitaires du premier patient tunisien décédé du coronavirus. « La première victime se trouvait à l'hôpital Farhat Hached de Tunis, pour lequel nous traitons les déchets. Comme tout le monde, j'ai paniqué et j'ai eu peur pour mon personnel, se remémore-t-elle. Toute mon équipe était angoissée. Certains avaient même décidé de démissionner », raconte-t-elle. La jeune femme est aujourd'hui à la tête d'une unité de traitement de déchets hospitaliers, dont l'activité est en pleine croissance dans sa région.



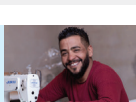
Comme des dizaines d'entrepreneurs qui ont fait face à la pandémie, Sondos a bénéficié du soutien de Souk At-tanmia, un programme d'appui à l'entrepreneuriat initié par la Banque africaine de développement avec le concours, parmi d'autres, des gouvernements britannique, américain et danois. Sans être un dispositif exclusif aux périodes de crise, ce programme a permis de préserver de nombreux emplois des effets du Covid-19. Depuis 2012, il a contribué à la création de 250 nouvelles entreprises et de 2 000 emplois.

VOIR FILM



Parmi ces sociétés figure celle de Sondos, qui a retrouvé l'espoir et a su donner un nouvel élan à son activité. « Le déclic pour me lancer m'est venu lorsque j'ai pris conscience des menaces auxquelles était confrontée ma région », explique-t-elle. Aujourd'hui, en dépit de la crise sanitaire, Sondos poursuit son chemin. Elle a acquis une nouvelle machine de traitement des déchets, à la pointe de la technologie. « Le cauchemar s'est finalement transformé en rêve. Et nous avons enfin pu atteindre notre objectif de traiter 1 000 tonnes de déchets sanitaires par an. Je suis convaincue que notre mission ne va pas s'arrêter là. Nous allons changer les mentalités », lance fièrement la jeune entrepreneure.

À quelques kilomètres plus au sud, à Kasserine, Farouk Ichaoui est empreint de cette même fierté : celle d'avoir pu faire de sa passion un succès. Ce trentenaire plein d'énergie redonne une seconde vie à des pneus usagés qu'il transforme en de jolis poufs. De véritables œuvres d'art. Alliant l'utile à l'agréable, Farouk propose aussi une panoplie de meubles qui mettent à l'honneur l'artisanat kasserinois, avec l'avantage de préserver la nature. « C'est de ma passion pour le bricolage que j'ai eu cette idée. Elle me permet aujourd'hui d'améliorer ma situation et celle d'autres jeunes, comme moi. Et même si cela reste à petite échelle, j'aime penser que je contribue à résoudre le problème du chômage, qui touche notre région », explique l'entrepreneur haut en couleurs.





Les couleurs et les fleurs, c'est aussi le monde presque féérique de Sonia Idhibi, une journaliste reconvertie à la floriculture. Au cœur de ses serres, elle a lancé le premier jardin de fleurs comestibles en Tunisie. Son ambition : donner de la couleur aux plats des chefs les plus réputés d'Europe. « Le secret de la beauté des fleurs et leurs vertus m'ont toujours interpelée. Je leur ai découvert, après plusieurs recherches, une utilité autre qu'esthétique. Insoupçonnée, révèle-t-elle. Dans certains pays occidentaux, elles sont tout aussi appréciées pour leur goût et leur teneur, riche en vitamines. Certains restaurants étoilés proposent même des plats à base de fleurs comestibles, en moyenne trois fois plus chers. C'est cela qui m'a déterminé à lancer ce projet », explique-t-elle, avec la nostalgie de ses débuts.

C'est d'ailleurs grâce à cette idée originale que Sonia a pu mettre sur pied son projet pour « introduire la culture des fleurs comestibles dans la gastronomie tunisienne ». Grâce à Souk At-Tanmia, son activité rencontre aujourd'hui un franc succès en Europe. Restaurateurs et consommateurs raffolent de ces mets comestibles qui, une fois dans les assiettes, offrent une explosion de couleurs et de saveurs tant pour les pupilles que pour les papilles.

Aller de l'avant, c'est la devise de centaines d'entrepreneurs soutenus par le programme. Des secteurs comme l'industrie, l'agriculture, le tourisme et l'artisanat sont concernés. Avec une majorité d'entreprises gérées par des jeunes et des femmes issus des régions prioritaires du pays.



Miser sur la jeunesse qui innove, c'est miser sur l'avenir de l'Afrique. En soutenant des millions d'Africains qui ont l'audace d'entreprendre, la Banque africaine de développement contribue à faire du continent une véritable terre de création, de progrès et d'innovation.

Maroc : la Cour des comptes exporte son savoir-faire et renforce l'exigence d'une gouvernance publique au service des citoyens





Vêtue de la toge noire à longues manches, Sara Abdel Ilah prête serment pour devenir magistrate à la Cour des comptes. Une des plus prestigieuses institutions du Maroc, située à Rabat.

Comme la plupart des magistrats de cette juridiction financière, Sara a un parcours exemplaire. Sortie major de promotion d'une grande école d'ingénieurs, cette trentenaire a décidé de relever un nouveau défi. Après des années passées chez un opérateur de télécommunications, elle réussit, en 2016, le concours d'entrée à la Cour des comptes, parmi les 33 reçus sur plus d'un millier de candidats. « Si l'on m'avait dit que je deviendrai un jour magistrate à la Cour, je ne l'aurais pas cru, se souvient-elle. Après une expérience dans le secteur privé, j'avais besoin d'un nouvel élan. Alors que j'avais la possibilité de poursuivre un MBA aux États-Unis, j'ai préféré intégrer la Cour. La formation nous a confrontés à de nouveaux types de raisonnement, avec des enseignants de haut niveau, qui privilégient la pratique. »

Sara est fière de son nouveau métier de juge financier. Elle sait que son travail contribue à améliorer le fonctionnement quotidien des institutions de l'État. « Nous jugeons les comptes publics et renforçons l'efficacité et l'efficience de l'État », apprécie-t-elle. Au sein de la Cour, ses compétences techniques sont utiles à un moment où la transformation numérique reconfigure le fonctionnement des organisations publiques et réinvente leur offre de services aux citoyens.

En 2011, à l'issue d'une réforme constitutionnelle, la Cour des comptes a été investie de nouvelles missions. La nécessité de perfectionner les compétences de ses magistrats a entraîné une redéfinition de l'offre de formation. Pour y répondre, la Banque africaine de développement a soutenu, pour près d'un million d'euros, l'action du Centre de formation des juridictions financières. Avec comme objectifs d'élaborer un schéma directeur de formation, de renforcer les capacités des magistrats marocains et étrangers et d'équiper, en matériel pédagogique et technique, l'établissement de formation.

« Les cycles de formation ont apporté une réelle valeur ajoutée - grâce à ce financement de la Banque, constate Driss Jettou, premier président de la Cour des comptes. « Ils ont constitué des moments d'échange et une opportunité de nouer des relations. La Cour des comptes du Maroc sera toujours ravie de partager son expérience avec les pays africains », assure-t-il. « Avec l'appui de la Banque africaine de développement, nous avons pu accélérer la dynamique de renforcement des capacités et réaliser nos objectifs grâce à un partenariat de qualité que nous souhaitons voir se poursuivre », se réjouit, pour sa part, Mohamed Diyer, secrétaire général de l'institution.





À quelques kilomètres de Rabat, Bouazza El Moustafa, 38 ans, est magistrat à la Cour régionale des comptes de Rabat. Arpentant les couloirs bondés d'un hôpital public, il enchaîne les réunions avec plusieurs chefs de service. « Nous ne sommes plus perçus comme des contrôleurs. Nous conseillons, se réjouit-il. Dans cet hôpital, le délai d'attente aux urgences a baissé, ce qui réduit le temps de traitement des cas graves. Le service de réanimation a aussi bénéficié d'une réallocation de moyens. En temps de pandémie, cas avancées sont vitales. »

Président de la chambre chargée de la santé, Rachid Ismaili Alaoui a contribué à mettre en place le chantier de la formation. « Notre courbe d'expérience est ascendante. Ayant maîtrisé les métiers traditionnels du contrôle juridictionnel et de la conformité, nous sommes montés en puissance en matière d'audit de performance et d'évaluation des politiques publiques », explique le magistrat. « Une expérience dont nous faisons bénéficier les juridictions africaines, chacune différente par son environnement, ses pratiques et son modèle », précise Nordine Rabhi, conseiller maître et directeur du centre de formation.



En plus de la formation initiale des magistrats marocains, cinq cycles spécialisés en contrôle juridictionnel, audit de performance et discipline budgétaire ont aussi profité, dans le cadre de la formation continue, à environ 130 participants, issus de vingt-deux pays. Président de la Cour des comptes malgache, Jean De Dieu Rakotondramihamina en garde un souvenir vivace : « Le cycle sur la discipline budgétaire nous a permis de bénéficier des expériences des autres cours africaines. Cette réflexion a même nourri un projet de texte de réforme à Madagascar ». Belkacem Omri, magistrat à la Cour des comptes algérienne, estime que la formation sur l'audit de performance a été « par son contenu, riche sur tous les aspects. » Papa Gallo Lakh, magistrat à la Cour des comptes sénégalaise, se réjouit d'avoir « été exposé à une nouvelle perspective en matière d'audit de performance, avec de nouveaux outils de contrôle et d'analyse des risques. »

En valorisant le capital humain, la Banque africaine de développement porte l'exigence d'une gouvernance publique renforcée, qui sert le progrès et la prospérité pour tous.

Mauritanie : le projet « Aftout Essahli » à Nouakchott améliore l'accès à l'eau potable et offre de nouvelles perspectives



Un coup d'œil dans le four, un petit réglage du feu, Alune Mbodj contemple ses baguettes de pain en train de dorer. « Ce métier me plaît », lance-t-il en se retournant. « Avant de venir ici, je travaillais dans un village qui s'appelle Naima. C'est très dur de faire du pain là-bas parce qu'il n'y a pas d'électricité. Et ce n'est pas non plus facile de trouver de l'eau », soupire le boulanger trentenaire. « À Naima, il y a un forage mais on est obligé d'aller prendre l'eau dans 10 à 15 bidons que l'on doit ramener à la boulangerie pour pouvoir travailler ». Afin de poursuivre son activité, Alune a décidé de s'installer à Tarhil, un nouveau quartier de Nouakchott, la capitale mauritanienne.

Plus de dix ans en arrière, l'accès à l'eau courante manquait à Tarhil. Le projet « Aftout Essahli » a apporté une solution à ce problème ces dernières années. Financé à hauteur d'environ 41 millions de dollars américains par le Fonds africain de développement (FAD), le projet a amélioré l'alimentation en eau portable de la capitale et garantit ses besoins en eau jusqu'en 2030. Au-delà de Nouakchott, le projet dessert également les populations rurales des localités traversées par le conduit de l'adduction d'eau à partir du fleuve Sénégal.

« L'eau manquait dans les quartiers périphériques, en particulier dans le nouveau quartier Tarhil qui ne disposait d'aucun raccordement. Avant, le quartier était alimenté par des citernes et un nombre important de bornes fontaines », se rappelle Mahfoud Bavali, ancien coordinateur du projet « Aftout Essahli ». Aujourd'hui, des milliers de foyers ont un accès direct à l'eau potable, précise-t-il avec satisfaction.



VOIR FILM



Près d'un million d'habitants de Nouakchott et sa banlieue ont désormais accès à l'eau potable en qualité et en quantité suffisantes. Leur quotidien en est métamorphosé. Pour Aïune, le boulanger, « aujourd'hui, c'est plus facile de faire du pain ici. Pour trouver de l'eau, ce n'est pas difficile. À l'intérieur de la boulangerie, on a maintenant des robinets. C'est bien plus facile que là où je travaillais avant. »

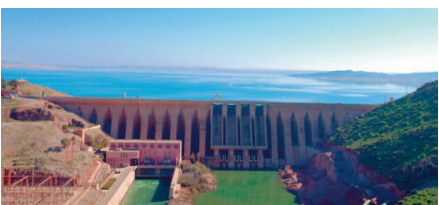
Selon Tata Wadade, une habitante du quartier Tarhil, « tout le monde en convient : le quartier s'est développé avec l'arrivée de l'eau car les maladies étaient liées, pour la plupart d'entre elles, à la mauvaise qualité de l'eau des puits. »

Malick Blafir, un pharmacien qui habite dans le quartier, constate que l'eau potable a fait disparaître les maladies hydriques : « On voit clairement que les choses ont changé. Nous n'avons plus de cas de maladies hydriques récurrentes. C'est ce qu'il nous fallait », acquiesce-t-il, saluant la baisse de la prévalence de ces maladies et des dépenses de santé liées.

« Quand on a accès à l'eau potable, on peut tout faire, et de nombreuses opportunités se présentent », affirme Lagdaf Ould Ahmed, habitant de Tarhil. L'accès à l'eau potable a ainsi favorisé le développement économique et social à Nouakchott. De nouveaux investisseurs affluent, notamment dans le bâtiment et les travaux publics. « L'accès à l'eau potable est une bénédiction, témoigne Mohammed Abderrahmane, cimentier installé dans le quartier, dont l'activité a progressé grâce à cela. Avant, les gens ne pouvaient tout simplement pas construire. » Sans eau, pas de développement possible. En contribuant à améliorer la qualité de vie des populations en Mauritanie par l'approvisionnement en eau potable, la Banque africaine de développement favorise les conditions d'un développement durable et partagé.



Maroc : première en Afrique, la perforation du barrage Al Massira répond au défi du stress hydrique



C'est un chantier gigantesque à 120 kilomètres de Marrakech : la perforation du barrage Al Massira alors qu'il est toujours en exploitation. Il s'agit du deuxième réservoir d'eau du Maroc qui retient plus de 2,6 milliards de mètres cubes. Objectif : acheminer l'eau vers des stations de traitement jusqu'à la ville ocre. « Ce barrage ne disposait pas de prise d'eau pour être raccordé, explique le directeur général de l'Office national de l'électricité et de l'eau potable (ONEE), Abderrahim El Hafidi. Les études ont démontré que la meilleure solution était de procéder à sa perforation. Cette opération, qui est une première en Afrique, nous permet d'avoir un important débit de sept mètres cubes par seconde. »

Véritable prouesse technique, le modus operandi de l'opération consiste à perforer pour installer une prise d'eau sur la paroi du barrage en activité. « C'est un véritable exploit que de percer un barrage alors qu'il donne toujours de l'eau. Imaginez un peu la difficulté de la manœuvre ! C'est une réussite pour la Banque et pour l'ONEE », assure fièrement le directeur général de la Banque africaine de développement pour l'Afrique du Nord, Mohamed El Azizi.



Ce chantier s'inscrit dans le cadre d'un programme de renforcement de l'accès à l'eau potable de la ville de Marrakech. Un projet financé par la Banque africaine de développement à hauteur de près de 150 millions d'euros. In fine, quelque deux millions d'habitants de Marrakech en bénéficieront.

Durant les dernières décennies, l'important développement urbain et touristique de la cité a généré une demande en eau de plus en plus croissante. L'enjeu est de taille : sécuriser l'accès à l'eau dans une région où cette ressource stratégique se fera de plus en plus rare à l'avenir.

VOIR FILM

Bâtir un « édifice » d'étanchéisation haut comme un immeuble…

Pour assécher la zone de percement, un important ouvrage d'étanchéité a été érigé sur la paroi du barrage : un batardeau de 40 mètres de hauteur qui pèse plus de 250 tonnes. Cette étape a nécessité des travaux sous-marins pour dégager un important volume étanche.



Un autre défi de taille a consisté à réaliser un conduit d'un diamètre de 2,5 mètres et d'une profondeur de dix mètres dans la paroi en béton du barrage. « C'est une opération qui a permis la perforation du béton armé sur une longueur de dix mètres. Elle a nécessité des études très spécifiques en matière de stabilisation de structure. Et c'est vraiment unique ! », souligne le directeur général de l'ONEE.



… Pour perforer et extraire un bloc en béton armé de cent tonnes

La phase la plus délicate de l'opération a consisté à extraire un noyau central de près de cent tonnes.

Pendant plusieurs mois, des experts marocains et internationaux et des dizaines d'ingénieurs, de plongeurs et de techniciens se sont succédé pour relever ce défi colossal.



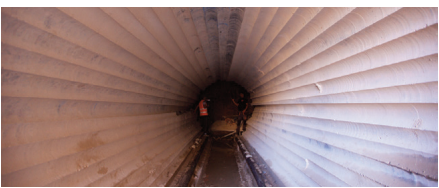


Dupliquer l'expérience en Afrique

Cette solution technique a fait ses preuves. Elle peut être aujourd'hui généralisée, estime Mohamed El Azizi pour qui « cette exceptionnelle opération doit être dupliquée au profit d'autres barrages au Maroc et dans d'autres pays africains. C'est notre rôle de banque de développement que de le faire afin que des millions d'Africains sur le continent puissent en bénéficier. »

Depuis les années 1970, la Banque africaine de développement et le Maroc ont développé un partenariat stratégique dans le secteur de l'eau. La Banque a ainsi financé quinze opérations pour un montant de plus de 1,3 milliard de dollars américains. « Notre partenariat est qualifié d'exemplaire par les experts, les bailleurs de fonds et les organisations internationales, se félicite le directeur général de l'ONEE. Je salue le professionnalisme des équipes de l'ONEE et de la Banque africaine de développement, qui ont relevé des grands défis pour mettre en œuvre de grands projets. Je rends aussi hommage à tous les membres du Conseil d'administration de la Banque qui nous ont toujours écouté et accompagné. »

Car sans eau, rien n'est possible. En contribuant, par l'approvisionnement en eau potable, à améliorer la qualité de vie des populations au Maroc, la Banque africaine de développement bâtit les conditions d'un développement durable et inclusif.



In Egypt, young innovators are thinking green



The sun has barely risen on the seaside village of Baltim, 200 km north of Cairo and twenty-year-old. Ahmed Abdel Salam is already at his laboratory - a start-up factory that has since 2019, been producing fish feed for supply to aquaculture businesses in the Delta region. From atop a ladder, Ahmed observes a school of tilapia swimming in an experimental fishpond: their appearance, taste, size and weight are all evaluated to guarantee the quality of his powdered tilapia protein, produced from recycled organic waste.

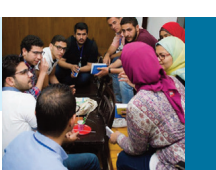
"It's been a year since I created my own fish food business with the equivalent of $20,000 seed money from my pocket. This adventure wasn't easy at first. In March 2019, when I started, only one fish farm was interested in my product. Now,I have six other customers. My revenue has jumped 25%, and it's still growing," Ahmed said with smiles.



To meet the growing demand for the product, he hired ten additional employees. "We've gone from five to 15 employees in just a few months," he said. The reason for his success is that his feed costs ten times less than competitive products and also boost fish productivity by about 5% more than the average production because of its high nutritional value, he explains.

VOIR VIDEO PARTAGEE PAR TM

Ahmed is part of a group of 45 young entrepreneurs supported by the "Leeha Zeema" (literally, "It has a value"), a waste management scheme which helps small and medium-sized enterprises (SMEs) specializing in the recycling of industrial waste. The program is funded with $2 million from the African Development Bank through the Middle East and North Africa Transition Fund.



As part of the assistance package, Ahmed received training in entrepreneurship, covering the development of a market study, designing a business plan and building a business network. He also undertook a study trip to South Korea, funded by the African Development Bank. As a result, Ahmed, who began as a young researcher in a university laboratory a few years ago, now directs a flourishing agribusiness providing the local market with fish food with plans to exporting the product to the rest of Africa and China.



And he's not the only one. A few years ago, Abdel Rahman Fahm, then an engineering student at the university, also enrolled in the program. He had helped to mobilize 150 young people from 20 Egyptian universities to participate in workshops on entrepreneurship in industrial waste recycling. That was when Abdel Rahman got his idea: "After receiving this training, I stopped my engineering studies and joined the army for a year for my compulsory military service. But the idea of creating my own business never really went away. With some friends, we created "YouthinkGreen,' a consulting firm specializing in working with entrepreneurs in waste management and recycling," he says.

Youthink Green's employees increased from 4 in 2016, to 20 in 2019 and the company's annual revenue is now more than $100 000. The firm has formed a dozen partnerships with public and private entities, funders, and international organizations. The company now accompanies a new group of young entrepreneurs. Abdel Rahman's work has become recognized around the world. The United Nations regularly invites him to meetings on climate change. His name is also on a list of candidates who may one day become the 17 global youth ambassadors on the subject.



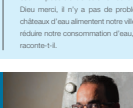
Maroc : la station d'Oum Azza alimente en eau potable plus de cinq millions de personnes sur l'axe Rabat-Casablanca



Ahmed Attari est devenu propriétaire d'un appartement à Tamesna, une commune située à une vingtaine de kilomètres de Rabat, qui a émergé pour absorber le surcroît de population de la capitale marocaine. Ses dizaines de milliers d'habitants sont aujourd'hui approvisionnés en eau potable par toute nouvelle station d'épuration d'Oum Azza, construite grâce à un soutien de la Banque africaine de développement. Ahmed, fonctionnaire à la quarantaine, ouvre les portes de son « trois pièces ». Il rejoint sa femme et ses filles, assises autour d'une table du salon, pour partager un thé.

« On ne peut pas imaginer la construction d'une nouvelle ville sans eau. Impossible de cuisiner ou de se laver sans eau, énonce-t-il. Dieu merci, il n'y a pas de problème d'eau ici. Aujourd'hui, trois châteaux d'eau alimentent notre ville. Et nous avons pris l'habitude de réduire notre consommation d'eau, conscients de son importance », raconte-t-il.





Chef de projet à l'Office national de l'électricité et de l'eau potable (ONEE), Mohamed Touahri a contribué à la construction et à la mise en exploitation de la station d'Oum Azza. « C'est une station de pompage, de préchloration et de traitement qui assurera l'alimentation en eau potable de toute la région entre Rabat et Casablanca jusqu'en 2030 », explique cet ingénieur d'une quarantaine d'années.

La zone côtière entre Rabat et Casablanca regroupe la plus forte concentration démographique du Maroc. Les villes y connaissent un développement urbain et industriel importants. L'augmentation de la demande en eau a amené les autorités à planifier le renforcement, à long terme, de l'approvisionnement en eau potable. La Banque africaine de développement y a contribué en finançant, pour 140 millions d'euros, la station d'Oum Azza qui alimente, en eau potable, plus de cinq millions de personnes.

VOIR FILM

« Quand on parle d'un débit de cinq mètres cube par seconde, ce sont 5 000 litres par seconde ! C'est considérable et techniquement compliqué à mettre en œuvre, du montage financier jusqu'à la réalisation… », explique Mohamed Touahri. « Sans l'appui financier de la Banque africaine de développement et son accompagnement tout au long du processus de réalisation, nous n'aurions pas atteint ce niveau satisfaisant », se félicite le chef de projet.

Ayoub Serrar, 24 ans, est jeune technicien à l'ONEE. Il a su saisir une opportunité offerte dans le cadre de ce projet en rejoignant, dès la fin de ses études en 2017, les équipes d'Oum Azza. « J'ai entendu parler d'un concours de recrutement de techniciens spécialisés dans l'eau et l'assainissement. Je fais partie des premiers à être retenus. Je suis heureux d'avoir été choisi pour travailler à la station de traitement d'Oum Azza », se réjouit Ayoub. « La population est en croissance au Maroc. Ce projet est venu répondre à ses besoins », poursuit le jeune technicien.



Depuis plus d'un demi-siècle, la Banque africaine de développement et le Maroc travaillent en parfaite osmose dans le secteur de l'eau et de l'assainissement à travers un partenariat stratégique. La Banque a ainsi financé 15 opérations pour un montant de plus de 1,3 milliard de dollars américains. Cela a permis à 15 millions d'habitants d'une trentaine de villes à travers le Royaume de bénéficier d'une amélioration des systèmes d'adduction et de distribution d'eau.

Cet effort national se poursuit avec une nouvelle vision impulsée par le Maroc dans l'accès à l'eau. Il s'agit du programme national prioritaire d'approvisionnement en eau potable et d'irrigation 2020-2027. Doté de 115 milliards de dirhams marocains, soit plus de 0 milliards d'euros, il vise à l'amélioration de l'offre hydrique par la construction de barrages, la gestion de la demande et la valorisation de l'eau, notamment dans le secteur agricole, et le renforcement de l'approvisionnement en eau potable en milieu rural.

En contribuant à l'amélioration de la qualité de vie des populations au Maroc par l'approvisionnement en eau potable, la Banque africaine de développement favorise les conditions d'un développement durable et partagé car, sans eau, il ne peut y avoir de développement.



Ensemble avec la Mauritanie contre la pandémie de Covid-19



En cette belle journée estivale, l'atmosphère est apaisée dans l'unité « Covid-19 » du Centre hospitalier de Nouakchott, en Mauritanie. Un an et demi après le début de la pandémie, quelques salles accueillent encore des patients atteints du coronavirus.

Le pic épidémique fait partie du passé. Finie l'atmosphère électrique dans les services où médecins et infirmières, jusqu'à l'épuisement, couraient vers les lits de réanimation. La forte pression qui pesait sur leurs épaules est retombée.

Dans les couloirs du centre hospitalier, un homme, venu passer des examens complémentaires, se souvient : « au début, j'avoue que j'ai eu beaucoup d'appréhension avant d'accepter de suivre le protocole de soins. Je n'étais absolument pas rassuré dans ce contexte particulier de pandémie ».

En décembre 2021, Hamady Samba Sy, 73 ans, a été pris en charge pendant près de trois semaines dans le pavillon de soins intensifs. Ce retraité de la fonction publique reconnaît que son angoisse a commencé à se dissiper au moment de sa prise en charge par des soignants professionnels venus le transférer d'urgence à l'hôpital dans une ambulance de dernière génération. « J'ai été surpris par la qualité des soins tout au long de mon séjour », se souvient-il.



VOIR ITW

Depuis le début de la pandémie de Covid-19, en Mauritanie comme ailleurs dans le monde, cette scène fait malheureusement partie du quotidien. Pour endiguer la propagation du virus et sauver des vies, d'importantes mesures restrictives ont été prises : confinement, fermeture des frontières, etc… avec pour conséquence une économie à l'arrêt. En plus des mesures sociales, le pays a renforcé son système sanitaire en se dotant d'un plateau médical moderne et en créant un centre dédié à la prise en charge des malades du Covid-19.

La Banque africaine de développement a débloqué, en urgence, un appui budgétaire de près de 10 millions de dollars américains pour aider le pays à faire face au coronavirus. La Mauritanie a également bénéficié du Projet d'appui au G5 Sahel face à la pandémie, un programme régional de près de 22 millions de dollars américains financé par la Banque et mis en oeuvre en partenariat avec le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR).



« Nous n'en revenions pas. Les rumeurs sur la qualité des soins dans les hôpitaux publics étaient injustifiées, affirme aujourd'hui Aïssata Sy, l'épouse de Hamady. Mon mari était resté couché pendant dix jours à la maison en train de tousser, de suffoquer, mais nous n'étions pas prêts à lui faire suivre le parcours de soins Covid à l'hôpital ».

Pour certains, le coronavirus était une chimère. Mais la réalité a très vite rattrapé le quotidien de chacun. Alors que la crise sanitaire était en train d'être maîtrisée, les effets des restrictions se sont fait rapidement sentir, notamment chez les petits commerçants.

Aïchetou Boubout, une jeune vendeuse de couscous, se souvient de l'impact des mesures restrictives sur son commerce. « Durant le confinement, nous n'avons presque pas travaillé. Nous partions vendre notre couscous mais nous devions nous presser pour rentrer avant le couvre-feu. »

Chaque matin, Aïchetou préparait le couscous, le séchait et le conditionnait pour le vendre en fin d'après-midi au lointain marché central. Mais à cause du couvre-feu, elle n'avait plus assez de temps pour vendre sa marchandise sur place. Alors, elle rentrait chez elle, tôt le soir, avec quelques revenus, loin de ce qu'elle percevait en temps normal.

Malgré cela, Aïchetou a tenu le coup. Mariée à un routier qui peut passer jusqu'à huit mois dans l'est du pays, elle s'occupe seule de la famille. « Chaque matin, j'habille mes enfants et leur prépare le petit-déjeuner, puis je les accompagne à l'école », raconte Aïchetou qui les aide aussi à faire leurs devoirs.

Comme de nombreuses autres femmes aux revenus modestes, Aïchetou a bénéficié d'aides publiques lors du confinement. « Durant le ramadan, nous avons reçu une aide alimentaire constituée de sacs de riz, de l'huile, du lait en poudre et du sucre, entre autres. J'ai aussi bénéficié, à deux reprises, d'un soutien financier de 2250 ouguiyas », ajoute la jeune mère.





Selon Mahfoud Ould Ahmedou, point focal de la Banque au sein du ministère mauritanien des Affaires économiques et de la promotion des secteurs productifs, « la Banque africaine de développement a très vite répondu présente au début de la pandémie en déployant deux opérations pour renforcer la riposte contre le coronavirus. Avec, d'abord, un appui budgétaire pour soutenir les mesures sociales, et ensuite avec un projet régional visant à soutenir la résilience des systèmes d'alimentation et de nutrition des populations vulnérables dans les pays du G5 Sahel ».

Parmi les mesures importantes de ce soutien multiforme au plan de riposte du gouvernement, l'octroi à environ 200 000 ménages de transferts financiers pour atténuer les répercussions de la pandémie. Ces aides ont été accompagnées d'autres mesures liées notamment à la suppression des taxes sur les denrées de première nécessité.

Aujourd'hui, la vie a repris un cours quasi normal grâce à tout ce qui a été accompli avec le soutien de la Banque. Dans son quartier, Hamady se promène à nouveau avec aisance et se sent « comme un beau jeune homme… ou comme un beau vieux ! », le taquine son épouse, Aïssata.

Maroc : la Banque en première ligne dans la lutte contre le virus



Rabat, un soir de décembre 2020, autour de minuit. Les rues sont vides, le temps semble suspendu dans la capitale du Royaume. Seuls les agents de l'ordre et de la voirie en arpentent les artères.

La sirène d'une ambulance déchire la nuit d'une ville endormie. À l'intérieur du véhicule, des urgentistes, entièrement vêtus de combinaisons étanches, oxygènent un homme en détresse respiratoire. Direction le service de réanimation de l'hôpital.

« J'ai pensé que j'allais mourir et laisser ma famille et mes enfants seuls. J'étais stressé, j'avais peur », racontera le docteur Jamal Eddine Banarh, quelques jours après sa guérison du Covid-19. « Avec un poumon en moins, je n'arrivais ni à respirer, ni à me tenir debout. »

Depuis le début de la pandémie de Covid-19, pour le Maroc comme partout dans le monde, cette scène fait malheureusement partie du quotidien. Pour endiguer la propagation du virus et sauver des vies, des restrictions draconiennes ont dû être mises en place. Répercussions immédiates : confinement, frontières fermées et économie à l'arrêt.



VOIR FILM





Le Maroc déploie sa riposte sanitaire face au virus. « Nous avons élargi la prise en charge sur l'ensemble du territoire et équipé les hôpitaux à temps pour leur permettre d'avoir les outils de réponse à cette pandémie, explique le directeur de la planification et des ressources financières au ministère de la Santé, Abdelouahab Belmadani. Nous avons pu ainsi maîtriser les cas positifs. »

Pour faire face à cette situation d'urgence, la Banque africaine de développement a soutenu le Royaume en apportant plus de 380 millions d'euros à travers le programme d'appui à la réponse au Covid-19 (PARC-19) et le financement additionnel du programme d'appui à l'amélioration de la protection sociale (PAAPS-FA Covid-19). D'importants moyens ont été mobilisés : 54 services d'urgences hospitalières ont ainsi été réhabilités, près de 670 nouveaux lits de réanimation installés, et plus de 30 nouveaux centres de dépistages rendus opérationnels. Des dispositifs pharmaceutiques spécifiques au virus ont également été financés.



Ces efforts, qui portent leurs fruits, ont permis d'éviter que la situation sanitaire ne se dégrade. « Le taux de guérison au Maroc, aujourd'hui de 90%, est parmi les plus élevés au monde, affirme Abdelouahab Belmadani. La capacité en réanimation a été multipliée par trois en neuf mois, avec des hôpitaux équipés en un temps record de 6 000 lits de réanimation. La Banque africaine de développement nous a accompagnés dès le début de la pandémie en mettant à notre disposition un montant important pour nous permettre d'agir avec célérité et efficacité. »

Le Maroc s'est fixé comme objectif d'endiguer totalement la pandémie. L'efficacité de sa réponse sanitaire en dépend. Ainsi, l'acquisition de plus de 200 000 kits de dépistage a bénéficié d'un soutien de l'institution.



« Notre seul laboratoire est passé d'une capacité annuelle de 2 000 tests par an à 5 000 tests par jour. C'est une prouesse nationale ! », se félicite le professeur Hicham Oumzil, chef du département de virologie à l'Institut national d'hygiène (INH) qui explique la montée rapide de la capacité de test du Royaume.

Défis économiques et sociaux

Avec le virus, les problèmes économiques et sociaux ont surgi de façon inédite : entreprises sur le point de mettre la clé sous la porte, patrons désemparés, salariés déprimés, notamment les plus vulnérables. L'accompagnement du secteur privé et la préservation des emplois ont également été les priorités de la Banque. L'institution a ainsi soutenu les aides publiques accordées aux employés fragilisés durant les premiers mois de confinement et a appuyé les dispositifs facilitant l'accès au financement pour les entreprises. Plus de cinq millions de ménages ont été épaulés, 800 000 salariés aidés et 40 000 entreprises ont pu bénéficier de prêts garantis par l'État.

Youssef Mquirej, directeur général de l'entreprise « Imagia Maroc » spécialisée dans l'événementiel, est totalement stupéfait. « La crise, c'est du jamais vu ! se désole-t-il. Des bons de commande annulés, des fournisseurs qui réclament, et puis, l'incertitude totale…J'ai dû me battre pour protéger mes dix salariés et mon entreprise. Mes employés ont reçu des aides de l'État pendant le confinement, et nous avons bénéficié de crédits pour relancer l'activité qui reprend aujourd'hui ». développe-il avant d'ajouter, confiant : « dans chaque crise, il y a de l'espoir, il faut savoir rester positif. »





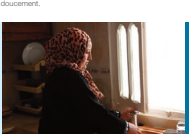
L'espoir, Amal Barah, fille du médecin rescapé du virus, ne l'a jamais perdu. C'était le carburant de sa détermination à sauver son père. La force qui lui a aussi permis de dépasser une véritable tragédie familiale avec le décès de ses deux grands-parents paternels, victimes du Covid-19. « Ça s'est passé tellement vite. Je voyais mon père partir un soir en réanimation, et, dans le même temps, ma grand-mère décédait la même nuit du virus », raconte la jeune femme éprouvée. « Du coup, on devait être forts pour lui et faire le maximum pour qu'il puisse s'en sortir. Aujourd'hui, il est là parmi nous et on peut continuer notre vie tranquillement », conclut-elle, soulagée.

En Tunisie, l'accès à l'eau améliore la qualité de vie en milieu rural



Le soleil se lève sur le hameau de Balace et illumine de ses premiers rayons les paysages verdoyants qui lui servent d'écrin. En pleine floraison, les couleurs éclatantes du printemps subliment le panorama de cette petite localité de la province de Mornag, à la périphérie sud de Tunis, qui s'éveille doucement.

Il y a quelques années, plus d'une vingtaine de familles de Balace n'avaient toujours pas accès à l'eau potable. Leur situation a changé lorsqu'elles ont été raccordées au réseau, dont l'impact se fait sentir à chaque coin de rue. Femme au foyer et mère de trois enfants, Marwa El Hazmi a vu sa maison reliée au réseau d'alimentation en eau potable. Désormais, elle « peut mieux organiser sa journée » car elle s'épargne deux heures de marche pour aller puiser l'eau du puits public. « Maintenant, il me suffit de tourner le robinet. L'eau m'a facilité la vie », se réjouit Marwa.



Ce petit village faisait partie jusque-là des quelques poches de sécheresse subsistant dans certaines régions rurales de Tunisie. Pour répondre à cette problématique, la première phase du programme d'alimentation en eau potable en milieu rural (PAEPR) a été lancée en 2012. Sous l'égide du gouvernement tunisien et de la Banque africaine de développement, le PAEPR a permis de fournir de l'eau potable à plus de 360 000 personnes. Il a été financé à près de 95 millions d'euros par la Banque. Aujourd'hui, le « pays du jasmin » compte, officiellement, 100% de ses citadins et la majeure partie de sa population rurale raccordés au réseau d'alimentation en eau.

VOIR FILM

Dans sa conception, les objectifs de ce programme étaient de fournir de l'eau potable de qualité en quantité suffisante, de favoriser de meilleures conditions sanitaires et de rendre plus attractifs les territoires ruraux afin de créer de nouveaux emplois. En 2017, sa seconde phase a été lancée avec un financement additionnel de plus de 123 millions d'euros de la Banque dans le but d'atteindre un accès universel à l'eau en milieu rural.



À plus d'une dizaine de kilomètres au sud de Balace, dans la zone rurale de Benarous, les travaux de raccordement ont également été achevés. Issam Benkarim y est éleveur de bétail. Ce jeune trentenaire a une histoire pour le moins remarquable. Non-voyant, il vivait encore à Tunis il y a quelques années et a décidé, malgré l'inquiétude de ses proches, de revenir dans sa région natale.

Il se consacre désormais à l'élevage du bétail et à l'approvisionnement des laiteries locales. Alors qu'il vit seul dans une petite maison isolée à proximité du village, son « œil voyant », un proche ami de la famille, l'aide en journée à accomplir son travail d'éleveur. La détermination d'Issam a été soutenue par l'arrivée de l'eau potable jusqu'à sa ferme. Il envisage aujourd'hui d'acquérir sept nouvelles vaches laitières, en plus des trois qu'il possède déjà.

À quelque 300 kilomètres au sud-ouest de Tunis à Kasserine, Kamel Allagui, entrepreneur, la quarantaine, a grâce à l'arrivée de l'eau investi dans un commerce au bord d'un axe routier fréquenté. « Mon idée, c'est d'offrir une aire de repos aux touristes et aux voyageurs qui transitent par notre région. Je veux créer une boucherie et ouvrir une épicerie. Sans eau, tout cela ne serait évidemment pas possible », explique Kamel. « Je vis bien sur mes terres et je n'ai pas envie de partir même si tous mes frères sont à l'étranger. J'ai estimé que je pouvais mieux vivre dans ma région en investissant ici, parmi les miens », lance-t-il fièrement.





Déployé sur plus de 80% du territoire, le PAEPR aura permis d'installer près de 120 nouveaux systèmes d'eau propre en faveur de plus de 100 000 habitants. Près de 150 systèmes plus anciens ont également été modernisés au profit de quelque 160 000 habitants.

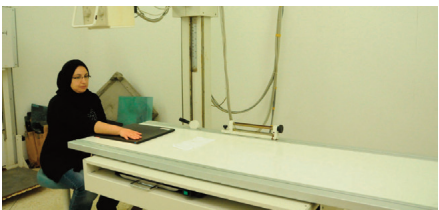
Quatre années après son achèvement, la première phase du programme porte ses fruits. L'impact sur l'hygiène et la santé des populations est probant. Le PAEPR a favorisé des opportunités d'investissement pour les petites et moyennes entreprises dans différents secteurs d'activité. Ces bénéfices devraient s'étendre à d'autres zones rurales couvertes par la seconde phase du programme. Au total, la Banque aura mobilisé près de 250 millions d'euros pour améliorer l'accès à l'eau potable en milieu rural.

L'eau devrait inciter davantage d'entrepreneurs et d'habitants de la ruralité tunisienne, comme Marwa, Issam et Kamel, à investir dans leurs terres natales et à créer de l'emploi afin de participer plus largement au développement de leur pays.



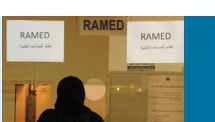


Au Maroc, la santé pour tous est une priorité



Loubna Karba, 32 ans, mère de deux enfants, remplit une fiche à la réception de l'hôpital public de Rabat, la capitale du Maroc. Elle s'y rend pour soigner une blessure au bras. Loubna détient une carte d'assurance maladie, délivrée aux bénéficiaires du régime d'assistance médicale (RAMED), qui lui permet d'accéder facilement aux soins de santé, sans être confrontée à l'obstacle des frais médicaux.

Loubna précise que l'administration « a ouvert un bureau spécifiquement chargé de recevoir et d'orienter les détenteurs de la carte RAMED vers les différents services de l'hôpital ». La jeune femme fait partie des 22 millions de Marocains qui bénéficient de la Sécurité sociale. Cette couverture maladie a été rendue possible par une série de réformes soutenues, depuis 15 ans, par la Banque africaine de développement dans le secteur de la santé.





« La carte RAMED, c'est un accès aux soins libre et complet. Il n'y a plus de contraintes pour faire des examens complémentaires. Les patients sont au cœur de nos préoccupations », souligne le médecin, qui reçoit Loubna. « Cela ne dépend plus des moyens financiers des patients. C'est une très bonne chose pour ceux qui ont besoin d'un traitement », se réjouit-il.

VOIR FILM

Au Maroc, dix ans en arrière, le budget de l'État consacrait 6 % environ à la santé. L'accès aux soins médicaux était ainsi limité par la faible couverture des régimes de protection sociale. En 2020, cette part a grimpé à 14,4 %. En 2014, un tiers (34 %) de la population disposait d'une assurance maladie obligatoire ou, à défaut, d'une assurance privée. Aujourd'hui, deux Marocains sur trois (67 %) en bénéficient, selon les autorités.

Depuis 2005, année de lancement des réformes dans le secteur de la santé, la Banque africaine de développement a mobilisé un total de plus de 360 millions de dollars pour financer les trois phases du programme d'appui à la réforme de la couverture médicale. Ces efforts ont contribué à offrir une double protection, médicale et financière, aux populations les plus fragiles. Les résultats sont là : chute de la mortalité infantile et maternelle et diminution de la prévalence des maladies contagieuses. Au total, les dépenses de santé financées par l'État s'établissent, en 15 ans, à 18,6 milliards de dirhams marocains, soit plus de 1,9 milliard d'euros.

Aujourd'hui, l'urgence sanitaire mondiale engendrée par la pandémie de Covid-19 a démontré l'importance de la santé dans l'action publique. Cette priorité a toujours jalonné le partenariat entre la Banque et le Maroc, avec une action qui contribue à renforcer la capacité du système de santé et à garantir la couverture maladie des populations vulnérables, surtout en période de crise.

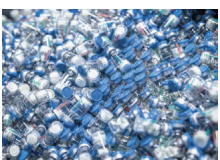


Dans cette même perspective, la Banque africaine de développement a, fin 2019, apporté près de 204 millions de dollars pour élargir la protection sociale, en particulier aux personnes en situation de handicap, aux enfants et aux femmes vulnérables dans les régions les plus éloignées. Objectif : passer d'un taux de couverture de l'assurance maladie obligatoire de 62 % de la population en 2018 à plus de 80 % en 2023.

Ce nouveau programme permettra de construire un hôpital régional à Guelmim ainsi qu'un hôpital des spécialités à Ouarzazate, dotés chacun d'une capacité de 140 lits. En parallèle, 144 unités spécialisées dans la prise en charge des personnes à besoins spécifiques seront créées et une centaine de dispensaires ruraux verront leurs infrastructures et équipements mis à niveau. Ces unités seront équipées en matériel de télémédecine permettant une prise en charge rapide et à distance des patients.

En investissant au Maroc dans le renforcement et l'élargissement de la protection sociale, la Banque contribue à améliorer l'accès de millions de Marocains aux services et infrastructures sociales de base dans les régions les plus enclavées. Avec une ambition à terme, celle de permettre à tous d'accéder, partout, à des soins de qualité.






AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DEVELOPPEMENT


60
Ans l'Avenir